

# Premiers pas de militantisme

par

Lucien Laugier



1935-1939

Parmi les expériences dont je peux faire état pour expliquer mon évolution vers le "militantisme", il est probable que la première date fut celle du service militaire. Ce fut d'abord l'événement qui me tira le premier de la quiétude de la vie familiale. Mais ce fut aussi l'expérience qui provoqua cette rupture de la façon la plus brutale ; elles lacèrent de manière irrémédiable ma plus grande illusion d'adolescent – celle que j'entretenais concernant la liberté que peut concéder à l'individu la société dans laquelle nous vivons. De plus, ces deux années que je passai sous l'uniforme vinrent s'accomplir, sur le plan social et politique, les tournants les plus spectaculaires et les plus propres à élargir ma première désillusion jusqu'aux dimensions du drame historique qui se préparait alors : la seconde guerre mondiale.

La réaction à cette expérience réveilla en moi ce qui n'avait été, vers ma douzième année, qu'une impression sentimentale<sup>1</sup> qu'on ne peut guère expliquer que par le fait que j'avais été élevé par deux femmes, et par surcroît, deux *veuves de guerre*. Mon père avait été porté disparu, sur le front en 1918. Mon grand-père était mort d'une maladie incurable contractée lors d'une expédition au Tonkin : il flottait autour de moi, durant mon enfance, une notion vague mais effrayante qui entretenait chez mes parents – et chez moi, par le truchement de l'angoisse et la rancœur que je devinais en eux – la peur et la haine de la guerre, ainsi que tout ce qui pouvait avoir un rapport avec elle. Bien entendu, ce sentiment était ambigu, se référant à quelque chose d'abstrait qui ne m'empêchait pas de jouer comme les autres gosses avec des soldats de plomb et de dévorer des livres où les carnages au fusil ou à l'arme blanche, ne manquaient pas. Mon horreur pour l'armée, le militarisme, etc. étaient d'un autre ordre, comme si son objet ne pouvait apparaître que dans son domaine propre, *la dernière guerre* – et non pas sous les uniformes bigarrés du Premier empire où sous celui des soldats du Tsar guerroyant contre les Tartares. D'ailleurs "l'évolution idéologique" de mon adolescence fut encore plus capricieuse et contradictoire, en raison des milieux catho et réac auxquels appartenaient mes amis. Ce fut donc une vieille sensation d'arrière-

---

<sup>1</sup> Je me souviens d'un fait qui m'avait profondément marqué à cet âge-là : lors de la projection des "actualités" au cinéma de l'Odéon à Marseille, une partie de la salle avait protesté de façon véhémement au moment du défilé (suite illisible).

fond, caché et oublié, que réveilla en moi l'expérience éminemment *pratique* de la vie du régiment. Mais il fallut bien peu de temps pour qu'elle se transforme en antimilitarisme.

Peut-être cette transformation fut-elle quasi immédiate parce que cette expérience du service militaire fut en même temps mon tardif premier contact avec la réalité des contraintes de la société. Je ne peux pas dire en effet qu'un tel contact, je l'avais eu lors de mes débuts dans le travail salarié. J'avais 17 ans et demi quand je fus admis dans les PTT comme auxiliaire trieur : parmi une bande de joyeux gaillards où je comptais nombre d'anciens camarades de classe. Cela ne faisait pas un très grand changement par rapport à mon existence précédente ; le libéralisme dont faisaient preuve à notre égard les supérieurs de tous grades nous permettait de faire survivre, dans ce milieu de travail, l'insouciance et la gaité alors caractéristiques dans des établissements d'enseignement qui n'étaient pas encore devenus les lieux d'ennui mortels qu'ils sont aujourd'hui ! La seule nouveauté désagréable, dans mon premier emploi, fut pour moi la nécessité de se lever très tôt – à 4 heures et demi un jour sur deux – pour prendre mon service. Le libéralisme du bureau de Marseille RP constituait, il faut le dire un cas exceptionnel dans une administration dont la discipline, à l'époque, était stricte et souvent rude. Cette exception provenait de la situation spéciale dans laquelle se trouvaient les quelques trente "jeunes trieurs" du bureau ; nous étions les seuls, dans l'établissement et dans la ville, à connaître le nouveau "tri général" mis en vigueur en 1932. Les facteurs, à qui ce tri général incombait précédemment, avaient purement et simplement refusé d'apprendre la nouvelle nomenclature des rues désormais classées par "groupes" à la place de l'ancienne division par "quartiers" qu'ils connaissaient sur le bout des doigts, certains depuis deux dizaines d'années. Ainsi nous les "jeunes trieurs" possédâmes, pendant un certain temps (car les facteurs "intérimaires" progressivement embauchés étaient astreints à l'étude de ce nouveau tri) le monopole de la compétence dans toutes les opérations préliminaires à la distribution du courrier. D'où, en notre faveur, un "rapport de force" qui nous permit d'esquisser quelques mouvements de grèves efficaces et dont les revendications furent immédiatement satisfaites : dans la maison, on nous considérait comme des gosses un peu turbulents et exigeants, mais qu'il fallait ménager pour obtenir d'eux des rendements qui, indiscutablement, étaient supérieurs à celui des vieilles équipes de facteurs. Il en résultait pour nous des horaires de service qui nous laissaient de grandes libertés (le plus avancé dans l'après-midi se terminait vers 17 heures !) et diverses tolérances que je ne peux énumérer ici.

Dans ces conditions, mon entrée dans la "vie active" ne fut en aucune façon la révélation du "despotisme de fabrique" : c'était bien plutôt les mœurs de la vie scolaire qui continuaient avec, en plus l'agrément d'une rétribution relativement généreuse pour l'époque et le genre d'emploi.

Le service militaire, ce fut par contre, et très brutalement, la perte de toute liberté, en même temps que l'expérience des travaux et contraintes les plus avilissants. Il me fit toucher du doigt l'odieux pouvoir d'humiliation, parfaitement légal et réglementaire, qui est consenti aux sous-officiers. Il me fit connaître les corvées répugnantes, la brutalité des ordres, les injustices de "je ne veux pas le savoir, ..." Il me livra sans résistance aux longues heures d'ennui, quand il faut monter la garde ou battre du talon sur les rives du Rhône balayées par le vent.

Ce n'est pas que la discipline fût particulièrement rude au 7<sup>ème</sup> Génie d'Avignon où l'on m'affecta en octobre 1935 ou qu'on y appliqua de façon systématique les mauvais traitements. Au contraire la souplesse du service y contrastait avec le climat de brimades qui faisait alors la triste réputation des autres armes comme l'Artillerie, la Cavalerie, la Marine (où les très réelles vexations ne devaient pourtant apparaître, par la suite comme de bien pâles anticipations de ce qui devait fleurir chez les parachutistes de la guerre d'Algérie). De plus, au 7<sup>ème</sup> Génie, la nourriture était aussi convenable qu'elle peut l'être dans l'armée et l'activité principale – construction de ponts de bateaux et navigation sur le Rhône – un exercice sain en dépit de sa pénibilité (si ce n'est qu'il était absurdemment réparti dans le temps, avec des semaines épuisantes, au grand vent, et d'autres mortellement ennuyeuses, confinées à l'étude de la "théorie du soldat").

Mais ce qui m'affecta péniblement, dans ma nouvelle vie, en contraste total avec l'absence de contrainte et l'abondance de temps disponible de l'ancienne, ce fut précisément la perte de cette liberté et surtout l'extrême fragilité des autorisations qui permettaient chaque semaine d'aller retrouver chez soi quelques heures de ce paradis perdu. Il suffisait d'un rien pour annuler l'hebdomadaire permission de 24 heures, surtout dans la compagnie des élèves caporaux où un certain nombre d'appelés sachant lire et écrire étaient affecté d'office (ce qui fut mon cas). Dans cette compagnie, la suppression de la permission était pour les gradés moyens de chantage et de pression. Une maladresse dans le travail, un cordage mal noué, l'oubli d'un terme technique, et la sanction tombait comme le couperet de la guillotine : "dimanche, vous irez à Marseille dans mes bottes !". La terrible revue d'armes ou "de détail" du samedi permettait à l'adjudant ou à l'officier de service de sanctionner encore, par un beau coup de filet, bon nombre de ceux qui, toute la semaine avaient réussi à conjurer la fameuse menace. Il est vrai que les marseillais dont je faisais partie, se rendaient chez eux le dimanche ; avec ou sans permission (les agents du guichet, à la gare, accordaient, débonnaires, le prix quart de place sans exiger comme ils le font aujourd'hui l'exhibition du titre). Mais il fallait de délicates astuces pour pouvoir partir le samedi soir (avec une permission de spectacle – elles étaient accordées beaucoup plus libéralement – qu'un copain, à minuit, déposait avec la sienne au poste de garde) et on devait opérer le dimanche une rentrée précoce en quittant Marseille vers 18 heures : le tout avec la crainte permanente d'être découvert en situation irrégulière par une patrouille ou par un service en gare<sup>2</sup>.

Pour le jeune sapeur, ce régime s'améliorait avec la fin du temps des classes et l'approche du moment où il servait un "ancien". Malgré cet adoucissement ultérieur, j'ai gardé un souvenir vivace et amer de mes épreuves de "bleu". J'étais absolument inaverti, sans astuce – comme peut l'être un garçon d'un naturel timide qui n'est jamais sorti de chez lui. Tout cela devait transparaître et exciter le sadisme de certains de ceux qui étaient chargés de nous "instruire". Je pourrais remplir un chapitre entier des exactions dont je fus victime de la part d'un féroce adjudant-chef, ex sous-officier des troupes coloniales. J'ai gardé dans ma tête son image aussi exacte que si ce que je raconte s'était passé hier. Jamais peut-être je n'ai retrouvé une haine aussi profondément ancrée sur un visage que celle que je lisais sur le sien quand il m'interrogeait ou m'examinait en me tenant au garde-à-vous. Une telle aversion à l'égard de presque un enfant, je ne l'ai guère rencontrée à nouveau que parmi certains de ces adultes qui, de façon aussi barbare et aussi sottise, se sont mis à haïr les jeunes après mai 68.

Cependant, ce qui aggrava de façon soudaine l'effet de ces diverses misères, ce fut sur le plan général, le "lâchage politique" qui se produisit durant ma deuxième année de régiment parmi les partis de gauche dont l'antimilitarisme, jusque-là avait constitué pour moi comme une sorte d'appui moral extérieur. 1935-1936 : ce furent les années du grand tournant politique du PCF. Jadis féroce dans sa dénonciation de l'armée et de ses "gueules de vache", il bifurqua tout à coup en direction du patriotisme le plus hystérique. Ainsi, dans le cadre de mon expérience de la vie du régiment, non seulement je subissais les tourments variés du service militaire, mais je perdais aussi ce qui, au début, m'avait apporté un relatif réconfort, à savoir qu'il existait, au-delà des murs de la caserne des forces politiques hostiles à cette institution et attentives à en dénoncer les méfaits. C'était donc à la fois une expérience directe d'un état que j'avais connu que part oui dire et une expérience politique concrète : celles des opportunistes et des compromissions. La force des choses, avec le recul m'a contraint de constater que, face à ce tournant, dans les limites du cercle de mes connaissances et relations, parmi les jeunes qui, à l'époque, partageaient avec moi l'idéologie "de gauche" alors courante – antimilitarisme et internationalisme – je suis à peu près le seul à avoir traversé la période de guerre et ses suites immédiates sans abandonner les positions qui, primitivement, nous étaient communes à tous. Je suis bien forcé d'en conclure que cette

---

<sup>2</sup> Quelques fois un imprévu aussi cocasse que malencontreux faisait avorter toute ces précautions. Par exemple, en été, on portait des pantalons de toile blanche et non de drap. Mais s'il y avait orage en Avignon, l'adjudant du poste de police n'autorisait la sortie de la caserne qu'en costume de drap. Malheur à celui qui débarquait dans la ville avec sa tenue blanche et qui n'avait pas de titre en règle sur lui.

expérience des années 35-36 fut l'axe déterminant pour toutes mes expériences politiques ultérieures.

Le "tournant" politique fut amorcé vers 1934, lors des événements qui aboutirent à la formation du Front Commun entre socialistes et communistes, jusque-là profondément divisés par la défiance de la SFIO à l'égard de la III<sup>e</sup> Internationale et par la violence des attaques du PCF contre les "social-traitres". C'est sous le signe de la hantise du "fascisme" – en vérité représenté en France par l'impuissance de quelques trublions ridicules. "Camelots du Roi", "Croix de Feu", etc. – que fut donné dans ce pays le signal de la réconciliation des deux internationales ouvrières. Mais l'événement se déroula dans un contexte aux faces multiples sur le détail desquelles je reviendrai par ailleurs.

Je dois dire tout de suite cependant que l'élément déterminant résidait dans le changement de la stratégie politique russe. Ceci n'était compris que par les éléments réactionnaires, mais qui dans leur phobie de "la main de Moscou", se dissimulaient à eux-mêmes les autres données de l'opération, celles, précisément, qui lui avaient donné sa force irrésistible : le ralliement à une "politique de gauche" de la petite bourgeoisie radicale terrorisée par la venue d'Hitler au pouvoir en Allemagne. Le mécontentement social provoqué par la crise économique et la possibilité de grandes offensives revendicatives qu'ouvrait le rapprochement amorcé entre les deux grandes centrales syndicales respectivement influencées par les socialistes et les communistes. Les ouvriers les plus combattifs professaient à l'égard de la III<sup>e</sup> Internationale télécommandée de Moscou une confiance absolue qui, la "division" avec les ouvriers socialistes étant surmontée, commençait à gagner ces derniers. La seule lucidité concernant les mobiles déterminants de la politique du PCF venait de la droite et de plus était occultée par l'esprit réactionnaire le plus archaïque qui en était resté à l'image du bolchevik comme "l'homme au couteau entre les dents". L'opinion moyenne se formait donc sous le coup, quarante ans après de ces deux convictions diamétralement opposées mais qui se complétaient pour dissimuler la nature profonde du cours des événements, leur donnant une opacité qui ne parvient à se dissiper qu'aujourd'hui, quarante ans après, et non sans de nouvelles aberrations. Je crois donc, maintenant encore, qu'il n'était pas possible, à l'époque de la formation du Front commun, d'en percevoir les mobiles sans une connaissance assez approfondie de l'évolution du communisme international durant les dix années précédentes.

La mienne était encore sommaire du point de vue de la possession de la chronologie des faits et luttes intestines survenues dans le mouvement. Mais grâce à la lecture des anarchistes, syndicalistes et autres *tôt échaudés* dans leur enthousiasme pour la révolution d'Octobre, elle comportait déjà cette notion indélébile : Moscou n'agissait que pour les intérêts russes, se moquant éperdument de ceux du prolétariat occidental. Aussi l'expérience faite lors de mon service militaire du virage à 180° opéré par le PCF ouvrit-elle à ma compréhension un terrain fertile où elle allait progresser à pas de géant.

Quelques mois avant mon arrivée à la caserne, le gouvernement centre-droit de l'époque – encore combattu plus particulièrement sur ce point par la coalition récemment scellée entre communistes et socialistes – avait réussi à faire voter la loi qui portait la durée du service militaire de 12 mois à 2 ans. Ceci entraînait dans la préparation idéologique de la guerre à venir ; mais selon l'argument officiel invoqué à l'appui de la décision, il s'agissait de compenser la baisse des effectifs correspondant à la chute du nombre des naissances durant les années de guerre, 20 ans plus tôt. Né en 1914, j'appartenais à la première de ces "classes creuses", portant encore devant moi, à la veille du moment qu'on considérait alors comme la consécration de "l'âge adulte, l'ombre du sort dans lequel avait trompé mon enfance : "orphelin de guerre" *for ever*.

Cet événement, premier symptôme de ceux qui allaient se précipiter deux ans plus tard vers un domaine jusque-là à peine effleuré : celui de la *politique*. Comme tout le monde, je n'ignorais pas que la venue au pouvoir d'Hitler, l'année précédente, était de mauvais augure pour la paix. Mais l'inquiétude que cela m'inspirait demeurait vague, abstraite. Avec le vote de la loi sur les deux ans,

par contre, je me trouvais directement concerné. J'y réagis immédiatement, mais par le premier de ces paradoxes qui devaient se répéter lors de mon "engagement politique" : la passion pour les péripéties du déjà *fait accompli*. La loi était bel et bien votée que je me gorgeais encore de la lecture du discours de Blum à la chambre : le leader de la SFIO avait échoué dans sa tentative de faire échouer le projet de loi. De même, je me repaissais des dénonciations tout aussi vaines du militarisme que je récoltais dans la presse du parti communiste.

Ce ressassement puéril de ma colère à l'égard d'une décision contre laquelle on ne pouvait plus rien ne fut pourtant pas totalement inutile : elle me prépara à réagir d'une façon radicalement irréversible lorsque les faits mirent brutalement en évidence ce que je ne faisais encore que vaguement ressentir et sans imaginer jusqu'où cela pouvait aller. Au stade du Front Commun, la perspective était loin d'être évidente : les socialistes respectaient encore les idées internationalistes et pacifistes de leur clientèle électorale ; les communistes conciliaient leur propre tradition antimilitariste avec la stratégie de Moscou à cette date<sup>3</sup>, qui s'axait toujours au sein de la SDN, sur l'appui diplomatique à l'Allemagne et à la thèse du "désarmement général". La nouvelle coalition des "gauches" demeurait donc formellement conforme aux traditions des partis qui la composaient.

Deux ans plus tard, les champions du Front Commun – devenu Front Populaire par adjonction du Parti Radical – étaient devenus des super patriotes ardemment bellicistes. Sans attendre l'analyse que j'en donnerai plus loin, aux fins de démontrer que ce virage signifiait, non seulement l'acceptation absolue du conflit désormais inévitable, mais aussi la perte de toute chance révolutionnaire après la guerre, on peut se représenter tout de suite l'effet que produisit sur moi le « tournant » de 1936 : indignation, rancune, désillusion, ... Mais aussi illumination aussi amère que fulgurante quant aux mobiles inavoués de l'opération, ceux que le Comintern devait avouer en 1939 : appuyer les illusions humanitaires et démocratiques de la petite bourgeoisie radicale et socialiste pour détourner à l'Ouest la guerre considérée comme prétendument « utile » à la Révolution !

En ce qui concerne le PCF, comme exécuter direct d'une telle stratégie, ce fut ce moment-là, sous les flons flons du Front Populaire et non avec la découverte de la "coexistence pacifique" 20 ou 30 ans plus tard (comme le croient encore aujourd'hui les "spécialistes" de son histoire) qu'il accomplit sans retour sa "réintégration" dans la "communauté nationale". Cette conclusion à laquelle je ne devais parvenir clairement que durant les années de guerre, je m'en approchais sans cesse, en 1935-1936, par la lecture des rares feuilles qui restaient hostiles à la vague de chauvinisme que la victoire électorale du Front Populaire avait fait déferler. Cette lecture ne m'apportait pas l'intelligence intégrale du drame qui mûrissait, mais si elle satisfaisait mes protestations contre les symptômes que directement, j'en ressentais. Les traits satiriques du *Canard Enchaîné* de l'époque à l'adresse des nouveaux cocardiens : plus encore la lucidité mordante du *Merle Blanc*, qui savait projeter l'éclairage le plus cru et le plus révélateur sur cette seconde "Union sacrée" : toute cette littérature, acide mais au fond désabusée, seule perspicace à cette époque confortait et approfondissait mon refus d'obéir au remous idéologique dominant. A mon aversion pour la nouvelle ligne politique des "gauches", et qu'entretenaient les milles contraintes et meurtrissures de mon existence du moment, s'intégrait à mon insu ce besoin de vindicte qui anime la mémoire des anciennes répressions et qui, par l'intermédiaire des rares militants ou publicistes qui n'en avaient pas oublié le caractère implacable, se fondait en moi avec mes propres et bien plus modestes griefs.

Faute d'avoir noté alors mes impressions, je ne garde qu'une notion générale de la synthèse qui s'opérait ainsi dans ma psychologie. Je me souviens cependant d'une façon assez nette d'un exemple qui peut l'illustrer. Il s'agit d'un article du *Merle Blanc* écrit juste après le 14 juillet 1936, au moment le plus euphorique. Pour la première fois les partis ouvriers et la CGT participaient à la

<sup>3</sup> Et ce malgré la venue d'Hitler au pouvoir. On verra dans la partie suivante de cette chronique que la rupture entre les russes et l'Allemagne nazie ne survint qu'après la signature, en mai 1935, du pacte Staline et Laval.

célébration d'une fête qu'ils avaient toujours décriée et dont ils avaient toujours abandonné l'exclusive, avec force blasphèmes à l'appui, aux forces politiques de droite et à l'Armée. Participer c'est peu dire : ils y apportèrent un enthousiasme délirant qui mobilisa une foule innombrable submergeant toutes les grandes avenues des principales villes de France. Dans leur retour frénétique aux "grandes valeurs nationales", ils avaient même intégré à leurs cortèges le symbole des massacres encore honnis quelques mois à peine plus tôt : les anciens combattants – il est vrai baptisés "républicains" pour la circonstance<sup>4</sup>.

L'article du *Merle blanc* s'en prenait violemment à cette intrusion, dans un défilé ouvrier et "populaire", de représentants de la caste qui, pour l'ancien mouvement prolétarien, avait toujours symbolisé toutes les répressions. Je suppose que l'auteur de l'article était César Fauxbras un ancien "mutin" de la Mer noire, bien moins connu, mais peut-être plus authentique que le fameux Marty – qui maniait la plume avec une froide virulence qui, découvrant toujours le point central et sensible, donne au mode pamphlétaire sa principale force. Soulignant l'incompatibilité des deux symboles scandaleusement mêlés – d'un côté les vieux drapeaux rouges où s'inscrivaient encore en lettres d'or le martyrologue des Premiers mais ouvriers ; de l'autre les décorations tricolores qui constellaient les uniformes bleu horizon en justifiant et sanctifiant l'encore récente tuerie, la Somme, la Champagne, le chemin des Dames, ... - il apostrophait ses lecteurs, et au travers d'eux, la génération entière qui portait encore dans sa chair les stigmates d'une horreur sans précédent : vous les anciens, écrivait-il en substance, vous qui avez connu les souffrances des tranchées, le carnage de Verdun, vous oubliez donc ce que représente cette livrée des victimes du capital admise avec tous les honneurs dans vos rangs ? Vous êtes-vous demandé si, parmi ces officiers "républicains", il n'y a pas quelques-uns de ces bourreaux qui, aux conseils de guerre de 1917, envoyèrent au poteau d'exécution les "fusillés pour l'exemple" ?

Quarante ans plus tard, quand je repense à un tel style, je sais bien que, s'il était connu, on le rangerait bien vite parmi les multiples exemples de ce "discours révolutionnaire" que les deux dernières décennies ont à jamais déconsidéré. Je pense au contraire qu'il appartient aux dernières manifestations oratoires ou littéraires dans lesquelles la phrase était moins parole, exhortation que témoignage vivant d'une époque pourtant en voie de disparition : celle des luttes vraies et des espoirs authentiques. C'est pourquoi l'image de Fauxbras est toujours pour moi aussi saisissante ; malgré le recul, ou plutôt, à cause de lui : les années m'ont appris que les rescapés des charniers du capital *ne peuvent pas* se résigner à admettre l'inanité des souffrances endurées ; ils ne peuvent y survivre comme victimes qu'en s'imaginant avoir été des héros. Cette vérité, accablante pour qui attend de la fin de toute guerre l'éclatement d'une révolution, est devenue irrévocable avec le second conflit mondial dont pas un des survivants, combattant régulier ou "maquisard", Résistant ou miraculé des camps de concentration ne s'est manifesté jusqu'ici comme conscient de ce qu'avait été son sort effroyable : chair à canon ou à chambre à gaz, mais non champion de la "Liberté".

Un tel aveuglement existait déjà en puissance chez leurs aînés, ceux qui avaient échappé aux balles et aux baïonnettes, aux obus et aux gaz de la guerre 14-18 : leur désir était vrai de témoigner contre le récent massacre et sincère leur désir de paix, mais leur nostalgie d'une jeunesse perdue dans la boue et le sang, ainsi que le besoin de retrouvaille entre "anciens combattants", étaient déjà preuve que leur subconscient ne disposait d'aucune défense devant la thèse du PCF qui, hypocritement, revalorisait leur sacrifice inutile et désagrégeait la révolte qu'il avait pu provoquer – thèse selon laquelle il y a de bonnes et de mauvaises guerres, selon laquelle il existe une "fausse patrie", celle des capitalistes, et une vraie, celle des travailleurs. Mais sur la plupart des socialistes qui en 1920 adhérèrent au parti communiste, l'ombre de Jaurès n'avait-elle pas plané ?

---

<sup>4</sup> Au début des années 30, les associations d'anciens combattants étaient en grande majorité d'inspiration réactionnaire (et même fasciste comme les "Croix de Feu" de De la Roque). Seule l'ARAC patronnée par Barbusse, et créée dans le but de leur pièce, était soutenue – sinon noyautée par le PCF, qui inaugurerait là une forme de la politique de "la main tendue" qui, peu après, devait être employée à l'adresse des catholiques.

Cette « sentimentalisation » qui absout les coupables des souffrances - sinon « noyautéendurées », cette méprisable compensation recherchée dans l'hommage empoisonné qui leur est rendu par les instigateurs de l'atroce épreuve, je peux affirmer pour mon compte, ne jamais les avoir acceptée une seconde. Sans fausse humilité, je reconnais aujourd'hui n'avoir jamais été, par mes seules aptitudes, à la hauteur de mes convictions. La force nécessaire pour les soutenir, je la puisais dans la petite organisation sur laquelle reposaient tous mes espoirs ; et, dans ce milieu restreint, je ne figurais pas parmi les plus résolus et les plus courageux ; bien au contraire. Mais il est une constante dans mon comportement de pensée, qui existait antérieurement à ma période "militante" et qui n'a pas disparu après : le parti pris en faveur du camp social où dominant la faiblesse, l'impuissance, le besoin et que, précisément pour cette raison, je ne saurais renier ; le refus de n'importe quelle justification tendant à faire de ces sujétions une normalité. Tel fut, je crois, le secret de mon attachement aux mythes de mon enfance et aux espoirs déçus de mon âge mûr. Tel est aussi le secret de l'imperceptible vibration qui s'empare de moi quand je repense à mes vaines, mais saines indignations de l'époque du *Merle Blanc*.

Il n'est guère douteux que le lecteur actuel n'y voit autre chose qu'une sénile sentimentalité. Mais je donne quand même ces précisions parce qu'elles sont indispensables à la distinction entre ce que mon évolution devait aux circonstances générales de l'époque et ce qui, dans ma façon de réagir à celles-ci, découlait de mon propre caractère et de la première dont il s'était formé. Ce dernier joua peut-être un rôle prépondérant dans mon comportement *après* la courte période de transition entre 1936 et la guerre. Mais il opéra sur des points de départ réels, sur une expérience nullement spéculative, mais bien concrète. Contrairement à l'anticonformisme actuel, déterminé de façon directe par le conflit entre les jeunes et leur milieu immédiat, famille, école, etc., celui de mon époque, même si déjà extrêmement minoritaire, il devait se réduire comme peu de chagrin à l'épreuve des années suivantes, se fondait essentiellement sur la précipitation d'événements *historiques*. Et c'est en ces termes, fussent-ils désormais désuets et incompris, que je dois l'évoquer. Aussi n'est-ce pas piètre figure de style emprunté au plus creux des "discours révolutionnaires", lorsque j'affirmais que le "tournant" du PCF en 1935-36, était vraiment une *trahison* – au moins de la confiance placée en lui par tous ceux qui refusaient le sort que leur promettait l'avenir immédiat du monde. Avant 1939-45, avant toutes les déformations officielles et officieuses venues de tous les bords et appuyés par les plus déroutants coups de théâtre politiques ne viennent jeter la "masse" dans la confusion la plus inextricable, les choses étaient claires, même si, pour des raisons complexes qu'il faudra tenter d'examiner par ailleurs, une infime partie de cette génération en fut seule informée et consciente.

Avant durant et après la guerre, socialistes, radicaux, soi-disant communistes, ainsi que les chrétiens de gauche, leurs nouveaux alliés, participèrent tout autant que les réactionnaires et les fascistes à la grande mystification idéologique qui désarma 45 millions d'hommes devant un déferlement gigantesque de souffrances et de morts. En escamotant, juste avant l'irréversible, tous les indices encore visibles à l'œil nu de la formidable tromperie, les stipendiés de la presse et de la radio bourgeoise, avec la puissance complicité des "partis ouvriers", obéissaient à des forces politiques précises et veillaient à la perpétuation d'un ordre social bien déterminé qui ne trouvait alors solution de survie que dans la destruction, à l'échelle industrielle et planétaire, des vies et des biens.

L'antagonisme entre les deux devenir possibles du monde – l'émancipation ou l'aliénation toujours plus profonde parce que toujours plus subreptice – a donc étouffé à ce moment-là ; même si les nombreux soubresauts ultérieurs à sa convulsion nous ont fait croire à sa future résurrection. Je ne crains pas donc l'usage des mots caducs, s'il s'agit d'évoquer une époque où ils gardaient encore tout leurs sens : les capitalistes et leur clientèle petite-bourgeoise, c'était bien "l'ennemi de classe" d'un "prolétariat" suffisamment réel pour qu'il faille pour le précipiter dans un nouveau carnage fratricide mondial, la collaboration totale des partis qui usurpaient son nom et sa cause. Avant 1939, il y avait encore une étape à parcourir avant que le système du capital

établit sa pérennité grâce à la confusion idéologique universelle et à la coopération totale et inconditionnée de ses propres victimes ; la guerre dite "antifasciste" dans laquelle socialistes, communistes et autres "progressistes", bien plus efficacement que les officiers chamarrés de croix gammées ou de croix de Lorraine furent les occultes "conducteur de foule" en direction de la mort.

Aujourd'hui, une telle affirmation paraîtra invraisemblable à beaucoup. C'est que la falsification initiale des faits se poursuit toujours multiplié par la puissance monstrueuse des *mass media*. Mais cette fois elle se met sur un mode "impersonnel", apparemment détaché de la stricte obédience à des intérêts sociaux déterminés – "spontanée" en quelque sorte et, paradoxalement, assortie d'un insatiable *besoin rétro* d'érudition. Comme si, pauvres riches, privilégiés et défavorisés de ce monde dément rivalisaient d'ardeur pour travestir leur passé commun !

Qui, cependant est averti et patient, peut remonter aux sources de cette opération invraisemblable d'auto-intoxication : chaque fois que les *media*, pour satisfaire au fameux besoin-rétro, lui resservent la version non corrigée, demeurée indemne, de la grande et meurtrière supercherie du siècle.

A la télévision, l'hiver dernier, j'entends et je vois un journaliste qui présente des séquences filmées du Front Populaire. Ce n'est que le prétexte d'un jeu télévisé dont la stupidité n'est pas le moyen le moins efficace d'épaissir le voile de fumée qui dissimule la signification de cette époque historique. L'imbécile dont j'ai oublié le nom pose des devinettes aux téléspectateurs en leur demandant l'âge de Blum à l'époque où fut prise chacune des photographies reproduites sur le petit écran. Quelle merveilleuse façon d'abêtir une émission historique et décourager, chez quelque téléspectateur, toute velléité possible de connaître ce qui s'est réellement passé derrière le film folklorique des occupations d'usine et des bals "sur le tas", au son de l'accordéon. La signification profonde d'un événement ne peut être éveillée que par le détail peu connu, par la précision insolite qui bouscule le bel arrangement du *cliché* idéologique, qui seul, généralement, en a été retenu. Le commentateur de cette émission s'est bien gardé de hasarder seulement la pointe du pied dans ce terrain glissant du *non-dit* et du *peu-dit* concernant le Front Populaire. Il a parlé de la victoire électorale des "gauches" et des "grandes conquêtes sociales" de juin 36. mais il s'est prudemment abstenu de souligner le détail qui démolit le mythe créditant le gouvernement Blum de ces réformes (congrès payés, sécurité sociale, etc. qui existaient depuis des années en Allemagne par exemple) : le fait que ce gouvernement fut constitué *fin avril*<sup>5</sup> et qu'il fallut tout le mois de mai, et de longues grèves dans la France entière, pour aboutir à la capitulation patronale consacrée par les accords de Matignon !

L'objection qu'on ne manquera pas de faire après ce que je viens m'imposer une nouvelle digression. On dira que la télé n'est faite que pour distraire les gens et non troubler le "chaque chose" à sa place de leur sérénité idéologique : ou encore que des événements aussi éloignés de leurs préoccupations immédiates ne peuvent que les faire bailler si on ne les agrmente pas de quelque pigment facile qui, par définition, en exclut tout ce qui fait problème. Mais alors pourquoi aborder de tels sujets ? Pourquoi prétendre les intéresser au sérieux par le biais du crétinisme ? Quelque malicieux, avec lequel je serais souvent tenté d'être d'accord, insinuera tout simplement que les spectateurs et journalistes ne connaissent pas véritablement les questions qu'ils abordent et ne sauraient faire ressentir aux autres ce qu'ils ne perçoivent pas eux-mêmes. Mais cela appelle une contre objection. Les avertis, les "calés" existent – nombre d'ouvrages imprimés le prouvent, en ce qui concerne le Front Populaire, précisément. Pourquoi les entend-t-on si peu protester contre les énormités de la plupart des "émissions historiques" de la télé ? Pour découvrir quelques critiques, d'ailleurs modérées, à cet égard, ne faut-il pas se reporter à de discrètes réserves, quasi inaperçues, en bas de page des hebdomadaires qui accompagnent l'énumération des programmes télévisés de quelques commentaires.

---

<sup>5</sup> Le gouvernement Blum ne prit pas ses fonctions fin avril 36, son entrée en fonction fut d'ailleurs accélérée (ou moins ralentie, c'est selon) suite aux grèves et à l'urgence de mesures à prendre. (Note de la B.S.)



La réponse à ces questions est aussi complexe que le bazar des mobiles qu'on peut supposer comme favorables à la confusion. On ne peut qu'imaginer dans la perpétuation de celle-ci la coexistence de deux types de censure. L'une *prosaïque*, sottise et frustrante : sa mesquinerie est la mesure des craintes et préjugés de la clique au pouvoir. C'est celle qui, par exemple, a écarté de la télévision, il y a 2 ou 3 ans, Sartre que certains préconisaient comme le plus apte à animer une série sur le "XXe siècle" ; ou encore qui accepte désormais d'aborder le stalinisme ou l'histoire des pays de l'Est, tout en se gardant d'inviter à ses émissions, ou même simplement, de faire référence à ceux qui, *sérieusement*, ont traité de la question. Ce type de critique est purement pragmatique, s'inspirant du principe : plus c'est creux et vague, moins c'est dangereux. Mais le fonctionnement sans à-coups notables d'une censure aussi bigote n'est pas explicable sans l'existence de complicité parmi les équipes politiques qui se posent en adversaire de cette bigoterie<sup>6</sup> : et ces complices, de leur côté, ne pourraient pas aussi aisément respecter une telle règle de jeu sans bénéficier à leur tour d'une certaine *carance* qui va s'accroissant parmi les milieux plus ouverts et bien plus critiques dont la dernière décennie, souvent de façon violente, a révélé l'indiscutable existence. Carences qui ne suffisent pas à expliquer la lassitude et la désillusion qui, dans ces milieux, ont succédé à la phase d'enthousiasme de la fin des années 60 et qu'il faut donc mettre sur le compte d'un phénomène général qui serait l'essence du *second type* de censure : celle qu'exerce sur lui-même un monde qui ne peut ni ne veut découvrir l'origine et la genèse de ses échecs, parce qu'une telle découverte aurait pour effet immédiat de détruire les dernières illusions qui lui permettent encore de survivre.

Dans ces conditions, ce que je critique plus haut présente un côté en quelque sorte inévitable. Dans toute évocation du passé, les *media* se doivent de noyer les séquences les plus tourmentées et les plus douloureuses dans la grisaille du "caduc", de supprimer les ambiguïtés décisives par l'affirmation implicite d'un optimisme naïf, d'exorciser les faits les plus horribles en feignant de croire que la criminelle manœuvre d'abrutissement commencée il y a un demi-siècle se perpétue, mais qu'on en vient à ne plus savoir à l'égard de quoi – objectivité, vérité historique, authenticité, mots qui n'ont de sens que dans un projet de subversion du monde – et au profit de qui !

Parvenu à cette conclusion pessimiste, je vois que ma digression, que la falsification d'événements historiques vieux de 40 ans a provoquée, m'entraîne bien au-delà des rectifications concernant le passé : dans un présent qui se soude étroitement à l'avenir tel qu'il est prévisible. Je négligerai cependant de me faire excuser pour le désordre apparent de ma pensée : si ce que je veux dire en totalité a encore un sens, celui-ci ne peut apparaître qu'à travers la totalité de la réflexion. Tant pis donc si ce que je raconte n'éveille plus rien au cœur de personne et si tout un chacun continue, comme par le passé, à classer le Front Populaire et Juin 36 parmi les archives poussiéreuses des phénomènes positifs, heureux. Il vous faudra bien, bon gré mal gré, ingurgiter ce que je dirai de l'envers tragique de ce décor truqué, tel que je l'ai directement et intimement découvert.

Cet entêtement ne prouve guère qu'une chose : mon besoin de "rétablir la vérité" n'est pas tout à fait mort, alors même que je doute toujours de l'utilité qu'il y a à le faire. En tout cas, ici, le récit n'est pas possible sans des précisions qui rappellent à la vie ma conviction d'autrefois, et, vice-versa, s'il n'y avait pas cette résurrection, même tempérée par une copieuse autocritique, ce récit perdrait vite tout intérêt pour moi.

J'en étais donc, avant de m'égarer dans ces considérations, à décrire comment les conséquences de l'avènement du front Populaire se traduisirent pratiquement, dans le cadre quotidien de mon

---

<sup>6</sup> Cette tentative d'explication attire mon attention sur un point qu'il me faudra bien aborder à un moment ou à un autre, et qui pourrait bien constituer l'ultime, mais non le moindre, des arguments contre l'idéologie démocratique régnant aujourd'hui sans contestation. Au niveau de toute critique des choses existantes, le "souci démocratique" implique le respect de "l'opinion générale" – ce qui dans une époque aussi désespérée que celle que nous vivons équivaut à la plus irrémédiable sujétion à l'égard de la confusion et de la sottise.

existence de soldat. Les indices précurseurs du changement survenu apparurent avec l'arrivée des premiers réservistes, après juin 36 ; pour comprendre l'importance de que ces indices prirent à mes yeux, il faut savoir que la pression "communiste", avant la reconversion du parti de Thorez aux "valeurs patriotiques et nationales", ne laissait guère passer une semaine sans s'en prendre à l'armée, ses absurdités, ses brimades, etc. (Je me souviens encore très nettement du ton d'une violence extrême sur lequel un article de la revue *Regards* de 1934 relatait la mort d'un soldat survenue durant les grandes manœuvres de l'Est).

A Avignon, l'antimilitarisme de la presse du PCF trouvait des motifs moins tragiques, mais le ton n'en était pas, pour autant, moins énergique, et on en redoutait les éclats jusque parmi les officiers du 7<sup>ème</sup> génie. A l'époque où je fus incorporé, donc plusieurs mois avant la victoire des "gauches" aux élections, les "anciens" de la compagnie tournaient en dérision le comportement inquiet du lieutenant-colonel lorsque des réservistes arrivaient au corps : il s'affairait aux cuisines pour vérifier la qualité de l'ordinaire, s'inquiétait auprès des réservistes à ce sujet, essayait de prévenir chez eux tout sujet de mécontentement. Sinon, disaient les "anciens" en ricanant, il peut s'attendre à une bonne tartine d'insultes dans "Rouge-Midi". Souvent, d'ailleurs en dépit des précautions, il y avait tout de même droit !

Après Juin 36, ce fut sous cet angle-là, un changement complet de décor. Les officiers et sous-officiers, l'Armée en général n'avaient plus à craindre la violence des journaux du PC, ni même en redouter la moindre critique : la presse "communiste" était devenue muette sur les méfaits des "gueules de vaches" et autres "tortionnaires capitalistes". Selon les explications officieuses des "militants de base" la raison de ce silence soudain était une question de stratégie politique : il ne fallait pas porter préjudice au gouvernement du Front Populaire dans lequel le Ministère de la Guerre était échu au radical Daladier, l'ancien "fusilleur" (*L'Humanité* dixit) des manifestations de février 1934 ! Les années suivantes allaient confirmer la vraie cause de la nouvelle modération du PC : son ralliement définitif au "culte de la patrie" ...

Par la lecture de mes habituelles feuilles frondeuses, j'avais appris que, forte de cette neutralité inhabituelle de l'extrême gauche, la "gradaille" s'en donnait désormais à cœur joie et que le régime courant, dans l'Armée, était en voie de devenir plus dur que sous les gouvernements les plus réactionnaires. Mais je n'avais pas encore eu de preuves de ce fait jusqu'à ce que débarquent, à Avignon, les premiers hommes "au-dessus de la durée légale" que l'Armée – devenue "Républicaine" par la vertu de Thorez et de Blum – rappelait à elle avec le souci évident de les recycler dans "leur devoir".

Non seulement aucune indulgence ne fut témoignée pour les retardataires ayant noyés dans trop de libations leur retour forcé mais provisoire à la vie de soldat, mais on ressuscita pour eux des brimades totalement oubliées, ou mêmes absolument inconnues. Il était clair que, pour ces gradés que la presse communiste avait si longtemps brocardés, c'était une revanche inespérée que de pouvoir mâter, désormais sans aucun risque, ces hommes parmi lesquels, de toute évidence figuraient bon nombre de grévistes de Mai. Du moins tout me portait à le croire après la démonstration édifiante qui m'en fut faite par une belle matinée d'été. C'était sur les bords alors verdoyants du Rhône, où travaillaient les trois compagnies de mon bataillon de "Pontonniers", et où opérait également, mais à part, avec tâches et commandement distincts, une compagnie de réservistes. Le travail de ces derniers était des plus banal parmi les diverses manœuvres : déplacer d'amont en aval une flottille de barcots en bois. Ces embarcations sont bien plus légères que les bateaux en tôle à l'aide desquels les pontonniers de l'époque construisaient les ponts ; mais elles sont suffisamment lourdes pour faire de leur transport à l'épaule une tâche harassante et dangereuse. Au demeurant, durant tout mon temps de service, je n'ai jamais vu déplacer sur le Rhône une embarcation quelle qu'elle soit autrement que par voie d'eau : en les laissant glisser au fil du courant lorsqu'il s'agissait de descendre celui-ci ou en le remontant à la gaffe dans le cas

contraire. Quelle ne fut pas ma stupeur en voyant les sous-officiers donner l'ordre aux réservistes de sortir les barcots de l'eau, de les mettre à l'épaule, de les transporter 800 mètres plus bas ... et de les remettre à l'eau ! La brimade était si évidente que, parmi les jeunes pontonniers provisoirement inoccupés sur la rive et qui avaient assisté au spectacle, une bordée d'injures jaillit à l'adresse des gradés encadrant les réservistes ... lorsque les barcots sur lesquels ces derniers étaient montés furent assez éloignés du bord pour rendre impossible toute identification des crieurs.

C'est écœuré par cet incident, les yeux encore plein du révoltant spectacle que, quelques jours après, je tombais par hasard sur une affiche du PC dont le caractère odieux me plongea dans la plus amère colère : "Conscrits, faites tout votre devoir dans l'Armée Républicaine !". Tel était donc, désormais, le mot d'ordre que lançaient ceux qui, l'année précédente, avaient combattu la "loi des deux ans" et qui, maintenant, pensaient que 36 mois de service militaire ne seraient peut-être pas trop pour conjurer la "menace des pays fascistes".

Je sais très bien que, si quelqu'ancien résistant, par un hasard extraordinaire, lisait ces lignes, il objecterait vivement que les communistes de l'époque avaient vu juste dans leur revirement des années 30 et que la suite des événements – la défaite de la France en 1940 et l'occupation aujourd'hui<sup>7</sup> de l'Europe par les troupes d'Hitler – leur a rétroactivement donné raison. Ce serait trop anticiper sur les chapitres ultérieurs de mon récit que de vouloir tout de suite leur répondre pour défendre mon point de vue de 1936 – et qui n'a pas varié depuis sur l'essentiel. Je ne peux encore qu'esquisser les arguments de cette réponse. La motivation stalinienne en faveur du camp militaire "démocratique" fut tardive et strictement subordonnée à la stratégie de l'Etat russe – Etat "totalitaire" s'il en est. La relative "liberté" dont l'Europe occidentale et la France en particulier jouissent aujourd'hui n'a nullement constitué l'enjeu de la guerre : c'est un résultat *accessoire* lié, comme c'est également le cas pour l'Angleterre, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, aux conditions optimales pour le développement d'un *capital national* qui, en ce qui concerne la France, a su sauvegarder ses intérêts grâce à De Gaulle, au sein du camp vainqueur, après avoir pu limiter ses pertes, par l'intermédiaire de Pétain, lorsqu'il était inclus, bon gré, mal gré, dans le camp des futurs vaincus. Seul le sacrifice des Résistants authentiques fut *idéologique* : c'est-à-dire fondé sur un marché de dupes : souffrance et mort d'une génération en échange de la survie de l'Etat français. Ce lourd sacrifice, renforcé par des motivations ou le "libre choix" cédait la place à la précipitation dans l'issue désespérée seule possible face à la menace de travail forcé en Allemagne où la répression politique ou racial n'a nullement tenu les promesses au nom desquelles il était consenti : plus hypocritement agressive et déshumanisante, la société issue de la victoire des "démocraties" est aussi hideuse que celle que le fascisme, cyniquement lui, promettait et elle a démontré, aux quatre coins du monde, savoir rivaliser avec celui-ci en matière de barbarie.

Que chacun s'accroche donc à son propre mythe. Je suis devenu tolérant sur ce point et ne voue plus aux gémonies ceux qui croient avoir agi pour l'humanité lorsqu'ils étaient pris dans le cercle infernal des sabotages, attentats contre "l'Occupant" et des horribles représailles perpétrées par celui-ci : ces héros ne sont que des victimes, au même titre que les autres millions d'hommes que cette guerre a tués ou martyrisés. Mon mythe propre s'est aussi écroulé : celui qui laissait croire que les résultats de l'horrible massacre seraient, bien plus tard peut-être – la chance et mes propres faiblesses aidant, je le reconnaitrai, chaque fois qu'il le faudra – d'accomplir ce que j'estime irréparable, pour la génération de la Résistance, du point de vue de sa faculté à œuvrer d'une façon quelconque à l'émancipation des hommes : participer volontairement et avec fierté au grand massacre (on dira que les nazis l'ont bien fait aussi : mais d'eux personne n'attendait ce qu'on pouvait attendre des "communistes" !).

---

<sup>7</sup> Passage écrit sous l'Occupation? (Note de la B.S.)

Je ne crois donc pas qu'il y ait lieu de rire au sujet de mes critiques puérides de 1936 : c'est probablement à elles que je dois d'avoir compris la suite. Et sans tirer orgueil de la clairvoyance qu'elles m'ont inspiré, dans mon isolement total et pendant les années de chaos, de destruction aveugle, qui durèrent tout une décennie, je me dis que rien n'a été tout à fait vain au cours de mes mésaventures politiques ultérieures, puisqu'elles ont fortifié en moi une chose que je découvre aujourd'hui inappréciable : la cohérence. Ceci a commencé précisément au point où j'en suis de mon récit : quand, sous mon uniforme militaire râpé, j'accumulai les déconvenues devant les conséquences du "tournant" du PC.

Le 14 juillet, étant en permission à Marseille, j'assistais par curiosité à l'un de ces défilés qui, en province, répétait le spectacle dont j'ai parlé à propos de l'article indigné du *Merle Blanc*. Les "forces populaires" occupaient toute la largeur de l'avenue du Prado et de la place Castellane, on les voyait s'étendre, aussi loin que la vue portait, jusque vers le rond-point et le boulevard Michelet. Une masse énorme, jamais vue, s'écoulait ainsi lentement. Je n'y découvris pas ces "officiers républicains" qui, à Paris, provoquèrent la colère de Fauxbras. Par contre il était évident que, dans le champ des drapeaux, fanions et banderoles, le tricolore submergeait le rouge (plus tard, pour conserver un soupçon d'autonomie, les drapeaux tricolores, lorsqu'ils étaient brandis par des nationalistes **de gauche**, et non de droite, portaient dans le coin supérieur, tout près de la hampe, un ridicule petit carré rouge !). D'ailleurs en plein cœur du défilé, les cliques bruyantes des "Amis de l'Instruction Laïque"<sup>8</sup> étaient là pour donner à la démonstration l'allure d'un cortège militaire.

Jusque-là, la notion de "classe ouvrière" était pour moi bien davantage une idée qu'un fait d'expérience et j'hésitais à la reconnaître chez ces personnages débraillés, qui souvent ventrus et poussifs réclamaient – ô ironie – sur leurs pancartes du travail et du pain ! Je voyais des individus qui ressemblaient comme des gouttes d'eau à ces quelques staliniens "de la base" que j'avais connus, lors d'un séjour dans les équipes de nuit de Marseille gare, comme intolérants, bornés, haineux en même temps que férocelement attachés à de mesquins privilèges de catégories et de service. Quand la grande manifestation fut achevée, mon amertume politique s'agrémentait d'une nuance de dégoût, mais aussi était levé une partie du voile de mes illusions : j'avais vu les ouvriers tels qu'ils étaient effectivement et non tels que je les rêvais.

Une certaine culpabilité mitigeait encore entre la vigueur de mes réactions. J'étais issu du même milieu que ces gens-là et je détestais l'arrivisme. J'aurais dû pouvoir admettre qu'ils se souciaient avant tout de mieux vivre : mais, en fait je ne leur pardonnais pas le sentiment que je devinais confusément derrière leurs actes politiques : préférer s'accommoder d'un système social inique à tout risque nécessaire pour la détruire. Ceci n'était pas seulement dû au fait que, davantage qu'eux, je faisais l'expérience directe des premiers sacrifices que comportait leur perspective de "résistance au fascisme" – ces sacrifices fussent-ils extrêmement légers en comparaison de ceux qu'exigèrent les années suivantes. Il y avait aussi, au fond de ma réaction, une vague nuance d'esthétisme. Dans mon esprit, une "classe révolutionnaire", suivant le peu que j'en savais ne pouvait pas être *grotesque* ; or c'était sous ce jour-là que se révélait à moi le Front Populaire ... qui organisait dans les quartiers force bals où l'on dansait, le poing levé, à la fois sur l'air de "La Marseillaise" et sur celui de "L'Internationale" !

Durant la seconde année de mon service militaire, en 1937, peu d'échos me parvinrent des rarissimes voix qui ne taisaient pas la vérité sur ce qui se passait de l'autre côté des Pyrénées, où la généreuse insurrection du début était submergée dans le sang, sous les décombres, devenant toujours plus une extermination inutile, illustrée par d'innombrables atrocités, et où dans le camp

---

<sup>8</sup> C'était d'archaïques associations créées dans les quartiers populeux à l'époque de la laïcisation de l'enseignement. Elles jouaient un peu le rôle de patronage no religieux et en arboraient le style : tenue de gymnaste, béret, tavolle, clairons et tambours.

"républicain" la liquidation sommaire des syndicalistes, anarchistes et trotskystes était confiée aux bons soins des policiers, espions et hommes bons à tout faire expédiés sur place par les Russes. Mais le peu que j'en appris suffit à renforcer ma défiance à l'égard de ceux que, désormais, je ne désignais plus sous le nom usurpé de "communistes", mais sous celui, amplement mérité de *staliniens*. Parmi les quelques bruits qui transpirèrent du secret perpétré sous la couverture de la participation à la guerre des "Brigades internationales", il y eut le petit coup de théâtre, dans l'équipe rédactionnelle du *Canard Enchaîné*, de la démission de Galtier-Boissière et d'Henri Jeanson. La direction du *Canard* qui inclinait imperceptiblement du côté du PCF n'avait pu publier, sans le caviarder, un témoignage dans lequel les deux incriminés s'exprimaient objectivement sur la situation en Espagne, c'est-à-dire ne cachaient pas le chantage politique qu'exerçait Moscou, à travers son "aide" à l'Espagne "Républicaine", sur le gouvernement Negrin.

Ce n'était cependant là que témoignage isolé, vite étouffé. Les péripéties du drame ne commencèrent à vraiment être connues que fin 1937, à l'époque où j'avais achevé mon service militaire. Les infâmes "Procès de Moscou" (1936-37), qui exterminèrent en URSS les ultimes lambeaux de l'opposition de gauche russe, eurent un peu plus d'échos : mais guère auprès du grand public et je n'en eus connaissance que l'année suivante. En période d'étouffement idéologique, de "glaciation théorique", comme l'on dira plus tard, c'est seulement à de miraculeux hasards qu'on doit la récolte de quelques parcelles de vérité. J'eus la chance, grâce à certaines rencontres, dans mon milieu professionnel et par des relations de famille, de connaître des éléments trotskysants qui me passèrent quelques-unes de ces feuilles archi-connues dans lesquelles se voyaient confinés les résidus de la presse révolutionnaire de cette époque.

Une grande partie de ce matériel m'était transmis par un jeune camarade de travail dont je ne peux révéler le nom, parce que les circonstances de son sort tragique n'ont jamais été éclaircies, mais dont il me faudra résumer la courte histoire car elle tient chronologiquement l'une des premières places dans la transformation de mon aversion initiale à l'égard du stalinisme en haine pure et simple. R. avait dix-huit ans : c'était donc un jeune pour moi. Mais il savait politiquement beaucoup plus de choses et, surtout, il fréquentait assidûment un groupe de jeunes trotskystes qui, à cette époque, se donnaient le nom de "bolcheviks-léninistes". Nous nous étions rencontrés sur la même horreur de la "contre-révolution stalinienne" et c'est lui qui me fit connaître les brochures de la collection "Spartacus" parmi lesquelles figuraient les textes rédigés par V. Serge après les procès de Moscou. C'était un adolescent chez qui un certain mysticisme coexistait avec un grand désir rationnel de connaissance. Avec un appétit inextinguible, il ingurgitait pêle-mêle les ouvrages les plus imbuables de la littérature marxiste : sa première lecture en la matière avait été *Matérialisme et empirio-criticisme* de Lénine ! Extrêmement neuf vis-à-vis de toutes les choses de la vie et particulièrement sur le chapitre des femmes, il rencontra simultanément l'amour et l'engagement politique en la personne d'une "bolchevik-léniniste" un peu plus âgée que lui ... et beaucoup plus expérimentée. Celle-ci je la connaissais très peu. Si ma mémoire ne me trahit pas trop, il s'agissait d'une personne au masque froid et au ton péremptoire, assez semblables à d'autres filles "engagées" que je rencontrais par la suite dans des milieux identiques.

De R. par contre j'ai gardé un souvenir extrêmement précis. Mais il faudrait des qualités d'écrivain pour le décrire en montrant combien son physique et son caractère anticipaient un type de jeune que seulement les années 60 virent se généraliser. Je me bornerai donc à raconter la courte et triste aventure que fut sa vie, ce qui conduira au vif de mon sujet, mais en exigeant un bond provisoire de quelques années en avant par rapport au point où j'en suis de mon récit.

Stagiaire dans le même emploi que moi, il avait négligé de préparer sérieusement les examens dont dépendait sa nomination. Comme par ailleurs, il était plutôt mal noté à cause de son esprit frondeur, on prit le prétexte ci-dessus pour le mettre purement et simplement à la porte des PTT, en mettant pour cela à profit une vague de répression administrative qui, fin 1938, fut le

dernier cadeau fait à la "classe ouvrière" par le gouvernement agonisant du Front Populaire. Durant la guerre, je n'eus aucune nouvelle de R., trop jeune encore pour être appelé sous les drapeaux. Je savais seulement qu'après son licenciement, il lui avait fallu subsister en acceptant les travaux les plus pénibles et que sa liaison avec la "bolchevik-léniniste" durait toujours. Démobilisé en juillet 1940, j'eus sa visite à l'improviste au cours de l'hiver suivant. La date de cette rencontre, je ne peux pas la préciser, mais je suis sûr, en raison de la teneur d'une discussion dont je n'ai oublié aucun terme, que ce fut après la rupture du pacte germano-soviétique, après le raid éclair de l'armée allemande à travers l'Ukraine.

C'était donc le moment d'un nouveau tournant stalinien. Finie pour eux l'époque où ils affectaient face à la guerre une position pacifiste et, dans leurs tracts clandestins, dénonçaient celle-ci comme l'œuvre des "capitalistes de la City". Désormais, ils allaient se lancer à fond dans la Résistance, c'est-à-dire procéder à des attentats contre "l'Occupant". A ma grande stupeur et non moins grande amertume, les trotskystes les avaient déjà devancés sur ce terrain ; je le savais déjà.

R. était venu me voir pour obtenir quelques renseignements sur la possibilité de correspondre par voie postale avec le Mexique, où, plusieurs organisations trotskystes, et notamment le POUM, avaient trouvé refuge en 1939. Je n'en savais fichtre rien et, comme toujours, lorsqu'il s'agissait de donner des renseignements intéressants au public, ne pouvais rien lui répondre. Mais cette entrée en matière n'était probablement pour R. qu'un prétexte qu'il avait saisi pour s'enquérir de ma "position politique" face aux événements. Celle des trotskystes avait donc radicalement changé depuis l'invasion de la Russie par les troupes nazies. A la veille de la guerre les différentes tendances de la IV<sup>e</sup> Internationale se divisaient au sujet de la défense "conditionnelle" ou "inconditionnelle" de l'URSS. Elles divergeaient également sur l'attitude à adopter dans les "démocraties occidentales", en cas de conflit international. Il y avait ceux qui préconisaient alors le sabotage total d'une économie qui ne pouvait qu'être subordonnée aux objectifs militaires et ceux qui s'affirmaient partisans d'une solution plus souple, établissant un *distingo* subtil entre industrie de guerre et "industrie de paix" !

Après la rupture du pacte germano-russe, tous les trotskystes, m'affirma R., étaient maintenant d'accord : il fallait œuvrer d'une façon ou d'un autre à la défaite allemande puisque le Reich hitlérien menaçait l'URSS – Etat ouvrier, dégénéré certes, mais ouvrier tout de même. L'argument de ma riposte fut simpliste mais net. Je m'y retrouvais difficilement à cette époque, dans les savantes spéculations tendant à distinguer, dans la Russie stalinienne, ce qui était "bureaucratique", "contre-révolutionnaire" de ce qui y survivait de "socialiste" et de "progressif". Mais ce dont j'étais sûr, c'est ce que signifiait, dans cette guerre, de prendre parti pour l'un ou l'autre camp : le reniement total de mon précédent refus de l'idéologie et du drapeau en qui j'avais toujours vu le symbole de l'esclavage et de l'exploitation. Aucun argument, déclarai-je péremptoirement à R. ne me fera me ranger volontairement sous les plis du tricolore.

J'avoue que le soir même je me suis interrogé sur la valeur réelle de cette intransigeance : ne cachait-elle pas la *peur*, pure et simple, de la répression ? Je savais que la police de Vichy surveillait les trotskystes, faisant bonne mesure dans ses coups de filet et ne se souciant guère d'établir des distinctions idéologiques entre ceux qu'elle parvenait à cueillir. Je ne me cachais pas que je manquais totalement de courage. La lâche satisfaction de savoir qu'il n'y avait aucune possibilité *d'agir*, donc de risquer, pour être en accord avec mes idées, le disputait en moi à la honte de me percevoir tel que j'étais. Il me fallut plus tard des années et des années pour apprendre que le courage n'est pas une donnée brute et d'une seule pièce et que, si j'étais très certainement voué à ne jamais briller sous ce jour-là, certaines circonstances pouvaient projeter les tempéraments les plus pusillanimes au-delà de leurs propres limites. Mais, en ce qui me concernait, il y aurait fallu une cause et une conviction autrement puissante que le débile argument trotskyste en faveur de la Résistance !

D'avoir lui-même cédé à cet argument fut fatal à R. ; précisément suivant la logique banale et implacable qui a toujours sanctionné les trotskystes dans leurs engagements tactiques, leur frontisme les entraînait à se battre aux côtés des staliniens qui forts de leur nombre et de leur supériorité d'influence, les ont massacrés chaque fois qu'ils l'ont pu !

Quelques temps après ma discussion avec R., j'appris son arrestation, mais sans en savoir davantage. Ce ne fut que plusieurs mois après la Libération que je fus mis au courant de ce qui lui était arrivé. Je n'avance ici que les renseignements qui m'ont été donnés par ses amis ex-trotskystes de Marseille. Je ne peux en garantir la vérité absolue, mais seulement faire état d'une très forte présomption de leur exactitude<sup>9</sup>.

Parmi les anciens de la IV<sup>e</sup> Internationale à Marseille, j'avais un vieil ami que j'avais connu par un cousin de ma femme et qui était lui-même lié au père de R., Cr. lui aussi, avait subi la répression. Cela s'était passé début 41, quand la police de Vichy accentuait sa pression et perfectionnait ses moyens de recherche. Cr. a cette époque expédiait régulièrement des colis de vivres à des camarades internés au camp de Gurs, dans les Pyrénées. Remontant la filière, les policiers l'avaient découvert et arrêté : "vous porterez vos colis vous-même", lui avait jeté le flic. Il passa de longs mois à Gurs et, à ce titre, lorsqu'il fut réintégré dans son emploi principal à la Libération, considéré comme valeureux résistant et choisi par ses camarades de travail comme délégué syndical. Lui seul disposait donc de la considération et des moyens nécessaires pour tenter d'apprendre quelque chose au sujet de R. Sur la demande expresse du père de celui-ci, il entreprit des recherches que lui facilitèrent ses relations et son prestige de "victime de Vichy". Il compulsait les listes des prisonniers politiques fusillés par les Allemands. C'est là qu'il fallait rechercher des traces et non parmi les déportés : on savait que, détenu dans une prison vichyste du centre de la France, R. avec bon nombre des compagnons de détention, avait été libéré par des maquisards de l'endroit, lesquels, par la suite, avaient été l'objet de sanglantes représailles de la part de la division SS qui battait la région au moment de la débâcle allemande. La liste des hommes fusillés par cette division ne mentionnait pas R., mais parmi les détenus politiques libérés en même temps que lui par les maquisards, Cr. releva le nom d'un Italien de Marseille et parvint à découvrir son domicile dans une banlieue de la ville. Il s'y rendit et interrogea l'homme qui déclara tout net ne pas connaître R., ni d'Eve ni d'Adam.

Les choses en restèrent là jusqu'au retour d'Allemagne de la compagne "bolchevik-léniniste" de R. Celle-ci, après avoir passé plusieurs mois de déportation à Ravensbruck ou à Dachau, s'enquit du sort des recherches concernant R. en y apportant un élément nouveau : l'Italien en question connaissait très bien R. et ce, déjà *avant la guerre* : ce qui n'était nullement invraisemblable en raison du tout petit nombre de "militants révolutionnaires" que Marseille comptait alors. L'individu interrogé derechef par Cr. cette fois accompagné de la compagne de R. se troubla. Il révéla que R. s'était trouvé "en désaccord" avec la direction du camp de maquisards ; que c'était une sale histoire dont il ne voulait pas se mêler. On n'en tira rien de plus. Mais avec qui R. pouvait-il être "en désaccord", sinon avec les dirigeants staliniens majoritaires dans la plupart des "maquis", et qui pouvait l'avoir fait disparaître s'il n'était pas tombé sous les balles des Allemands ou des gendarmes de Vichy ?

Toujours en compulsant la même liste des détenus libérés par le "maquis", Cr. s'était aperçu qu'un des dirigeants trotskyste parisien y figurait et il avait appris, je ne sais comment, que celui-ci, plus

---

<sup>9</sup> Si, très improbablement il pouvait être prouvé un jour que R. a été "liquidé" par les staliniens, cela ne ferait qu'ajouter un nom de plus à la liste de leurs victimes certaines : ce trotskyste qui fut abattu à La Capelette en août 1944, et dont les témoins ont vu le corps criblé de balle ; ce militant d'Asti dont le PCI cultive la mémoire : Mario Acquaviva. Pour qui a "pratiqué" les mœurs staliniennes, pour qui a suivi leur presse dans laquelle toute excommunication politique s'accompagne du vœu implicite de dénonciation à la police, l'hypothèse sur laquelle je m'appuie est ici plus que fondée.

heureux que R., avait réussi à gagner la capitale après s'être égaré dans la nature ...en cherchant des champignons ! Apprenant cela le père de R. se rendit immédiatement à Paris. Ce devait être en 1946, l'année où les trotskystes, rassemblant leurs forces, avaient réussi à présenter une liste de candidats aux élections, dans la Drôme ou dans l'Isère. Du dirigeant trotskyste parisien, le père de R. ... appris que son fils figurait sur la liste des membres du parti *fusillés par les Allemands*, liste qui, en quelque sorte, cautionnait les candidatures trotskystes, à une époque et un climat politique où quiconque n'avait pas "lutté contre l'occupant"<sup>10</sup> était suspect et immédiatement dénoncé à la vindicte populaire par les bons soins du PC. Que le dirigeant trotskyste crût ou non à la liquidation de R. par les staliniens, il ne tenait, ni à se mettre à dos, en remuant cette sombre histoire, d'éventuels partenaires du "front unique" qui leur était proposé<sup>11</sup>, ni à diminuer la liste des martyrs trotskystes de la Résistance.

Je répète que ces détails m'ont été donnés par Cr., aujourd'hui défunt, de même sans doute que le père de R. qui, après ces vaines démarches, perdit à demi l'esprit, se raccrochant à l'espoir que son fils avait été déporté en Russie ! Ce mystère ne sera sans doute jamais éclairci. Qui pourrait aujourd'hui chercher à le faire ? Je suppose que la compagne de R. maintenant comme moi au seuil de la vieillesse, a dû se faire une raison ...

On peut se demander pourquoi une histoire dont je ne pouvais, faute d'éléments concrets, m'assurer la véracité absolue, a occupé tant de place dans la maturation de mes convictions. D'abord rien ne pouvait mettre en doute sa vraisemblance à partir de ce que je savais du comportement des staliniens. Ensuite, paradoxalement, c'était parce que cette version de la disparition de R. m'était doublement insupportable qu'elle m'obsédait. D'une part je m'étais leurré en imaginant qu'il n'était pour moi qu'une relation politico-amical comme une autre. C'était vrai lorsqu'il était vivant, ce ne l'était plus maintenant que je le savais mort. Plus éloquent que sa présence réelle d'autrefois, son souvenir me faisait découvrir en lui une chose que, somme toute, j'avais toujours traitée comme une banalité et que pourtant, moi, je n'avais pas véritablement connue : une jeunesse passionnée. Pensant à lui, je ne voyais plus le militant dogmatique qui était venu me relancer en 1940, je retrouvais une image que j'avais complètement oubliée : un enthousiasme déconcertant parce qu'il était délibéré et qu'il flottait toujours derrière lui un désespoir lucide que trahissait quelquefois une nuance glacée qui passait au fond de ses yeux clairs. D'autre part, un sentiment de culpabilité se glissait en moi comme un reproche : au moment où R. était matériellement à la dérive, et donc plus vulnérable à un aveuglement doctrinal qui le conduisait tout droit à son destin terrible, même et surtout si la cause à laquelle il se ralliait triomphait, je m'étais écarté de lui, soucieux de ma sécurité, barricadé derrière ma "cohérence" ! Toutes ces considérations prenaient un relief saisissant maintenant qu'il était sûr qu'on ne le reverrait plus. Au temps où nous travaillions côte à côte, je l'avais plusieurs fois vu aux prises avec les "communistes" de Marseille gare. J'avais enregistré leurs phrases blessantes, leurs regards haineux ou méprisants lorsque R. leur faisait de froides critiques et développait calmement son point de vue sans jamais élever la voix d'un ton. Visiblement c'était la démonstration de l'échec de la logique face à la volonté de déconsidérer et d'agresser. Je ressentais chaque fois cette amertume, alors nouvelle pour moi, mais qui devait ne jamais m'abandonner plus tard au cours de mes expériences "militantes", qui remonte comme une nausée, lorsqu'on assiste à de tels dialogues de sourds au terme desquels c'est toujours, inexorablement, la sottise, le parti pris et la mauvaise foi qui triomphent. Ce tableau me devint familier, précisément à l'époque où l'on sut ce qui était arrivé à R. ; Dès lors, les démonstrations de violence qui se prolongeaient la guerre finie comme une vindicte impitoyable et aveugle jusqu'à l'infini me contraignaient irrésistiblement à transposer dans le tragique, le conflit encore bénin des années paisibles ; je ne pouvais pas ne pas me

---

<sup>10</sup> Le même critère fut observé, cette fois officiellement, dans la loi réglementant la constitution de nouvelles centrales syndicales après la Libération ou les reconstitutions de celles que le régime de Vichy avait dissoutes.

<sup>11</sup> Les trotskystes avançaient alors le mot d'ordre d'un gouvernement parti socialiste – PCF – CGT, qu'ils s'engageaient à soutenir.



représenter R. à nouveau devant ses adversaires politiques, mais cette fois la provocation remplaçait le mépris, la brutalité physique se substituait aux mots et c'était le fusil qui parlait l'argument décisif.

Parmi les témoignages qui renient publiquement un stalinisme passé, comme c'est aujourd'hui la mode, rares sont ceux qui vont jusqu'au bout de la confession, c'est-à-dire ne se bornent pas à invoquer à la décharge des repentants d'ingénues illusions de jeunesse, mais assument courageusement le partage des responsabilités, au moins morales dans ce qui fut de véritables *crimes*. J'ai donc le droit ici de montrer que le forfait était déjà visible il y a plus de trente ans, qu'il rejoignait le fait divers et qu'on pouvait au moins *s'interroger* à son sujet sans attendre les grands et spectaculaires coups de théâtre politiques. C'est encore aux événements des premiers jours de la Libération de Marseille que j'emprunterai une de ces banales expériences concrètes qui a fait germer en moi un anti-stalinisme non encore *érudit*.

J'ai déjà dit qu'en août 1944, alors que les troupes alliées approchaient de Marseille, un trotskyste avait été abattu avenue de la Capelette. Si j'ignorais tout de cette victime, je connaissais très bien, par contre un ex-trotskyste qui, le même jour, faillit subir un sort identique. Je le connaissais très bien parce qu'il avait été l'un des fondateurs des tout premiers et minuscules groupes "bordighistes" de Marseille et avec lesquels, sporadiquement, j'avais des contacts<sup>12</sup>.

Pour comprendre ce qui le sauva, il faut savoir que les bordighistes dénonçaient la résistance comme une des formes de la guerre impérialiste et que le "sous-groupe" de ce camarade avait "dévié" de cette ligne en préconisant une activité résistante à "caractère de classe". Il portait sur lui des tracts rédigés dans ce sens et qui appelaient à la "grève générale insurrectionnelle". C'est avec ces papiers dangereux dans sa serviette qu'il fût arrêté par des FFI, rendus peut-être soupçonneux à son égard par un aspect qui, très rare à cette époque, n'en avait que davantage le pouvoir d'énervier les "gros bras" de "la base" : grosse chevelure crépue et lunettes d'écailles. Il y flairèrent sans doute une odeur de "vipère lubrique", impression que confirma la lecture du matériel qu'il transportait. Ils le conduisirent donc à leur PC qui siégeait à la Préfecture. Là, mon camarade eut la chance de tomber sur un lieutenant des FFI qui, soit, parce qu'il était d'un naturel libéral, soit parce qu'il ne comprenait rien aux nuances et divergences politiques, se contenta de constater que les tracts étaient "anti-boches" et, en conséquence, fit libérer l'impétrant. Mon ami l'avait échappé belle : les caves de la Préfecture occupée par la Résistance avaient alors mauvaise presse, même auprès de gens peu suspects d'hostilité à l'égard des "libérateurs" : on disait alors que certains d'entre ces derniers faisant offices "d'interrogateurs" employaient plutôt des méthodes "rudes".

Quand j'aurai fini avec ce "prologue" et que j'aborderai la situation de l'après-guerre du point de vue politique et social, je montrerai et cette fois avec des preuves officielles – déclarations publiques, extraits de presse – ce dont je n'ai donné qu'une image anecdotique : le rôle essentiellement policier et répressif que, par une judicieuse division du travail au sein de la tâche de restauration du capitalisme français, les staliniens ont assumé en ayant gagné cette "fonction" par leur participation majoritaire à la Résistance. Mais il me faut d'abord rétablir dans mon récit l'ordre chronologique que je viens de sérieusement malmener.

Je fus rendu à la vie civile en octobre 1937 ; en septembre 1939, ce fut la mobilisation générale : séparant ces deux dates, deux années qui m'apparaissent avec le recul comme un entracte heureux mais trop bref entre l'ennui mortel du régiment et la mortelle angoisse du temps de guerre. Il m'en reste le souvenir d'une grande intensité de vie, d'une époque de cœur léger, plus jamais véritablement retrouvée ensuite : comme si ma jeunesse n'avait pu n'esquisser qu'un

<sup>12</sup> J'utilise ici le terme de "bordiguiste", considéré comme péjoratif par les intéressés. C'est pour ne pas déployer encore la cascade des sigles qui furent utilisés par ce mouvement : il faudrait évoquer l'histoire de celui-ci – ce que je ferai à la place chronologique correspondant à ma propre adhésion.

épanouissement trop court durant ces 23 mois qui ne furent qu'un *répit*. Ceci est dit sans amertume car, en dépit de diverses mésaventures, mon sort fut loin d'être aussi amer que celui de nombre de mes camarades d'âge, qui, maintien sous les drapeaux, guerre et captivité, perdirent sans retour sept années de leur vie !

Les premiers mois qui suivirent mon départ de la caserne ne furent pas aussi lumineux que je me l'étais imaginé quand, rêvassant sur mon lit de chambrée, je comptais et recomptais les jours encore "à tirer". Mes anciens copains n'étaient plus là, appelés à leur tour au régiment. Les filles avec qui j'avais noué, deux ans plus tôt, des amitiés et des ébauches d'idylle s'étaient également envolées vers d'autres destins. Je hantais les bals et les bistrotts en quête d'une vieille connaissance ou d'une nouvelle relation. Je constatais que, dans mon impatience à quitter l'habit militaire, j'avais idéalisé sans distinction tous les côtés de la vie civile – y compris le travail ! Or l'ambiance à Marseille gare était toujours aussi lugubre, les salles autant poussiéreuses et les tables davantage encore chargées de rangées de lettres dont on ne voyait jamais la fin. De plus, les têtes avaient beaucoup changé. Les nouveaux, en assez grand nombre ne paraissaient pas vouloir nécessairement se lier pour la seule raison que j'avais été deux ans absent. Quant aux anciens, je les retrouvais encore plus frustrés et bornés qu'avant, me semblait-il : les désillusions apportées aux espoirs du "Front Populaire", de même le fait que le vent politique paresseux et routinier à l'égard des "partis de gauche" qui, pourtant, se déconsidérait de jour en jour. De plus, j'étais astreint, en sus de mes heures de service, à consacrer beaucoup de temps à la préparation du second examen de tri dont dépendait ma titularisation et que je n'avais pas eu le temps de présenter avant mon départ au régiment.

Le dernier trimestre de 1937 s'écoula dans cette grisaille, mais les choses se mirent à changer assez brusquement avec le printemps de l'année suivante. Depuis le réveillon du jour de l'an, je m'étais fait de nouveaux amis : des garçons et des filles qui ne laissaient pas passer un dimanche sans organiser une surprise-partie m'intégrèrent à leur bande. C'était plutôt un milieu de gommeux assez prétentieux, mais de les rencontrer le soir sur la Canebière me donnait prétexte à perdre l'heure ou deux à arpenter la grande artère animée et à oublier un peu l'abrutissement accumulé de nos huit heures passées debout devant un casier de tri : sans ce dérivatif quotidien mon moral n'aurait guère résisté à la vague d'ennui qui me submergeait alors.

Peu à peu, par ailleurs, l'ambiance à Marseille gare devint de plus en plus supportable. On m'attribua un poste de travail moins pénible et moins fastidieux que le seul tri des lettres et, surtout, je découvris, parmi les jeunes, des garçons dont la fraîcheur d'esprit et la lucidité politique contrastaient avec la résignation et l'aveuglement des "anciens". J'ai déjà parlé de R. comme un cas exceptionnel ; mais il y avait aussi des amateurs de cinéma, de musique et de littérature avec lesquels il était possible d'échanger des idées. Que ce soit à propos des chansons de Charles Trenet qui, à cette époque, bousculaient le style à la Tino Rossi ou encore au sujet des livres de Malraux, nous nous rencontrions sur le terrain de l'anticonformisme sans complication qui établissait entre nous un certain lien.

Diverses distractions, avec leurs modiques joies, commençaient donc à percer le brouillard de maussaderie dans lequel je baignais, mais de façon très inégale car ma vie se divisait en compartiments totalement étanches – travail, surprises-parties, lecture – entre lesquels je ne me souciais aucunement d'établir une quelconque unité. Si par exemple, le milieu des mes "amis de la Canebière" me déplaisait de plus en plus – ne serait-ce que parce qu'il heurtait mes "convictions" – je ne parvenais pas à m'en détacher à cause d'une tocade saugrenue qui avait pris racine en moi lors du réveillon du jour de l'an. Au cours de cette nuit mémorable, j'avais connu la jeune sœur de Lydia, la "doyenne" des surboums. Mimi n'était que de passage à Marseille, résidant habituellement à Paris où elle préparait une licence d'histoire. On avait beaucoup dansé, on s'était beaucoup embrassé, elle avait provoqué mon enthousiasme par sa description de sa vie étudiante

dans la capitale, et je m'imaginai follement amoureux d'elle. Depuis, je lui écrivais des lettres aussi maladroitement que passionnées. Elle, forte de quelques années de plus que moi et surtout d'une expérience beaucoup plus grande, m'opposait tous les arguments propres à défriser mes illusions : elle avait déjà un ami, notre soirée ensemble un moment charmant sans doute, n'avait été "qu'une tranche de vie en marge de la vie réelle", etc. Je n'en continuais pas moins à cultiver l'amitié de Lydia dans l'espoir de pouvoir à coup sûr, par son intermédiaire, retrouver Mimi à la faveur d'un nouveau passage sur Marseille, pour les vacances de Pâques. Bien que cette idée fixe se décolât insensiblement avec les mois, c'était elle qui me retenait dans la "bande de la Canebière", au sein de laquelle, pourtant, je ne comptais véritablement aucun ami.

Ainsi absorbé, je ne suivais que de loin les péripéties politiques qui, l'année précédente, me tenaient en haleine. Je continuais à lire les feuilles anarchistes et certaines publications qui se voulaient "à gauche" et dont la durée fut le plus souvent éphémère<sup>13</sup>. Mais ce n'était guère que par habitude et à cause d'un vague besoin d'information.

Dans un nouveau contraste avec cette pratique quasi machinale d'anticonformisme, un autre cercle de relation s'ouvrit à moi. C'était une très placide association d'anciens élèves d'EPS où j'avais été introduit par un ami d'enfance retrouvé par hasard. On y organisait des bals bien sages et des excursions qu'on agrémentait d'anodins "jeux de société". Les filles que j'y rencontrais étaient toutes différentes des personnes délurées qu'attiraient les "booms" de la Canebière : petites dactylos très raisonnables, jeunes personnes de milieux modestes et rangés et dont les frères présents veillaient négligemment à la vertu. Je flirtais avec elles, comme le faisaient les autres garçons du groupe, mais avec beaucoup moins de conviction. Tout ce que je faisais alors était marqué du signe de la versatilité et de la superficialité. Je ne redoutais rien de plus que d'être pris dans les rets d'un projet de mariages. D'une semaine à l'autre, qu'il s'agisse de bals ou de sorties, je changeais de partenaire féminin – ce qui déconcertait et choquait parmi des gens qui ne concevaient pas que, même pour un petit flirt, put durer moins d'une saison. Il en était de même dans ma façon de tâter à la politique. Avec R. j'avais de fréquentes et longues discussions ; mais c'était seulement pendant le travail et pour en tromper la monotonie : je ne trouvais jamais le moyen d'être libre lorsqu'il m'invitait à assister à une quelconque réunion.

De multiples raisons m'enjoignent à mentionner ici sans indulgence mon incapacité, à cette époque, à me consacrer sérieusement à quoi que se soit. D'abord parce qu'en situant aussi bas quel était alors mon "niveau de conscience" réel, je veux faire sentir combien fut longue, hasardeuse et **insolite** mon évolution vers le "militantisme". Ensuite parce qu'en l'exposant, je comprends – bien tard – que cette absence de référence et cette impossibilité de représentation ont constitué, jusqu'à ces dix dernières années, une règle pour les adolescents et dont je n'ai jamais vraiment su tenir compte à l'époque où je discourais inlassablement en faveur des mes "positions" : m'irritant contre la lenteur de compréhension ou l'absence de réaction de jeunes auditoires éventuels, il m'aurait suffi, pour témoigner d'un peu de sagesse et de réalisme, de me rappeler simplement où j'en avais été moi-même à l'époque de mes 25 ans. Lorsque j'eus atteint cet âge-là, les événements politiques qui, pourtant s'acheminaient résolument en direction d'une issue tragique, se déroulaient comme s'ils ne me concernaient pas directement : ma disposition d'esprit à leur égard se contentait de se rassurer par l'absorption passive du discours platonique que continuaient à prononcer, de plus en plus dans le vide, mes lectures de prédilection.

Par contre une préoccupation, immédiate et lancinante, ne me lâchait pas : ce n'était rien d'autre qu'un besoin de vivre déjà mystifié, déjà perverti par ce qu'en racontait la littérature à sensation et par ce qu'en affichait le film avec ses stars éblouissantes et ses factices paradis. Rien dans la vie

<sup>13</sup> Mon éventail de lecture était assez large, de *Vendredi*, hebdo des intellectuels du Front Populaire (notamment Jean Géhenno) au *Monde Libertaire* en passant par *La Flèche*, le journal pacifiste de Bergery et *Solidarité antifasciste* dans laquelle André Jeanson s'efforçait de défendre la cause des éléments radicaux de la guerre d'Espagne.

courante ne ressemblait à la plus minime esquisse de réalisation de ce rêve : pourtant rien ne me détournait de tenter sans cesse cette impossible conjonction. Je renonce à décrire cette misère si lointaine mais dont aujourd'hui encore, je suis honteux. Je ne pourrais d'ailleurs le faire que dans des termes désuets voués à l'avance à demeurer incompris. A ce sujet, il n'y a qu'une vérité dont je suis contraint de dire, parce qu'elle me concernait pas seul, mais à des degrés divers, s'appliquaient à bien des garçons qui avaient alors mon âge : derrière la consommation inouïe de la drogue cinématographique, à l'origine de la disponibilité invraisemblable manifestée à l'égard de ses mythes, se mouvait une tyrannique peur de la *solitude*. Celle-ci, avec peut-être un acharnement particulier dû à mon caractère et à mon inexpérience, ne me lâchait jamais une seconde. Même lorsque je croyais la tromper en embrasant une fille, même dans les fêtes, les bals, les boîtes de nuit : à peine ma partenaire d'une danse s'était-elle échappée, que la musique prenait des résonances lugubres, comme pour me rappeler que la danse ne continuerait que pour les autres, comme pour me faire sentir la permanence de mon isolement et la duperie qu'elle avait réussie en me faisant croire, un bref instant que je l'avais trompée.

Ce type de solitude caractéristique de l'adolescence ne prend évidemment fin que s'il est brisé par une certaine *rencontre*. Pour quelques malchanceux, celle-ci ne se produit jamais ; pour d'autres elle ne fait que modifier, mais non disparaître, la solitude primaire. Même dans ce cas, il ne s'agit pas cependant de la même chose : le malaise n'est plus l'expression négative du besoin de vivre, c'est plutôt une anticipation involontaire de la hantise de la mort.

En ce qui me concerne la solitude du premier genre cessa brusquement avec l'intrusion de Yolande dans mon existence. Je ne veux pas philosopher ici sur ce qu'en fut le résultat global, ni tirer un quelconque bilan de la vie d'un couple qui, chose peu banale aujourd'hui, n'a jamais explosé. Notre "cas" ne fut ni éblouissant, ni misérable ; nous ne le vécûmes ni en acteurs tragiques ni en bienheureux séraphins. Ce n'est pas sur ce plan que je veux le situer du point de vue de son rôle dans mon approche personnelle de l'expérience politique. Le seul fait qu'il est ici nécessaire de mettre en relief c'est son insertion au cœur de ce nœud de bifurcations que fut pour moi la fin des années 30. Aussi ne ferais-je que survoler les péripéties de ma rencontre et de ce qu'il s'en suivit. Ces détails, en général, ne parlent guère en termes élogieux de mon comportement soudain qui, dès le début de l'affaire, bousculèrent tous les principes dont je me flattais de m'inspirer en pareil cas. Ce que je dis et fis dès lors perdit jusqu'à l'ombre d'une ressemblance avec l'image de l'idylle romanesque dont j'avais toujours rêvé.

Cela commença par une impression franchement désagréable. Pour les filles qui entouraient Yolande lorsque je la vis pour la première fois, l'amabilité de principe à l'égard de tous les garçons du groupe avait valeur de règle. Yolande, elle, ne manifesta, à l'adresse de la plupart, et naturellement de moi, qu'une indifférence qui frisait l'incorrection : quand nous nous séparâmes, après un morne apéritif, elle ne me tendit même pas la main, alors que l'habitude, entre tous les participants, était de se congratuler, à l'arrivée comme au départ, comme si l'on se connaissait depuis une éternité. Deux ou trois mois s'écoulèrent, au cours desquels il m'arrivait de croiser Yolande sur la Canebière : jamais seule, elle se bornait à m'envoyer un petit salut de la main ou de sourire.

Un pur hasard bouleversa l'image que j'avais gardée d'elle. Dans un bal où l'avaient emmené de jeunes cousines, Yolande, qui s'ennuyait ferme me découvrit comme seule personne de connaissance. Pour cette seule et unique raison – comme elle me l'avoua presque cyniquement plus tard – Yolande s'avança vers moi, m'accapara, en faisant plutôt fâcheuse impression sur ces propres amis, et se mit en devoir d'être charmante, bavarde, spirituelle. Je découvris alors, outre qu'elle dansait avec une souplesse et une grâce extraordinaire, que son corps mince et grand s'épanouissait dans une jolie robe de soirée (empruntée à une cousine, détail également appris plus tard), que ses réparties incessantes débordaient d'humour, qu'elle savait provoquer l'intérêt d'une

façon à la fois volontaire, audacieuse et mesurée, comme si, moralement, elle faisait mine de se lancer à votre cou, tout en laissant un peu percer l'arrière-pensée que c'était en se moquant de vous et d'elle-même. Elle prétendit lire dans mes lignes de la main, avec des commentaires extravagants dont je ne savais pas, dans mon ébahissement charmé, s'ils étaient malicieuse invention ou vraiment fruit de connaissance en la matière. Avec ses jeunes cousines, nous abandonnâmes ce bal plutôt morne pour faire une tournée dans plusieurs boîtes de nuit. A al "Boule blanche", il me fallut supporter de voir Yolande danser uniquement avec des Noirs – les femmes ne s'y faisaient accompagner que dans ce but et il eut été malséant d'enfreindre cette règle. Rue Haxo, dans un cabaret plus exigü, je pris ma revanche en exécutant plusieurs tangos qui me permirent de serrer Yolande tout à mon loisir. Au retour, à l'aube, notre taxi était surchargé de personnes, elle s'assit sur mes genoux, tandis que le chauffeur, par une initiative complaisante qui enrichissait également ses tours de compteur, nous fit emprunter un trajet invraisemblablement long avec qui nous puissions déposer Yolande à son domicile. A partir de cette nuit-là, je n'eus plus qu'un seul désir, je n'obéis plus qu'à une tension unique : la retrouver, me faire accepter d'elle, m'imposer s'il y avait lieu.

Le plus extraordinaire c'est que, propulsé ainsi de façon aveugle, je ne m'assignais d'autre objectif qu'à court terme, je ne caressais aucune perspective d'avenir. J'avais besoin de Yolande, un point c'est tout. Une seule chose m'obsédait chaque jour ; surtout ne pas perdre la chance de la rencontrer le lendemain. D'ailleurs, s'il en était besoin pour y parvenir, je bannissais tout amour-propre et ne reculais ni devant le mesquin, ni devant le ridicule : je la suivais lorsque je l'apercevais par hasard, je me postais sur son passage éventuel, je l'attendais là où je pensais la voir paraître : je la traquais lorsque, dans son humeur fantasque, elle manifestait la velléité d'espacer nos rencontres.

Je ferai grâce des hauts et des bas vécus par mon entêtement. Je ne parlerai pas de l'alternance des brefs jours de joie et des interminables semaines de découragement. Je ne me torturerai pas le souvenir en me remémorant les épreuves d'une ténacité si éloignée du modèle classique de la passion partagée. Je ne dirai pas combien de fois, humilié et conscient de mon insuccès, je décidais – sans pouvoir donner suite à ma résolution – de tout arrêter et de cesser des assiduités devenues odieuses à mes propres yeux. Je n'expliquerai pas davantage l'ensemble des circonstances, loin d'être toutes flatteuses pour mon amour-propre, auquel je dois d'avoir finalement réussi. Je témoigne seulement que cette période de ma vie fut celle où je vécus la plus absolue des déterminations.

Appelez cela "L'Amour", ou voyons-y simplement l'engouement d'un personnage tout neuf pour la fraîcheur d'un type de caractère jamais rencontré jusque-là ou pour l'incarnation exubérante d'une perception de la vie inimaginable auparavant. Peu importe. Ce qui compte ici, ce n'est pas le quasi-niveau zéro d'où j'essayais de décoller pour parvenir à l'univers que Yolande matérialisait à mes yeux, c'est la transformation radicale, sur tous les plans, que ce mouvement violent en direction d'elle, provoqua en moi.

Il me semblait que toutes les personnes connues avant elle n'avaient pas été réellement vivantes, qu'à mes amourettes précédentes avait toujours manqué un objet véritable. Tout ce que j'avais recherché auparavant, aussi bien dans l'amitié que dans l'amour, se révélait soudain, rétroactivement, comme dépouillé de toute consistance, artificiellement créé par une volonté d'être et de faire qui n'avait jamais rencontré un support matériel, de chair et de sang. Dans le jargon d'aujourd'hui on dirait que l'effet du "choc Yolande" a été pour moi la victoire effective de la réalité sur la représentation.

Avant le dégrisement comme fruit des années, il serait facile et tentant de désacraliser le phénomène. L'usure et le temps qui n'épargnent même pas le meilleur du vécu sont en

permanence disponibles lorsqu'il s'agit d'effacer jusqu'à la mémoire des enthousiasmes défunts ou, à défaut, de les fossiliser par une savante analyse. Entre Yolande et moi existaient de grands contrastes : milieux sociaux et culturels différents, tempéraments opposés, enfance sans ressemblance aucune. Une distance considérable séparait l'univers d'intellectuels et d'artistes gauchisants que fréquentait Yolande du monde étriqué de petits ouvriers, petits employés et "veuves de guerre" dans quel j'avais grandi. Mon jeune âge s'était écoulé dans un quartier pauvre, dont j'épousais la laideur et la tristesse, mais non les rares et frustrés joies dont la prévention maternelle m'écartait – me privant également des petites expériences qui m'eussent au moins un peu éveillé et endurci. Quant à mes années ultérieures, partagées entre l'école, la Poste, le régiment, qu'avaient-elles pu m'apporter ? Un contact avec la vie plus sévère sans doute, mais extrêmement circonscrit. Yolande par contre avait connu un univers plus large : la joie saine de la campagne tout autant que les plaisirs sophistiqués de la ville. Son désir de bien-être s'était éveillé au collège, au contact de camarades socialement plus favorisés. Son appétit de vivre, no dépeuplé de tout romanesque, une existence agréable dans l'intelligentsia provinciale de l'époque et qui, tout en la traînant dans les conférences et expositions ne négligeait pas de l'emmenner dans les lieux où l'on s'amuse : bars et boîtes de nuits.

L'existence de ces contrastes suffirait déjà à expliquer mon envoûtement sentimental. Il s'y ajoutait, en rôle décisif, l'originalité de son caractère marqué par une certaine violence de tempérament qui m'apparut tout de suite comme une preuve d'un anticonformisme plus radical que le mien. Elle représentait vraiment pour moi un type de fille jamais connu, sinon dans les romans et dans les films. Bien que la plupart des éléments de cette euphorie se soient aujourd'hui atténués – et en grande partie à cause de la pratique de ce même mode de vie que m'apportait Yolande – je n'y vois pas motif de rogner quoi que ce soit de mes premières impressions : je demeure toujours persuadé que son caractère eut toujours bien plus de vigueur que le mien, que ses mouvements furent marqués par plus de sincérité, qu'elle est restée foncièrement fidèle à l'image que j'eus d'elle dès les premiers contacts.

J'avais connu Yolande en avril 1938, en mai 1939 nous étions mariés. Dans les mois qui séparèrent ces deux dates, ma vie fut progressivement investie par le goût, les fréquentations et les habitudes de cette jeune personne qui ne se doutait pas encore que son sort futur serait lié au mien. Yolande ne professait pas d'opinion politique bien arrêtée, et surtout pas stalinienne, en dépit de l'entourage. Son goût de l'indépendance et son style anticonformiste, voire provocateur l'auraient plutôt incliné à l'anarchisme si elle avait cru bon d'adopter une idéologie. Par désœuvrement et par imitation de relations de famille et d'amitiés, elle fréquentait une "Maison de la culture" qui était alors située rue Sainte. Ces Maisons de Culture, dont la formule fut plus tard reprise et officialisée par les gaullistes, devaient alors leur existence à des intellectuels d'extrême-gauche qui les avaient créés dans l'euphorie du Front Populaire. A celle de la rue Sainte, où je n'ai jamais croisé que des staliniens ; Yolande avait été amenée par un cousin, lui officiellement inscrit au PC. J'y suivis Yolande parce que c'était un bon moyen de passer le plus clair de mes loisirs auprès d'elle – mais toujours en visiteur soupçonneux. Quant à elle, si l'endroit lui plaisait, malgré son peu de goût pour l'inspiration politique de l'endroit, c'était en raison de la présence quasi journalière de peintres dont elle aimait les toiles et les dessins, Serra, Abrogiani, à cette époque-là, inconnus du grand public.

C'est dans cette "Maison de la Culture" que je me familiarisais avec un type de staliniens sensiblement différent de celui que j'avais rencontré parmi les postiers. Il s'agissait de techniciens, de petits fonctionnaires et d'"intellectuels" sans réputation aux manières plus polies et délicates que celles des ouvriers ou petits employés de ma connaissance, mais non moins traîtresses pour qui croyait aux vertus, leur absence de la vérité. Pour être plus dissimulé et plus hypocrite, leur absence totale de scrupules politiques et le fanatisme de leur aveuglement idéologique ne s'en manifestaient que de manière encore plus profonde. Le stalinisme, je m'en expliquerai mieux plus

loin, est davantage qu'une falsification du marxisme et qu'un terrorisme idéologique bâti sur une masse de mensonges et de faux, c'est aussi une école de mœurs qui doit nécessairement, en raison même des fondements de la doctrine qu'il lui faut dénaturer, pratiquer la sélection en faveur du plus trivial et du plus abject : d'où une propension incessante de ses partisans à pratiquer les procédés les plus vils. La dénonciation de l'hypocrisie morale bourgeoise a fait long feu dans son interprétation stalinienne qui l'a purement et simplement assimilée au cynisme et à la mauvaise foi. A toute critique, même la plus bénigne, je n'ai jamais vu des staliniens répondre autrement, dans le meilleur cas que par le silence absolu, dans le pire par la calomnie. Je fis une de mes premières expériences de ce phénomène lors d'une réunion publique organisée précisément à la Maison de la Culture en faveur de l'Espagne républicaine.

C'était peu après le déclenchement de la campagne injurieuse déchaînée contre le POUM. Des bruits alarmants couraient au sujet de la répression exercée à Barcelone par les staliniens contre les anarchistes et les trotskystes. Je savais cela grave à la lecture de certains journaux (notamment "Le Merle Blanc", "La Flèche", "Solidarité antifasciste", etc.). On en parlait beaucoup dans les milieux anars et syndicalistes. R., quand je lui appris que j'étais invité à la réunion de la maison de la culture me dit avec une ironie amère : "Parle leur un peu du procès du POUM !"

En réalité je n'avais nullement une telle intention, je sentais que je ne possédais ni la fermeté ni le niveau d'information nécessaire à une intervention qui ne pouvait apparaître aux staliniens de l'endroit que comme une attaque dirigée contre eux. Mais, pour la première fois, se manifesta à mes dépens un curieux phénomène dont par la suite, je n'ai jamais fait secret, je suis toujours intervenu dans ce type de réunion, en quelque sorte *malgré moi*. Bien décidé à ne pas me manifester dans une ambiance que je savais hostile à mes idées, il arrivait toujours un moment où je ne pouvais plus tolérer ce qui était dit et où je prenais alors des risques qu'à froid je ne me serais pas résolu à courir. Ce qui me fit éclater, lors de la réunion de la Maison de la Culture, ce fut l'exhibition de blessés, d'amputés qui avaient participé aux combats d'Espagne et que le discours de présentation, digne des tréteaux d'une foire, utilisait comme preuve que les "communistes" étaient les meilleurs, sinon les seuls, dans la lutte contre Franco. Je fis malgré moi le rapprochement éclair entre ces affirmations propagandistes et la réalité du rôle policier et répressif du stalinisme dans la péninsule ibérique. Parvenu au degré de tension où la chose devenait insupportable, je me surpris à lancer la question suggérée par R. au mot de "POUM", un froid sembla se répandre parmi les assistants, des têtes surprises et peu amènes se retournèrent vers moi. Mais l'orateur ne me répondit pourtant pas : après un regard de mon côté qui paraissait n'exprimer que la froideur, il reprit le fil de son discours.

C'est seulement après la réunion qu'un garçon d'une trentaine d'années appartenant au groupe des amis de Yolande m'invita avec les autres à prendre un verre dans un bar voisin. Il accompagna cette invitation d'une courte phrase prononcée sur un ton protecteur et indulgent : "Tu n'es pas au courant des choses dont tu parles". Autour de la table du bistrot, il noya le poisson en décrivant le "climat réel" des événements d'Espagne, tel qu'il l'avait connu lors d'un bref séjour là-bas. Il ne reprit pas les termes venimeux que la presse stalinienne consacrait habituellement aux trotskystes où les charges qu'elle proférait contre "l'indiscipline" des anarchistes qui compromettrait l'action militaire et les chances de victoire sur Franco. Par contre, il s'étendit complaisamment sur les détails dramatiques de la guerre. Il raconta les alertes, les bombardements aériens : une nuit, il lui avait fallu descendre aux abris de l'hôtel à demi nu ; les dalles fraîches de la cave le surprirent agréablement par contraste avec les lattes surchauffées de sa chambre ... il me rapporta longuement je ne sais quoi encore qui n'avait rien à voir avec les crimes dont la propagande de son parti accablait le POUM. Seul le pittoresque de son récit paraissait intéresser les autres auditeurs. Quant à moi, mon indignation était tombée. J'étais submergé par la lassitude provoquée, tout autant que par la façon jésuitique d'aborder le drame se déroulant outre Pyrénées, par la superficialité d'esprit et, au fond, l'indifférence avec lesquelles des gens "d'extrême

gauche" éludaient à ce propos ce qui, pour le moins, aurait dû leur poser des problèmes. L'incident me laissa donc le souvenir d'une intervention stérile, manquée, en fin de compte ridicule. Pourtant je sais bien que cette première expérience me ne fut pas inutile.

Avant cette digression sur l'histoire du POUM, j'ai indiqué quelle fut l'expérience qui me donna du stalinisme l'expression la plus vivace et la plus originale. Mon beau-père représentait l'un des meilleurs spécimens de ces éléments sociaux qui ne vinrent au communisme de style moscovite que parce que la propagande du PCF avait repris à son compte le vieux fonds idéologique du républicanisme du début du siècle. Issu d'une famille bourgeoise ruinée mon beau-père ne s'était donc pas inscrit au parti de Thorez en raison de ses origines sociales. Il n'avait d'ailleurs du communisme qu'une notion ultra-simpliste qu'il résumait dans la formule suivante : "Organisation du travail, abolition des privilèges". Mais stalinien, il l'était au sens littéral du terme : quand il contemplait la photo du sinistre Djougachvili qu'il avait épinglée au-dessus de son bureau, il s'écriait : "voyez comme la figure de cet homme respire la bonté !".

Si, à cette époque, j'avais disposé de mes connaissances ultérieures, son mode d'interprétation des faits politiques m'aurait beaucoup appris quant à la manière irréaliste dont on peut s'assimiler les idéologies réformatrices ou révolutionnaires. Sur l'idée qu'il se faisait de l'URSS et du parti dit communiste, mon beau-père, en fait, ne projetait que ses propres et naïves illusions. Il se représentait l'insurrection bolchevique comme les émeutes de vigneronnes auxquelles il avait assisté dans sa jeunesse lorsque, aux environs de Béziers, la troupe avait fraternisé avec les manifestants. Quand je lui exposais tout ce qui était connu alors des purges et répressions staliniennes, il m'opposait chaque fois le même argument invraisemblable : "Ce que tu dis est absolument impossible. En Russie, chaque ouvrier garde son fusil chargé au-dessus de sa cheminée ; il s'en empare et va dans la rue au moindre sujet de mécontentement"<sup>14</sup>.

C'est seulement bien après l'époque de mes empoignades avec mon beau-père que j'ai acquis quelques rudiments théoriques au sujet de "représentations" aussi aberrantes que celle que je viens de relater chez lui : quand j'ai commencé à mesurer l'énorme part prise par de pareilles médiations subjectives dans tout engagement politique. C'est en illustrant ce phénomène, dont à l'époque je n'avais qu'une très élémentaire notion, que mon beau-père pouvait être à la fois un excellent homme et un stalinien inconditionnel. Je ne connaissais pas, alors, le moteur d'un tel mécanisme, mais j'accumulais sur son fonctionnement des observations très précieuses que pour l'instant je me borne ici à citer en tant que point de repère.

Mon beau-père était un voyageur de commerce. On ne le voyait donc à la maison que par intermittence. Mais dans ce cas, et à peine avions-nous effleuré les faits de l'actualité, la discussion éclatait entre nous avec violence. Au sujet du comportement du PCF, je ne lui épargnais aucun des reproches possibles et j'allai jusqu'à la dernière limite de forme au-delà de laquelle on passe à l'injure puis à la voie de fait. Il ne m'en tint jamais rigueur. Je crois qu'il m'aimait beaucoup et – puisque la figure de Staline, à ses yeux, fleurait la bonté – il me répéta plus tard, quand j'étais mobilisé, que, sur une photo où j'arborais un air particulièrement sombre, je lui ressemblais ! L'indifférence protectrice qu'il témoignait à mon "extrémisme" caustique, et qui jurait avec son

---

<sup>14</sup> Une pareille illumination, chez mon beau-père, était le produit d'une vision particulièrement mythique du monde : en maints autres domaines bien plus aisément vérifiables, il se créait des images de la même veine. Mais il ne s'agissait pas d'un cas unique parmi les naïfs du stalinisme. Pendant des années, dans les PTT, j'eus un camarade de travail dont les conceptions politiques entraînaient des déclarations aussi aberrantes. Son attachement aveugle au PC l'exposait aux brocards continuels des autres. Durant les années 60, l'URSS, ayant répudié l'austérité révolutionnaire faisait au contraire l'étalage du "bien-être" conquis au prix d'années de privations et de souffrances. Un reportage de *Paris Match* publia à ce propos une photo des **compartiments de première classe** dans les trains russes. Le stalinien dont il est question plus haut, pris à partie par un loustic de son service qui se moqua d'un pays où existaient les mêmes différenciations sociales que dans un pays capitaliste. A la risée générale, voici ce que répondit notre stalinien : "s'il existe dans les trains russes des "premières classes" c'est parce que ces compartiments sont réservés aux femmes enceintes".



attachement dogmatique au stalinisme, découlait sans doute de son fouillis mental contradictoire. Je me suis pourtant demandé, bien des années après, si, quelquefois, elle ne reflétait pas, vis-à-vis de ses convictions les plus enracinées, d'une aptitude de recul qu'il appuyait du seul côté où c'était possible : en rapport avec le plan affectif.

En attendant, je disposais en sa personne d'un véritable baromètre de la psychologie stalinienne au niveau populaire. Tout ce que je lui lançais à la face, dans mes dénonciations incessantes des "trahisons" de Moscou, particulièrement dans le domaine de l'expérience quotidienne de l'activité des syndicats, le laissaient serein, ne suscitant que sourire de sa part : ils étaient des dizaines de milliers à faire comme lui confiance à la CGT : il n'était donc pas possible, me répétait-il, que tous ces braves gens se laissent bernier sans réagir aux mauvais coups dont je faisais état. Un seul événement politique l'ébranla un moment ; mais pour le relater il me faut malmener un peu la chronologie. Ce fut à la veille de la guerre, lors de la signature du pacte germano-soviétique.

Je l'avais pourtant "préparé" à cette éventualité, ayant lu en mars 1939 dans la revue "Quatrième Internationale" un article où Trotsky laissait entendre que l'URSS, encore favorable à cette date aux "démocraties occidentales", pourrait fort bien opérer un renversement d'alliance qui la précipiterait dans les bras d'Hitler. A l'époque, mon beau-père avait beaucoup ri de ce qu'il considérait comme une invention extravagante. Mais l'hypothèse se vérifia bel et bien fin août 1939. Mon beau-père, bien qu'il eut oublié la prédiction de Trotsky, n'en fut pas moins plongé dans un désarroi que je ne lui avais jamais connu. Pendant 8 jours, il demeura muet, perplexe, suspendu à la radio avec un air absent, se gardant de hasarder le moindre commentaire. Je crois que son attitude me fournit la plus parfaite image et la plus durable à l'appui de la thèse que nous devions défendre plus tard dans la presse du PCI, naturellement avec des témoignages et preuves de caractère plus universels : le pacte germano-soviétique avait été le coup de massue permettant au gouvernement de n'avoir à redouter aucune réaction populaire de l'entrée en guerre de la France.

Par la suite, la débâcle de 1940, l'occupation allemande et la victoire finale des alliés firent oublier aux staliniens de "la base" cette terrible semaine d'incertitude qui succéda à l'accolade Molotov-Ribentrop ; ils gobèrent sans difficulté le laborieux travestissement des faits qui "justifiaient" l'alliance, jusqu'en 1941, de l'URSS de Staline et du Reich hitlérien. Une quinzaine d'années plus tard – si je peux me permettre de prolonger mon entorse à la chronologie – mon beau-père finit par admettre la vérité sur Staline. Mais ce fut seulement lorsque Krouchtchev l'a révéla au XX<sup>e</sup> congrès du PC russe. La dernière réaction politique de mon beau-père ne mérite d'ailleurs guère ce nom : c'était celle d'un homme usé, meurtri par la perte de sa femme et à qui la mort ne laissa pas beaucoup plus qu'un an de répit. Il admettait que Staline avait été un forban : il ne se demandait pas pourquoi on ne l'avait pas plus tôt démasqué, ni pourquoi on avait persécuté et exterminé ceux qui disaient la vérité sur lui. Il pensait peut-être que cela n'avait plus beaucoup d'importance de s'être illuminé si longtemps en politique puisque tout le souvenir de sa vie ne lui restait plus que comme une seule illusion. En tout cas, aujourd'hui, cette dernière image de lui m'aide à comprendre que lorsque l'évidence éclate trop tard, elle a perdu cette force révolutionnaire qu'on prête trop généreusement à la vérité.

Poursuivant mon escapade en avant de l'époque où j'en suis normalement dans ce chapitre, je vais relater une autre expérience qui a contribué à m'édifier dans le sens ci-dessus, mais d'une façon encore plus probante. Il s'agit encore une fois d'un stalinien "de la base" dont j'ai juste le temps, avant d'en finir de jouer à la marelle sur la chronologie de mes souvenirs, de résumer l'histoire. Angel fut le seul stalinien moralement honnête qu'à part mon beau-père j'ai connu et qui avait sur ce dernier la supériorité de ne pas se bercer de fables aussi puérides que celles que j'ai rapporté plus haut. Contrastant avec les minus de la section syndicale et de la cellule de Marseille gare, Angel qui s'affirma toujours à mon égard comme un adversaire froid et délibéré n'employa jamais contre

moi des procédés de délation et de mensonge qui étaient d'usage courant chez ses amis. Sa droiture un peu raide ne le destinait d'ailleurs pas à cette carrière de bureaucrate dans laquelle plusieurs de ses petits copains surent, le temps aidant, se glisser. A titre d'exemple : en août 1944, après avoir, la veille encore, participé aux dernières escarmouches de rue, lors de la "libération de Marseille", il revint paisiblement à son poste dans les PTT, alors que ses collègues se pavanaient encore, brassard tricolore au bras. Mais il s'agit moins ici de faire le portrait d'un stalinien insolite que de renouveler à son sujet la constatation faite auprès de mon beau-père. C'était cette fois au début des années 60. Le PC reniait alors ce qui lui restait de ses anciens principes : le parti unique dans la dictature du prolétariat, le socialisme à la russe comme schéma universel, etc. Après avoir lu un discours de Krouchtchev particulièrement édifiant dans ce sens j'apostrophais Angel lui demandant s'il était d'accord avec ce "nouveau tournant". C'était durant le travail et je me souviens qu'il était en train d'inscrire des lettres recommandées, accoudé à la table de tri. Sans lever la tête, il me lâcha : "Je ne suis plus inscrit au Parti depuis 1954". Je crus bon, à ce moment-là, et puisqu'il avait "pris conscience" de la "trahison stalinienne", de lui débiter toute la critique que développait alors le PCI. Il m'interrompit tout de suite : "Ne te fatigue pas : tout cela ne m'intéresse plus". Comme j'insistais sur les compromissions de plus en plus scandaleuses de ses ex-camarades de la CGT, j'eus droit à cette drôle de réponse : "Ils pensent sans doute que c'est un des moyens de faire quelque chose ...". Mon impression immédiate fut que cette évasivité provenait directement du refus de procéder à une autocritique rétroactive et, surtout, de ne pas me donner raison – moi qui avait toujours été pour lui un adversaire . Mais il me vint tout de suite après la certitude que, pour mon interlocuteur, rien n'avait plus de sens dans le combat politique. En ce qui le concernait aussi, la vérité était venue trop tardivement.

Cette seconde digression était la dernière : je reviens à ma situation des années 1938-39. j'ai déjà dit que mon intérêt pour les questions politiques s'était grandement relâché lors de mon retour un peu désemparé du service militaire, qu'il n'était entretenu que par mes discussions avec R. ; lesquelles ne dépassaient jamais le cadre d'un échange de vue, côte à côte, derrière des casiers de tri.

Un an plus tard, il n'en fut pas tout à fait de même, et cela, en un certain sens grâce à Yolande. Avec R., nous nous trouvions désormais avoir des relations communes au-delà du milieu du travail. J'ai parlé du cousin stalinien de Yolande, mais elle avait un autre cousin qui professait des opinions toutes différentes. C'était Charles dont l'intelligence et l'esprit critique s'étaient mis au service d'une sympathie passionnelle pour des "éléments ultragauches", c'est-à-dire des anarcho-syndicalistes et des trotskystes plus ou moins en désaccord avec leur propre organisation. Cruchandeu, d'abord, dont j'ai déjà parlé, faisait partie de ce dernier groupe : de plus, camarade de travail de Charles, il était devenu son plus intime ami, enfin il connaissait également R. (Il faut dire que les partisans des diverses tendances composant le trotskysme, toujours à mi-chemin entre la scission et la réconciliation, ne cessait jamais, à Marseille tout au moins, de se rencontrer, de discuter, ... au total, ils étaient si peu nombreux qu'ils se constituaient les uns pour les autres le seul auditoire possible. Il se passait la même chose, et pour la même raison, entre eux et les anarchistes et les syndicalistes. Le tout formant un petit groupe au travers duquel parvenaient les seules informations authentiques concernant les dessous de la politique russe et de celle du PCF).

Yolande et moi surtout après notre mariage rencontrions souvent Charles. Par son intermédiaire, je connus d'autres trotskystes. Je voyais également Cruchandeu. Par l'intermédiaire de ce dernier, ou par celui de R. je m'initiais au secret des groupes "d'avant-garde", à cette époque-là, aux prises avec la sourde répression des staliniens français. Insensiblement, et presque à mon insu, s'accroissait ainsi mon évolution vers les positions qui furent les miennes au lendemain de la guerre.

Comme point de repère de cette évolution, il me reste la date d'un événement précis : la grève générale du 30 novembre 1938 déclenchée contre les décrets-lois du gouvernement, mais en réalité pur baroud d'honneur qui s'acheva sur un fiasco. L'échec aurait pu avoir des conséquences bien plus sérieuses s'il n'avait été à ce point patent qu'une répression limitée à des pures sanctions administratives n'avait paru au gouvernement la meilleure politique à suivre.

La veille même de la grève, j'étais allé à une petite réunion organisée par les amis de R., la plupart trotskystes, mais représentant divers courants du mouvement. Nous étions au maximum une dizaine dans un sous-sol malodorant d'un bar proche de la vieille Bourse du Travail. Tous les présents sauf moi prirent la parole à leur tour. Je me rappelle avec assez de précision ce qui fut dit à propos de la grève prévue pour le lendemain : le "rapport des forces" fut-il dit, avait totalement changé depuis les grands mouvements de juin 1936 : les gardes mobiles, invisibles à cette époque, formaient maintenant les faisceaux à tous les carrefours ; le gouvernement entendait comprimer la situation économique des travailleurs à l'aide des décrets-lois : l'opposition "communiste" à cette politique était impuissante et mensongère ; la grève du 30, vouée à l'échec, n'était destinée qu'à sauver la face des bureaucrates syndicaux, ... Tout cela était d'autant plus clair pour moi qu'à Marseille gare, je venais de parcourir toutes les récentes "notes de service" lourdes de menace contre toute velléité de grève : tandis que pleuvait par ailleurs une nuée de brimades mesquines concernant les aspects les plus variés du service. Il n'était pas nécessaire d'être très calé en politique pour comprendre la vieille France, patronat, Eglise, armée, dans sa hargne rancunière consécutive à sa grande peur de juin 1936, voulait prendre sa revanche, tandis que la clique radicale et socialiste au gouvernement, terrorisée par la perspective de la guerre, pensait que la mesure la plus urgente consistait à "faire suer le burnous".

Plus obscure fût pour moi l'autre partie de la discussion. Il y fut question de la guerre d'Espagne dont l'issue s'annonçait mal pour les Républicains. L'expression "guerre impérialiste" pour caractériser ce conflit, et qu'utilisa l'un des orateurs, provoqua de vives controverses. Mais je ne compris goutte à ce débat, en raison sans doute de mon absence d'information, mais aussi à cause du jargon incompréhensible qui était utilisé. Les quelques militants trotskystes de Marseille se partageaient, comme je l'ai déjà dit entre les deux organisations rivales nées des scissions de la IV<sup>e</sup> Internationale le trait caractéristique de ce mini milieu extrémiste, c'était en effet la multiplicité des positions entre lesquelles il se partageait, la terminologie inintelligible qui prétendait expliquer cette division et la violence des attaques auxquelles se livraient entre eux les différents groupes<sup>15</sup>.

Cette fois-là, ce petit bout de phrase sur la guerre d'Espagne se grava dans ma mémoire sans que j'en compris vraiment le sens. Ce ne fut que bien des années plus tard, que je déduisis de ce souvenir qu'il avait existé au sein du trotskysme des conflits aigus entre les positions officielles de la IV<sup>e</sup> Internationale et les critiques "ultra-gauches" qui devaient s'y infiltrer. Ce qui me rendait sympathique et vivant, par rapport à ce que le trotskysme est ensuite devenu, une impuissance extrémiste qui, du moins, ne s'escamotait pas les problèmes de la "contre-révolution".

Le lendemain de cette réunion de trotskyste eut donc lieu cette grève du 30 novembre 1938 qui fut la dernière velléité d'agitation sociale avant le déclenchement de la guerre. Qu'à cette époque, je n'ai pas encore été touché par la grâce du militantisme et, surtout, que je me sois refusé à entrer dans les subtilités tactiques (l'orateur trotskyste de la veille avait dit qu'il fallait participer à la grève bien qu'elle soit vouée à l'échec) c'est ce que montre mon état d'esprit au jour du mémorable événement. J'en avais parfaitement conscience. Au moment d'aller prendre mon service, le matin de bonne heure alors qu'il faisait encore nuit, je me promettais bien de ne pas prendre le risque de me faire ficher à la porte pour une cause condamnée d'avance. Nous nous étions regroupés,

---

<sup>15</sup> Lors d'un autre contact avec ces trotskystes, j'étais arrivé passablement en retard. Au moment d'emprunter l'escalier en colimaçon qui donnait accès au sous-sol, lieu de la réunion, j'en vis surgir tout seul un des participants.

quelques jeunes camarades et moi, car, sans en avoir encore fait l'expérience, nous savions qu'il faudrait pour pénétrer sur le lieu de travail, affronter les invectives d'un piquet de grève – ce qui arriva effectivement. Mais notre volonté de passer outre chancela devant les adjurations de quelques anciens qui avaient observé le mot d'ordre de la CGT. Ils avaient arrêté le travail à minuit ; si nous rentrions, nous dirent-ils, c'était comme si nous les condamnions nous-mêmes à subir les sanctions qui, en cas de fiasco immédiat de la grève, les attendaient inéluctablement. Je savais qu'il y avait derrière ce discours beaucoup de pathos et un rien d'intimidation. Ceux qui travaillaient en nuit étaient tous des "anciens". Ils faisaient bloc entre eux, certes, et c'est cette unanimité routinière, plus qu'une conviction, qu'on sentait déjà chancelante, qui les avait conduits à suivre les consignes de grève répercutées par leurs copains de la cellule de Marseille gare. Tout le comportement antérieur à notre "solidarité" qu'ils invoquaient dans le petit matin de ce 30 novembre alors qu'approchait l'heure théorique de notre prise de service. Ils avaient leurs petits avantages : une rétribution sensiblement plus élevée, un quantum stable de travail à fournir. Eux ; chez qui, pourtant, se recrutaient tous les membres du bureau syndical, ne s'étaient jamais souciés le moins du monde des conditions déplorables de travail qu'affrontaient les "brigades de jour" : ils n'avaient, à cet égard, jamais élevé la plus modeste protestation. On aurait dit que, pour ces staliniens-là, les frontières de la "classe ouvrière" se confondaient avec celles de l'effectif du service de nuit à Marseille gare.

Cette discussion à proximité de la grille d'entrée du Centre de Tri s'avérait encore plus désagréable que prévue. Notre répugnance à jouer "les jaunes" apparaissait plus grande que nous ne l'avions pensé, mais ne diminuait en rien notre peur des suites probables d'un "courage" que ne suscitait nullement l'éloquence hypocrite des "anciens". Je revois la scène comme si elle datait seulement d'hier et notamment l'instant où la tension devint la plus aiguë. Les grévistes de nuit, faisant alterner les accents pathétiques et les bluffs, nous assuraient que l'arrêt de travail avait fort bien démarré et qu'il était en train de se généraliser. Mon copain Philippe qui, durant ces palabres, était allé voir où en étaient les choses à la Poste centrale Colbert qui était toute proche, revint bouleversé et furieux : "Vous nous prenez pour des imbéciles, criait-il aux "anciens", **tous** les facteurs sortent pour effectuer leur tournée, la grève est déjà perdue !". C'est alors que, chez nos interlocuteurs, le ton bonace jusque là employé fit place au plus pur style stalinien. Un personnage en costume sombre que je ne connaissais pas pour appartenir au personnel de Marseille gare, et qui écoutait précédemment sans rien dire s'en prit directement à Philippe : "C'est toi qui es un menteur et qui répand des fausses nouvelles pour faire avorter la grève !". L'autre d'abord époustoufflé par cette outrecuidance, entreprenait de protester de ce qu'il avait effectivement vu : mais l'apostropheur s'était déjà éclipsé, de même que ceux du piquet de grève : 6 heures étaient déjà largement passées, ils savaient bien que nous ne rentrerions pas et ils pouvaient tranquillement aller dormir.

En descendant les escaliers monumentaux de la gare Saint Charles, nous rencontrâmes des trieurs qui devaient prendre leur service à 8 heures. Sans que nous ayons manifesté la moindre velléité de leur jouer à notre tour le cinéma que les anciens de nuit avaient déployé pour nous, ils nous prévinrent tout de suite qu'eux étaient fermement décidés à travailler et que, ni Dieu ni le Diable ne les ferait changer d'avis. Nous bavardâmes également avec Monsieur Audibert, l'instructeur des cours de tri, un bon type qui était notre copain : "Mes petits, nous dit-il, votre grève est foutue, les locomotives sont sorties des dépôts et les trains marchent normalement". Nous traînâmes toute la matinée de bistrot en bistrot ; mais, par acquis de conscience, nous allâmes, vers 11 heures et demi, jeter un coup d'œil du côté de la gare et voir ce qu'il en était de la prise de service de service des agents de "midi – 20 heures". Il se confirma de façon évidente, en échangeant à peine un mot avec ceux qui allaient travailler en soirée, qu'aucun d'eux ne faisait grève ; il était partout connu, et depuis 10 heures du matin, que le mouvement contre les décrets-lois s'était soldé par un fiasco total. Ainsi, bien malgré moi, au terme de ces péripéties, j'avais observé le mot d'ordre "héroïque"

des trotskystes – la "grève par principe" – mais sans partager le moins du monde leur conviction que cela servirait la cause future de la lutte des classes et de la révolution !

Je passais la journée chez Yolande. Nous étions amoureux et la perspective d'être sanctionné, de perdre mon emploi, nous ne voulions la considérer que sous un jour romanesque : Yolande travaillerait pour deux (à ce moment-là elle était quasiment au chômage !), nous serions hébergés chez ses parents, etc. Vers 16 heures, Philippe et un autre de nos amis communs, après avoir cherché en vain chez mes parents, sonnèrent à la porte de Yolande et nous dirent, tout essoufflés : "il faut rentrer tout de suite au Centre de tri, la grève est ratée : les syndicats ont donné l'ordre de reprendre ". Nous partîmes donc tous les trois vers Marseille gare. Dans le hall du Centre de tri, où tous les autres travaillaient normalement, le chef de division Kergus, nous indiqua qu'il fallait nous présenter comme d'habitude, à l'heure de notre prise de service le lendemain. Nous fûmes donc grandement soulagés : il n'y avait donc pas de sanction pour la grève ! Ce fut une courte nuit d'illusions. A 6 heures du matin, à l'heure de notre prise de service, Kergus, toujours lui, nous attendait. Mais au lieu de nous inciter à rejoindre notre casier de tri, il nous distribua à chacun une feuille avec en-tête de l'Administration : il nous était infligé, en tant que gréviste, une mise à pied sans salaire de 8 jours !

Ce n'était pas encore l'époque des tristes mascarades qui, après la guerre, devaient déconsidérer à tout jamais le rôle des organisations syndicales ; mais bien des indices de détail, comme en miniature, laissaient déjà pressentir cette déchéance. Pour secourir les grévistes dont le traitement mensuel était réduit de presque un tiers par la sanction de mise à pied, la section locale de la CGT organisa une collecte ... parmi ceux qui n'avaient pas fait grève ! Ainsi le syndicat sollicitait les "jaunes" pour venir en aide à ceux qui avaient sottement observé les lois de la solidarité ! C'est après une telle opération qu'on me convoqua au bureau syndical pour me remettre ce qui me revenait après le partage du montant de la souscription – soit 140 F (mon salaire mensuel était alors d'environ 900 F). Mais avant de me donner mes 140 F, le secrétaire de la section me fit remarquer que je n'étais pas à jour de ma cotisation syndicale depuis le début de l'année et qu'il convenait de la déduire de la somme qui me revenait. Je n'osais pas protester ...

Après le fiasco du 30 novembre, il ne fut plus question de grève ni de revendication. Toute la période s'étendant de la fin de 1938 à l'été 1939 fut marquée par l'idée que la guerre finirait bien par nous tomber dessus. Les autorités préparaient la mobilisation par petites mesures discrètes. Diverses catégories de réservistes étaient rappelées sous les drapeaux sans que la grande presse donne beaucoup de publicité à ces dispositions. Mais nous, au Centre de tri, avions la primeur de la nouvelle grâce à l'afflux, sur les tables de "relevage", des grosses liasses de bostols, vertes, rouges, envoyées par les bureaux de mobilisation et de recrutement. Chacun des présents, à la vue de ces liasses, se précipitait pour voir s'il n'appartenait pas à la catégorie concernée : ces feuilles de carton souple étaient très reconnaissables, outre que par leur couleur, en raison de leur format et présentation qui permettaient d'en détacher l'accusé de réception.

Résignée, "l'opinion générale" se faisait à la fatalité du proche conflit. Et qui donc – du moins parmi les tendances idéo-politiques bénéficiant de quelque influence – aurait pu garder une conviction suffisamment solide pour protester ? Les plus pacifistes mêmes étaient piégés comme ses militants du "Syndicat des agents des PTT" qui se refusèrent tout autant à accepter la "servitude" que "la guerre", mais que leur antifascisme *non belliciste* mit ultérieurement en demeure de choisir entre la peste et le choléra du siècle, c'est-à-dire entre la participation à la Résistance et le ralliement à Vichy.

C'était d'ailleurs, déjà, la plus grande confusion. Lors de la grande panique de septembre 1938 lorsque les troupes allemandes envahirent la Tchécoslovaquie, on crut la guerre inévitable, puis on crut que les accords de Munich avaient réellement sauvé la paix. Dans le plus grand désordre les

opinions se partagèrent – souvent divergentes au sein même du courant d'idées – entre "munichois", qui pensaient que les accords avaient sérieusement refoulé la perspective de guerre et "anti-munichois" qui affirmaient qu'ils l'avaient au contraire rendue inévitable en encourageant Hitler et l'agressivité nazie. Les staliniens se rangeaient naturellement dans ce second camp. Je les en détestais que davantage – non seulement parce qu'à mes yeux la guerre, fut-elle "antifasciste", ne pouvait passer pour une solution valable, mais parce que je savais fort bien, malgré mon expérience toute empirique du stalinisme, que les belles envolées du PCF et de la CGT en faveur de "l'indépendance du peuple tchèque" n'avaient d'autres raisons que les impératifs de la stratégie européenne de l'URSS : j'avais assez lu du Victor Serge, du Trotsky, des anarchistes et autres auteurs les plus divers pour ne pas ignorer que, depuis l'avènement des années 30, la III<sup>e</sup> internationale n'était plus que l'instrument docile et inconditionnel de la politique extérieure russe. Sans doute refusai-je de me laisser embrigader – idéologiquement parlant – dans le camp des munichois, où les points bigarrés étaient loin d'être tous sympathiques, mais je sentais bien que les arguments avancés par les munichois les plus "à gauche" étaient solidement fondés.

Après l'éphémère sentiment de soulagement provoqué par les accords de Munich, le désarroi politique alla s'accroissant. L'antifascisme "non belliciste" auquel je me raccrochai vaguement jusque-là, outre qu'il était le fait d'une stricte minorité, perdait lui-même de plus en plus de sa consistance au fur et à mesure que les échos venus de la Tchécoslovaquie occupée par les troupes d'Hitler s'accumulaient pour démontrer que l'expansionnisme nazi et ses effroyables moyens de domination n'appartenaient pas au domaine du mythe ou du bluff. Les "valeurs démocratiques" que Londres et Paris invoquaient contre cet expansionnisme servait-il est vrai de couverture à la conservation des intérêts impérialistes anglo-saxons : mais il n'était pas moins sûr que la menace d'étouffement qui en découlait sur l'économie allemande servirait de tremplin à la prétention hitlérienne de domination de l'Europe. Quant on était conscient de tout cela, et, surtout, averti des progrès de la mystification idéologique qui accompagnait cette maturation objective des conditions du conflit, il était difficile de puiser encore quelque espoir dans la logique impuissante des pacifistes honnêtes. Si les solutions non belliqueuses de coexistence avec le III<sup>e</sup> Reich, telles que les exposait le journal *La flèche* de Bergery, sans convaincre toutefois, n'apparaissaient pas absurdes, la formule d'une feuille pacifiste dont j'ai oublié le nom – et qui déclarait que l'entrée des nazis partout, si elle ne rencontrait pas de résistance et s'effectuait "l'arme à la bretelle", aurait pour effet de déclencher la révolution à l'intérieur de l'Allemagne – me fit l'effet d'une sinistre plaisanterie.

La compréhension de la situation, pour moi tout au moins, grandissait en même temps que la conviction de l'impossibilité d'y opposer quoi que se soit, même l'ombre d'une perspective. Les données successivement fournies par les événements incrustaient en moi des notions de plus en plus précises auxquelles je dois d'avoir pu comprendre ultérieurement le "schéma d'intelligibilité" qui me fût fourni plus tard par le "bordiguisme". Je crois que la possession de cet "acquis" expérimental et empirique coïncide avec la délimitation qui s'est établie, bien des années plus avant, entre les adhérents au PCI. Il y avait ceux qui étaient entrés dans cette organisation déjà lestés des "notions" dont je viens de parler : pour eux les conceptions et la critique produites par la tradition à laquelle ils venaient d'adhérer se présentaient, concernant le stalinisme, la guerre, la Résistance, etc. comme constituant une sorte de "grille" à appliquer, aux fins de vérification, sur des événements *déjà vécus et ressentis*. Et il se trouva ensuite des éléments plus jeunes, dépositaires d'une expérience plus récente – ou même de pas d'expérience du tout – dont l'adhésion était devenue possible, malgré cette "impréparation", parce qu'à la fin des années 50 l'évolution idéologique générale ne s'opposait plus aussi rigoureusement qu'avant à l'hypothèse d'une *plausibilité* des positions du PCI.

Il n'est pas besoin de souligner qu'au printemps 1939, la situation était totalement différente. Tout ce qui accentuait les contours du drame en gestation ne faisait que convaincre de son caractère

inéluçtable. Le maximum de lucidité ne pouvait aller au-delà de la prévision approximative de la catastrophe qui se préparait. Plus cette prévision s'approchait des conditions de la future réalité, plus elle engendrait la conviction de l'impuissance. Parmi les facteurs qui concourraient impérieusement au déclenchement de la guerre, c'étaient ceux qui manifestaient la parfaite concordance sur ces points des divers partis politiques qui, davantage que l'aspect fatal de la dynamique militaire proprement dite, entraînaient le déchirant constat de l'impossibilité d'échapper au cataclysme. A la faveur des récits recueillis de la part des débris de l'armée républicaine espagnole qui, avec de nombreux civils, passèrent la frontière des Pyrénées – ces *réfugiés* avaient été parqués dans de véritables camps de concentration par les bons soins du gouvernement français, encore de *Front Populaire* ! – que filtraient divers renseignements concernant le rôle politique des éléments stalinien des Brigades Internationales et qui s'avéraient en tout point conforme à ce qu'avaient avancés anarchistes, trotskystes et autres "ultragauches" : une mainmise totale sur le gouvernement Negrin et la liquidation, parfois physique des autres partis de la coalition républicaine. Les indices révélateurs de la véritable nature contre-révolutionnaire du stalinisme s'étaient d'ailleurs accumulés en 1937 et 38, notamment lors des procès de Moscou qui exterminèrent les derniers les derniers survivants de la "vieille garde bolchevique" – procès au cours desquels il n'était pas rare que les accusateurs ou témoins à charge d'une journée deviennent les accusés et les condamnés de la journée suivante. Pour qui savait lire et voulait savoir, il n'eut pas donc pas été nécessaire d'attendre Soljenitsyne pour en connaître assez sur le fameux Goulag ...

Cependant, à cette époque, si l'on évoquait ces choses troublantes devant un stalinien, fut-il "de base", il n'en voulait rien savoir. A cet aveuglement, c'était la presse de droite qui, dans sa fureur anticommuniste, fournissait le meilleur alibi, car l'argument jugé alors sans réplique par tous les staliniens était le suivant : "tu parles comme *Gringoire*, ou comme *L'Action Française*".

Cet aveuglement avait la propriété de m'exaspérer car, pour moi, la "crapulerie stalinienne" devenait chose de plus en plus concrète. Elle s'accroissait, précisément à propos du cas des réfugiés espagnols, lors du récit que me fit Cruchandeau. Ce dernier, en tant que représentant syndical des employés municipaux, siégeait aux réunions de l'Union Départementale CGT. Encore trotskyste à cette époque-là, il se démenait du mieux qu'il pouvait pour essayer d'organiser une protestation contre le régime inhumain et répressif infligé aux réfugiés espagnols regroupés dans des camps français. Il exposa leur sort lors d'une réunion de l'UD, rappela que le ministre de l'intérieur, Chautemps, s'était signalé par sa déclaration "le communisme voilà l'ennemi", fit jouer la corde sensible de la "solidarité", bref réussit à faire applaudir par l'aréopage une motion d'inspiration internationaliste et de lutte de classe. C'est alors que se leva Racamond, un haut responsable de la tendance stalinienne de la CGT et qui déclara d'un ton haineux : "Camarades, votre bonne foi d'ouvriers et vos sentiments prolétariens vous ont fait dupes d'un provocateur trotskyste infiltré dans nos rangs et qui ne vise, dans la motion qu'il propose qu'à porter préjudice, à travers la personne de Chautemps, à notre gouvernement de Front Populaire". Et les applaudissements qui avaient salué l'intervention de Cruchandeau se muèrent presque instantanément en huées !

Je fis, de mon côté, une expérience plus modeste, mais non moins édifiante – ma dernière du genre avant la mobilisation. Une assemblée générale du personnel de Marseille gare avait été annoncée par voie d'affiche. R. que ses horaires de travail ne laissaient pas libre à la date indiquée s'était donné beaucoup de mal pour me convaincre de la nécessité d'y assister ... et d'intervenir. J'étais donc présent au jour fixé dans une des deux salles de la nouvelle Bourse du Travail. A la tribune, parmi divers visages inconnus, deux responsables syndicaux de Marseille gare – dont Henri Auzias, que je n'avais pas oublié bien que je ne l'eus rencontré qu'une seule fois : après la grève du 30 novembre 1938, et à l'occasion de l'affaire des 140 francs que j'ai racontée plus haut.

Avant de pouvoir dire quoi que se soit, dans cette réunion, il me fallut subir un exposé interminable, long et fastidieux, dans lequel il n'était question que d'indices de traitement, de situation de catégorie, etc. quand cela fut terminé et que tomba la rituelle question "quelqu'un a-t-il des précisions à demander ?" – je me levais précipitamment pour surmonter le trac qui m'avait progressivement envahi à la fin du discours. Après avoir averti la salle que ma question concernait l'orientation générale de l'action syndicale et non les points de détails qui venaient d'en être développés, je lançais tout de go : "Pourquoi la CGT, face à la menace de guerre réclame-t-elle une défense nationale accrue, plus de soldats, plus de canons, au lieu de recourir à l'arme traditionnelle de la lutte des classes ?". Ma voix plutôt mal assurée, tomba dans un grand silence. Celui qui avait longuement parlé d'indices et de catégories ne pipait plus mot, regardait Auzias qui, lui, ne dressait pas la tête de ses papiers. C'est de la salle qui vint la voix qui interrompit cette mimique muette. Un facteur, reconnaissable à son uniforme, se leva, me regarda bien en face, puis, s'adressant à tous les autres : "Le camarade qui vient de poser une question au sujet de notre riposte à la guerre me paraît bien jeune et tout à fait ignorant en ce qui concerne notre ligne de principe. Permettez-moi de la lui exposer en très peu de mots". Et, se tournant vers moi, il déclara : "Si nous voulons qu'on fabrique davantage de fusils, de mitrailleuses, d'avions, c'est parce que ces armes, nous comptons bien nous en servir nous-mêmes un jour, *pour faire la révolution* !".

Après cet argument péremptoire, tous les présents jugèrent sans doute que la cause était entendue et plus personne ne s'occupa ni de moi, ni de ma question. Sauf que, quelques jours plus tard, à la prise de services des brigades de nuit, Auzias, m'apercevant au moment où j'allais quitter mon casier de tri, me prit à part : "Quant tu as une critique à formuler, me dit-il, viens nous en faire part directement, sans tout le tralala de l'autre jour à la réunion".

Ce fut la seule et dernière parole *politique* que j'entendis de la bouche de celui que ses camarades devaient vénérer plus tard comme "héros de la résistance". Elle a suffi à me le caractériser comme un parfait stalinien. Quant au facteur qui avait daigné me répondre lors de l'assemblée générale, combien de fois n'ai-je souhaité le rencontrer, le reconnaître lors des années qui suivirent, au moment où la servilité du PCF à l'égard des "valeurs nationales" devint flagrante, et particulièrement lorsque Thorez invita ses camarades à *rendre les armes* des "milices patriotiques" à l'Etat de De Gaulle ? Mon vœu ne s'est jamais exaucé. Qu'importe. Entre temps il se sera certainement persuadé, comme tous ses amis, que l'appui apporté par le PCF à la Défense Nationale n'a jamais eu l'ombre d'un rapport avec la raison grâce à laquelle, début 1939, il pensa me clouer le bec ...

Ce fut durant cette période-là de ma vie, mon unique et ultime tentative d'extérioriser en public mes opinions politiques. L'idée ne m'effleura même pas que cet effort isolé aurait impliqué un objectif permanent et à ne pas abandonner. En fait, "je n'y croyais pas". Un jour, alors que les nouvelles s'étaient aggravées, je me surpris à écrire, en cachette, au cabinet : "A bas la guerre !". c'était seulement de la colère et du désespoir. Immédiatement je me rendis compte combien il était absurde, au dernier moment, de lancer un tel cri à la sauvette, alors que j'avais déserté les réunions les plus humbles de la minorité qui, à défaut de pouvoir s'opposer à la guerre s'efforçait au moins d'en déchiffrer les données.

Il m'est d'ailleurs difficile aujourd'hui de me représenter exactement quel était mon état d'esprit de l'époque. Je ne peux tenter de le faire qu'à partir de souvenirs totalement contradictoires. Tout indiquait que la guerre devenait inévitable ; quelque chose pourtant nous incitait à faire comme si la paix devait indéfiniment se prolonger. La perception de plus en plus nette de la catastrophe qui se préparait ne nous empêcha pas Yolande et moi, de nous marier en mai 1939. On se refusait à bâtir des projets d'avenir et, en même temps, nous savourions un printemps et un été qui furent extrêmement beaux. J'habitais chez Yolande. Souvent, le matin, avant de partir au travail proche, je regardais de notre balcon, le soleil se levant. Le soir nous nous promenions tous les deux sur la



"Plaine" ; on parlait des événements – donc de la menace de guerre – mais on s'interrompait pour envisager d'aller voir un film ou manger une pizza. Le comportement était le même chez quelques amis nudistes que nous retrouvions à la calanque Sugitton, fréquentée à cette époque-là par quelques naturistes fanatiques qui se comptaient sur les doigts des deux mains. C'étaient des gens "de gauche" c'est-à-dire qu'ils s'affirmaient adversaires farouches de l'hitlérisme sans se résigner à reconnaître qu'ils n'avaient d'autres perspectives que d'admettre la guerre dont le bruit était en l'air. Nous en discussions quelquefois, au bruit du ressac qui grandissait vers le soir et recouvrait les grandes pierres plates sur lesquelles, durant la journée nous nous faisons cuire au soleil. Dans ce décor grandiose de hautes falaises couronnées de pins, la lumière, les couleurs, la transparence des eaux glauques, le parfum des plantes aromatiques, tout semblait s'inscrire en faux contre la fatalité que l'encre noire des journaux imprimait chaque jour en caractères chaque fois plus menaçants. Au fond, nous ne voulions pas regarder ne face cette perspective réelle, les choses étaient encore bonnes à vivre ; nous nous laissions faire ...

Sur le plan politique, j'en étais venu à ne de plus croire à grand chose. Mais il y eut une sottise que l'éclatement de la guerre m'évita au moins de commettre. Probablement sur la suggestion insistante de R. je m'étais décidé à demander une carte d'adhésion au PSOP, le nouveau parti créé sous l'égide de Marceau Pivert. C'était une de ces organisations-champignons de "gauche" qui, en un certain sens, se situait sur l'éventail politique à peu près à la place que tiens l'actuel PSU. De 1933 à 1938, les trotskystes avaient tenté de noyauter la vieille SFIO à laquelle ils avaient adhéré à l'instigation de Trotsky. Ils parvinrent à influencer les jeunesses socialistes dont le chef était Pivert. L'appareil SFIO pour se garder de cette contamination exclut les jeunesses et leur chef ; c'était ces ex-socialistes qui s'amalgamaient à des trotskystes "purs" pour former le PSOP. Ils étaient probablement majoritaires puisque la plateforme de constitution de la nouvelle organisation, ils réussirent à introduire une clause aux termes de laquelle tout responsable du nouveau parti ne pouvait accéder à ce poste qu'à la condition d'avoir milité trois ans dans la SFIO ! Ainsi les **vrais** trotskystes, dans leur tortueuse stratégie de "conquête des masses", avaient trouvé plus roués qu'eux !

La révélation de ce "détail", lors d'une première réunion à Marseille des membres du futur PSOP, m'avait passablement écoeuré. Aussi était-ce sans grand enthousiasme que j'avais maintenu ma demande d'admission. Heureusement – de ce seul point de vue s'entend – le délai nécessaire à l'établissement de ma carte d'adhérent fut dévoré par la précipitation des événements politiques et la mobilisation générale. Alors il ne fut plus question de mon adhésion au PSOP lui-même !

L'événement sensationnel qui accéléra le cours de l'inévitable, ce fut le coup de théâtre du pacte germano-soviétique. Je reparlerai plus tard des significations et portées de cet événement. Je veux revenir ici sur la stupeur qu'il provoqua chez les staliniens et dont j'ai déjà dit un mot à propos de la réaction qui fut celle de mon beau-père. Leur confusion était lamentable, mais ce qui me décourageait pourtant de m'en réjouir, c'était l'état d'esprit qui se créait alors contre les pseudo-communistes de Thorez. R., qui fréquentait divers milieux syndicalistes (son père était responsable chez les ... pâtisseries) m'en avait averti dès le lendemain de la nouvelle. Le tournant de Moscou m'avait-il dit en substance devrait ouvrir les yeux des staliniens sincères (du moins, c'est ce que nous en espérons) ; or rien n'est moins sur de ce côté-là ; par contre, ce qui est certain, c'est que leurs adversaires de gauche dans les syndicats – "syndicalistes révolutionnaires" et "socialistes de gauche" – font contre eux bloc avec la presse bourgeoise la plus réactionnaire.

Bien après ces événements, après la Libération et alors que j'essayais de me documenter sur la feue tendance syndicaliste de la Fédération Postale (elle avait ma sympathie rétroactive en raison de son pacifisme des années 36-39) j'appris effectivement que les représentants de cette tendance avaient mis les responsables syndicaux staliniens en demeure de dénoncer la "trahison des Russes". Le PCF, à cette date-là étant déjà illégal, c'était ne pas leur laisser d'autre choix que le

reniement ou la prison ! J'ai pu le convaincre par expérience qu'il était bien difficile, à ce moment-là, de condamner le stalinisme sans tomber dans l'hypocrite démocratisation des va-t-en-guerre de Londres et de Paris. Cette tâche, fort malaisée pour tout révolutionnaire sincère, était naturellement bien au-dessus de ces minoritaires qui avaient un pied dans l'anarcho-syndicalisme et un autre pied dans la social-démocratie !

Comme je l'ai déjà expliqué, ce pacte germano-russe fut le coup de grâce à tout espoir de voir les ouvriers refuser la guerre. Dès que cet ultime "tournant" russe fut connu, le climat général vira donc à la résignation et au développement d'une psychologie chauvine aux progrès foudroyants. L'après-midi du jour où les armées russe et allemande, conjointement, envahirent la Pologne, j'étais dans la salle de tri de Marseille gare et, de ma place, je surveillais l'emplacement du mur de la rue sur lequel, quelques heures plus tard devait être apposées les affiches surmontées de petits drapeaux tricolores annonçant la mobilisation générale. Nous nous y attendions, mes camarades et moi, depuis midi. A la prise de service, Monsieur Audibert qui, en qualité d'officier de réserve, se voulait au courant de tous les "secrets militaires", nous en avait prévenu : ce n'était plus qu'une question d'heures avant que la France déclare la guerre au Reich ; la fatidique feuille fut effectivement placardée au début de l'après-midi. Elle ne produit aucune réaction sur les passants qui s'arrêtaient pour la lire, et je dois dire neuvième jour de mobilisation que j'étais tenu de rejoindre la Septième Génie à Avignon. Un délai de huit jours c'était peu de choses lorsqu'on part pour une équipée à la durée incertaine. Ce répit me permit pourtant de voir sur place comment tout ce qui restait **civil** savait s'adapter à la nouvelle situation. Ce n'est pas une sensation banale que celle qu'éprouvent dans ces conditions ceux dont le sort est de partir. Non seulement cet arrachement les oppresse, mais il leur faut de plus constater avec quelle désinvolture on se passe d'eux, avec quelle facilité on les remplace, avec quel cynisme on convie à leurs places toutes chaudes encore divers sortes d'intrus. Le lendemain même du départ des "rappelés", le bureau-gare fut investi par une bande de femmes transplantées du central télégraphique ou des bureaux mixtes. Elles ne connaissaient pas le tri : on en improvisa un à leur usage ; ultra-simplifié : par départements. Il en fut de même pour le tout nouveau "état de guerre". Cinémas, bars et boîtes de nuit fonctionnaient de plus belle. Les grandes marques alimentaires modulèrent leur production en fonction des exigences du ravitaillement des troupes : il y eut des rations individuelles de fromage Roquefort, des portions de café en poudre, des "gobelets fantaisie" de contenance du quart réglementaire, etc.

Conscient de la vélocité avec laquelle s'écoulait mon propre sursis, j'assistais à ces transformations avec la désinvolture de qui ne se sent plus concerné. Je me forgeais simplement une idée de "l'arrière" quelque peu en avance sur celle qui devait quelques mois plus tard frapper les premiers permissionnaires de la "drôle de guerre". Mais mon ancienne représentation des choses n'en prenait pas moins un sérieux coup. Par exemple, je croyais jusque-là que tout le monde était d'accord sur le fait que la guerre était une horreur et qu'en conséquence il ne servait à rien de se cacher le sort qu'elle réserve à ses victimes. Un bref échange de vue avec une jeune femme transférée de son central téléphonique au bureau de tri me détrompa le jour même où elle vint, parmi ces camarades, prendre la place des trieurs mobiles. J'étais responsable du "côté ambulancier" sur lequel on l'avait affectée, il me fallut bien lui adresser la parole pour lui indiquer en quoi consistait son travail. Elle m'écouta poliment, mais ne différa pas davantage la question qui lui brûlait les lèvres : pourquoi étais-je donc là, moi, plus jeune que son mari déjà mobilisé ? Je lui expliquais que ce n'était que partie remise – une affaire de quelques tout petits jours. J'ajoutai quelque chose qui signifiait que je ne perdais rien pour attendre et que ce vers quoi il me fallait aussi me diriger ne se présentait pas sous le jour d'une partie de plaisir. Elle me reprit vivement. C'était une personne sèche et nerveuse qui devait avoir pour habitude de tout régler avec autorité – même le sort du fantassin en temps de guerre. Elle ne m'épargna pas les reproches : cela portait malheur de voir les choses à la façon que j'avais dite, ce n'était pas digne d'un homme, etc.

Je restais tout déconfit. Chez cette épouse de mobilisé, je croyais trouver, sinon de la compassion, du moins une sorte de complicité qui aurait laissé transparaître une discrète mais commune désapprobation de la guerre. Je découvrais au contraire une résignation inconsciente, en modèle réduit, une auto-mystification tenant lieu de courage sur les chances de traverser indemne l'orage qui se préparait ...L'aveuglement volontaire des victimes d'un ordre donné face aux exactions les plus indéniables de cet ordre, voilà l'un des plus puissants des éléments de force du conservatisme social : c'était la première fois qu'il m'était donné de le vérifier *de visu*.

L'acquiescement à la guerre même s'il prenait la forme de l'optimisme de commande qui transparaisait chez mon interlocutrice me déconcertait d'autant plus que les antagonismes antérieurs demeuraient vivaces jusqu'au dernier moment. Je n'en veux pour preuve que la façon dont se déroula le départ des premiers mobilisés appartenant à Marseille gare. Mais il faut auparavant rappeler une circonstance particulièrement importante qui, seule, peut expliquer l'in vraisemblance de l'incident. Dans le consensus donné à l'ouverture des hostilités par tout l'éventail politique du pays et en particulier du côté des partis de droite qui, théoriquement, n'avaient pas désarmé leur haine contre les gouvernements héritiers du Front Populaire, on ne rencontrait pas seulement le ralliement à une stratégie nationale précédemment combattue (celle qui découlait de la subordination à l'Angleterre) ; on y décelait aussi, sans difficulté, la satisfaction de pouvoir exercer à l'ombre de la nouvelle Union Sacrée de sérieuses brimades à l'encontre de cette "classe ouvrière" qui avait tant donné de fil à retordre à tous les bien-pensants au cours des dernières années.

A Marseille gare, en dépit de la stratégie capitularde des syndicats et "partis de gauche", la colère et la révolte couvaient encore dans tous le personnel. Juste à la veille de la mobilisation, le climat devint particulièrement tendu. Les conditions de travail, et les horaires en particuliers, avaient été aggravés. On avait mis sur pied un système "d'aviation de nuit" qui fut un vrai fiasco : malgré l'allongement de la durée du service et la suppression des jours de repos, les sacs pleins de lettres s'accumulaient, ne parvenant pas à bénéficier, ni du nouvel acheminement par avion, ni de l'ancien par chemin de fer. Naturellement le mécontentement le plus vif sévissait dans les équipes de nuit : la fronde et la mauvaise volonté y devenaient presque évidentes. Un homme était particulièrement haï des trieurs de nuit c'était l'inspecteur principal S. qui alliait l'incompétence la plus totale à la tyrannie la plus ordurière. De la sourde hostilité qu'il sentait s'amplifier contre lui, ce sinistre personnage prit une revanche brève mais éclatante le jour même de la mobilisation. Une grande partie des agents qui avait pris leur service à 20 heures à cette date devait rejoindre leur corps dès le lendemain – la plupart devant s'embarquer très tôt ; pour cette raison ils espéraient être dispensés de la dernière nuit de travail qu'ils devaient aux PTT. S. ne l'entendait pas ainsi. Il fut sur place dès 20 heures. Le matamore avait arboré sa tenue de lieutenant de réserve (bien entendu, il devait faire toute la guerre dans son confortable bureau de la Direction des ambulants) et, fort de ce supplément symbolique d'autorité, il ordonna à tous les chefs de service de garder leur personnel – mobilisé ou pas "au moins jusqu'à minuit".

Cette guerre, dont on sait qu'elle mit presque un an à accoucher de l'issue tragique qu'elle ne comportait que par définition, commençait, jusque dans ses moindres détails, d'une façon insolite par rapport à toutes les idées reçues. De quelques incidents significatifs à ce sujet, je fus quelques fois témoin durant les quelques jours de répit qui m'étaient laissés avant de rejoindre mon corps. En voici un : quelques jeunes non mobilisables du Centre de tri revinrent un jour tout excités du buffet de la gare où, dirent-ils, ils avaient vu arrivés les premiers "blessés de guerre". Aussi curieux qu'eux je me rendis sur les lieux. Effectivement, sur le quai, un attroupement entourait deux jeunes gens allongés sur des civières. Mais le train venait de Nice et non de l'Est et les deux blessés étaient dirigés sur un hôpital de Marseille simplement pour faire réduire des fractures consécutives à des accidents de montagne : rien d'héroïque là-dedans et, heureusement, rien de bien grave.

Le jour de mon départ arriva bien vite, après une dernière promenade aux côtés de Yolande, dont je pris alors quelques photos qu'alors je ne voulais pas solennelles, mais que par la suite, je conservais durant toute la guerre dans mon portefeuille. Nous n'étions mariés que depuis trois mois et ce que j'appréhendais le plus dans l'événement, c'était davantage la séparation imposée par la guerre que la guerre elle-même dont, malgré mon pathos des jours précédents auprès de la postière - femme - de - mobilisé je ne me faisais qu'une très vague idée.

Durant mon trajet en chemin de fer jusqu'à Avignon, je n'eus même pas le loisir de ruminer de tristes idées sur cette séparation. A mon grand ennui le hasard plaça dans le même compartiment que moi Jean L., ce cousin de Yolande qui aimait la partie littéraire des activités de la Maison de la Culture. Je ne sais où il se rendait : certainement pas aux armées car il avait la chance d'être réformé. C'était un stalinien convaincu et, à ce titre, je m'attendais à le trouver en plein désarroi, comme ses congénères, que la nouvelle du pacte germano-soviétique avait complètement déboussolés. Surtout je pensais le trouver gêné par le fait que j'étais mobilisé, moi qui avait vomi cette guerre depuis le plus ancien de ses préparatifs alors que lui, qui en avait toujours été partisan, en demeurait douillettement à l'écart. Mais il faut croire que je nourrissais encore trop d'illusions concernant ce que je croyais être les convictions inébranlables des individus : Jean L. fut à mon égard parfaitement cordial et extrêmement à l'aise : il disserta agréablement sur tout et sur rien, tandis que se déroulaient par la portière les interminables allées de cyprès de la plaine d'Arles. A en juger à son ton, on aurait cru que je partais vers de paisibles vacances dont c'était lui qui était privé ! Cynisme de sa part ? Probablement pas. Au contraire devait-il s'efforcer de me distraire de la tristesse de mon sort, persuadé, comme il l'est demeuré toute sa vie, de la pureté virginale de sa ligne de conduite.

La caserne d'Hautpoul, à Avignon, est tout près de la gare ; on en aperçoit les toits dès qu'on débouche de la salle des pas perdus. Je m'attendais machinalement à lui retrouver l'air familier que je lui avais connu il y avait deux ans à peine. Elle m'apparut au contraire en plein bouleversement. Plus de sapeurs dans les chambrées, mais une foule de bureaux et de magasins ; il y avait même des tables en plein air, derrière lesquelles des sous-officiers, entre des tas de paperasses essayaient de donner des renseignements au milieu d'un va et vient incessant d'arrivants et de partants.

Je tombais à l'improviste sur deux alsaciens avec qui l'avais été "détaché" à Orange durant mon temps "d'active". Je fus un peu sottement heureux de les retrouver : cela me reconfortait sans doute de découvrir des figures connues parmi cette cohue. Eux ne répondirent pas à mon sourire et à ma congratulation. Ils venaient des régions de l'Est préventivement évacuées dès le premier jour des hostilités. La guerre, à leurs yeux, représentait un cataclysme immédiat : celui des pauvres gens qui doivent abandonner champs, maison, meubles et bétail avant même que le premier coup de feu soit tiré.

Après examen de mon fascicule à l'une des tables volantes de la caserne, je fus embarqué dans un camion bâché qui se dirigeait vers le pont de Bompas, dans la banlieue d'Avignon, où cantonnait la compagnie à laquelle j'étais affecté. Nous traversâmes toute la campagne qui s'étendait alors sans interruption autour de la cité des papes. Dans ce paysage de bosquets, de champs et de vignes, rien n'indiquait évidemment que l'on fût en guerre. Par rapport à l'époque, pas tellement éloignée, où je parcourais la campagne avignonnaise pour tuer les dimanches sans permissions et sans argent, rien n'apparaissait d'inhabituel en ce bel automne de 1939. Saut peut-être qu'on y voyait trop d'uniformes et qu'aucun chauffeur de véhicules ne s'avisait de refuser d'en prendre à son bord, si ceux qui les portaient s'amusaient à jouer les auto-stoppeurs.

J'ai revu Bompas et son pont bien plus tard ; ces toutes dernières années quand je rendais visite à un ami qui habite Noves. "Bretelles" et "rocodes" ont tailladé le paysage, privé désormais de ses

arbres et découpé par de larges bandes goudronnées. Bompas est demeuré un hameau qui comprend quelques maisons et une mignonne auberge. Mais on a fait sauter les massifs de verdure, dénudé les alentours des maisons et créé autour de ma charmante auberge un désert qui n'est peuplé que de quelques sinistres postes distributeurs d'essence.

C'est pourtant cette auberge qui me tenait à coeur en ce lieu. Lors de la mobilisation Yolande vint m'y retrouver deux jours avant mon départ pour "le front". Au début l'endroit était merveilleusement calme ; le premier jour, c'est quasiment seuls qui nous y prîmes notre repas, dévorant au dessert de succulentes poires jaunes dont je n'ai plus jamais retrouvé le goût. Mais dès le lendemain l'établissement fut envahi ; les mobilisés arrivaient sans cesse au cantonnement ; beaucoup n'avaient rien de plus pressé que d'aller se soûler et l'auberge était le seul endroit où l'on pu le faire. Tout devenait oppressant. Le dernier soir, au moment où nous montions dans la chambre de Yolande par un escalier de bois, un militaire qui était assis là voulut lui attraper la cheville. La salle du bas n'était plus qu'un lieu de beuverie dont les bruits nous parvinrent jusqu'à notre lit très avant dans la nuit.

Le lendemain soir je mis Yolande dans un train pour Marseille ; je ne tenais pas à ce qu'elle assiste au départ définitif, pour lequel on nous rassembla d'ailleurs plusieurs heures à l'avance. A 21 heures, on nous fit grimper dans des wagons à bestiaux dont le sol était jonché d'une paille parcimonieuse. La plupart des occupants de mon wagon étaient ivres ; ils affectaient de vociférer des champs patriotiques et belliqueux ; après tout, ils s'efforçaient à leur façon d'étourdir une tristesse et une angoisse qui nous étaient communes à tous. Il en fut ainsi jusqu'à minuit, alors que je m'efforçais vainement de trouver une position pour dormir. Peu après, au milieu des cris d'appels et d'adieux – de nombreux civils étant venus sur le quai de la gare – notre train s'ébranla.

### **La fin de la guerre.**

Bien que la défaite de l'Allemagne fût devenue certaine après la réussite du débarquement allié en Normandie, l'agonie des ambitions du Reich dura longtemps encore : plusieurs longs mois, tout un hiver, quasi une année. Comme si les événements, fidèles à la logique des prévisions fondée sur le rapport mathématique des forces, n'en prenaient pas moins, par excès de conscience, le temps de préparer l'enthousiasme entretenu par la perspective de la victoire "démocratique" à ses inévitables désillusions.

Cette dernière et interminable phase de la guerre fut aussi celle de ses plus grandes horreurs, tout en moins en ceci que ce qui n'avait été jusque là le sort des combattants ou des victimes civiles des régions sinistrées devint en quelque sorte "à la portée de chacun". L'année 1944 fut également celle de la liquidation massive des centaines de milliers d'hommes que les nazis avaient parqués dans leurs camps. Depuis que le combat s'était transporté sur le sol de France, on était donc passé du terrorisme aveugle et impersonnel des bombardements et destructions au terrorisme précis et assigné des exterminations politiques et raciales d'un côté razzia par la Gestapo, fusillades et déportations en masse, de l'autre, nauséabonds règlements de compte qui suivaient comme une ombre la "libération" des villes et des villages, soit à la suite de l'avance alliée soit à la suite des exploits du maquis.

Demeurée indéfinie durant un mois, la fantastique opération d'Avranches provoque ensuite la retraite forcée des troupes nazies selon une diagonale dirigée vers l'Allemagne et passant par Paris. Mais ce qui consacra leur évacuation définitive, ce fut le second débarquement allié, celui-là opéré en Provence, près de Fréjus en août 1944. Dès ce moment-là le reflux vers le nord des alliés prit de plus en plus l'allure d'une débâcle. Ce fut également à ce moment-là que les habitants de la

région relativement privilégiés du point de vue de la fréquence et de la proximité des actes de guerre connurent avec celle-ci un tête-à-tête encore plus terrifiant que la vision relativement fugace d'avions minuscules lâchant leurs sinistres grappes à 4000 mètres de haut. Dans Marseille, qui n'avait été bombardée qu'une seule fois durant la guerre, les choses en août 1944, se firent à bout portant : fusillades dans les rues, explosions un peu partout, dans les grandes artères des obus distribués par les batteries allemandes du fort Saint Nicolas.

Sur cet aspect-là, je ne m'étendrai pourtant pas. Je n'ai pas assisté aux événements. J'en ai vu peu après les traces multiples sur le sol et sur les murs : j'en ai entendu divers récits, mais au moment même j'étais absent : Yolande et moi étions partis "nous réfugier" à La Penne sur Huveaune dans des conditions que je relaterai plus loin. En nous éloignant des points chauds, c'est moins aux risques de blessures et de mort que nous avons échappé - il y eût peu de victimes dans notre entourage et notre quartier - qu'au contact brutal auquel nous n'étions nullement préparés. Si nous étions demeurés à Marseille nous nous serions trouvés dans la situation plus qu'inconfortable des gens qui ne s'enthousiasment pour aucun des belligérants et que le hasard place au cœur même du plus enflammé des deux. A la seule idée de ce qui aurait pu nous arriver s'il avait fallu confronter à chaud notre dégoût général de la guerre à l'hystérique soif de revanche qui s'était emparé de quasi toute la population, un petit frisson rétrospectif me parcourt encore le dos. Je reviendrai plus bas sur ce contraste dont je n'eus à subir que des formes atténuées, mais non pas pour cette raison, moins édifiante.

Il faut auparavant revenir sur cette situation privilégiée de la population marseillaise qui ne fut que très tardivement aux prises avec les formes concrètes de l'état de belligérance : seulement vers la fin de la guerre, elle apprit ce qu'était un bombardement aérien meurtrier, seulement à la veille de la défaite allemande, elle entendit siffler les balles et éclater les obus. Il ne s'agit certes pas de le regretter, mais de comprendre que cet état de choses explique ma totale impréparation au changement brutal de climat idéologique qui survint alors. Jusque là je me représentais très bien la soif de vindicte qui devait couvrir dans les régions qui avaient souffert durant plusieurs années des pillages et sévices opérés par les allemands et, par surcroît, enduré les pilonnages des escadrilles alliées ; je ne m'attendais pas à lui trouver autant de force dans une ville qui avait échappé à tous ces maux. Je ne sais ce qu'aurait été mon comportement si j'avais été placé du jour au lendemain au contact direct avec ce phénomène, aujourd'hui encore, d'avoir obéi au réflexe de simple prudence qui nous fit, Yolande et moi, quitter Marseille à la veille des ultimes combats : bien que notre attitude antérieure ne comportât pas le moindre indice de sympathie avec la "collaboration", il n'en fallait pas autant, j'en ai déjà parlé, pour avoir maille à partir avec les "patriotes".

Au sujet du comportement prévisible de ces derniers, dans la prévision qu'ils viendraient logiquement à prendre l'avantage, je ne nourrissais aucune des illusions de leurs partisans chez qui l'enthousiasme le plus naïf et le plus aveugle restait personnifié par mon beau-père. C'était-là, chez moi, une lucidité d'un certain poids : mais, dérivant surtout de mon pessimisme de principe concernant le sens de cette guerre, elle devait me conduire à des prévisions appelées à demeurer *au-dessous* de la réalité. Mon imagination du pire était encore bien trop conditionnée par les limites de mon expérience, comme le montrèrent les événements consécutifs aux deux bombardements de Marseille et que, pour cette raison précise, je dois évoquer ici.

Le premier de ces bombardements fut à l'origine d'une peur physique qui ne m'abandonna totalement que *plusieurs années* après la guerre (combien de fois, même après ce délai, ai-je vu en rêve des avions larguer au-dessus de ma tête des bombes qui me paraissaient directement destinées ? il m'a fallu une décennie pour me débarrasser de tels cauchemars). La cause de cette peur, je pense qu'elle résidait davantage dans la carence de ma représentation du fait que dans le fait lui-même. Cela me paraît presque certain dans la façon dont j'ai vécu le bombardement du 28 mai 1944. mon expérience en la matière se limitait jusque là à ce que j'avais vu lors de la débâcle

de juin 1940 : des explosions de bombes en rase campagne et lâchées seulement par quelques avions. En pleine ville au fonds d'une cave aussi sourde qu'obscur, je ne pouvais m'y retrouver parmi les bruits de *dizaines* d'appareils. Ma peur immédiate fut à la mesure des moyens de 1940 et non de ceux de 1944 ; ce n'est qu'après l'événement qu'elle se porta, d'un seul coup, au niveau de sa dimension contemporaine, et c'est de ce bond, surtout, que découla ma nouvelle angoisse.

C'était vers 10 heures du matin, Yolande était à son travail, au studio Caméra. Je dormais lourdement après une nuit passée à Marseille Gare. Ma belle-mère vint me réveiller, me disant qu'il y avait une alerte aérienne, que cette fois cela paraissait très sérieux et que nous devrions descendre aux abris, sous l'immeuble - ce que nous n'avions jamais fait jusque là. Je m'habillai précipitamment et nous nous rendîmes dans cette cave profonde, située nettement au-dessous du niveau du sol de la rue. D'après des recoupements que j'ai faits immédiatement après, nous dûmes y rester une bonne heure. Nous percevions des bruits lointains, étouffés, cela ne ressemblait en rien aux explosions que j'avais entendues, 4 ans plus tôt, sur les bords de la Somme ou en Normandie. A intervalles réguliers le silence était déchiré par un bruit strident auquel, jusque-là, je ne connaissais qu'une seule cause : un avion qui pique. J'ignorais que 50 avions lâchant chacun deux à quatre bombes de 500 Kgs cela fait à peu près le bruit de 100 à 200 avions qui piquent ! Seul ce déchirement provoquant un bruit clair, distinct, effrayant - les impacts n'étant suivis que de grondements lointains et assourdis au point que j'ai un moment douté qu'il y eût réellement bombardement. Cependant, sur la fin, à cause de ces stridences épouvantables et des roulements qui le répercutaient, il n'était plus possible d'espérer que quelque chose de terrible ne s'était pas passé.

Mais sur l'importance et le lieu de ce "quelque chose", je n'avais toujours pas la moindre idée lorsque, les sirènes sonnantes la fin de l'alerte, je me précipitai dans la rue, toujours en pantoufles et demi-vêtu. Naturellement je me dirigeai tout de suite vers le lieu de travail de Yolande. Le studio Caméra se trouvait au milieu de la rue de la Darse, à 800 m de trajet environ, de notre domicile, à une bien plus courte distance à vol d'oiseau. Pour s'y rendre, il fallait emprunter la rue de Rome, sur laquelle donnait la ruelle dans laquelle nous habitions ; dès que j'y débouchais en courant la peur me saisit : un épais nuage blanchâtre masquait toute la largeur de la rue à deux ou trois cents mètres de moi. Je parcourus cette distance aussi vite que je pus. En approchant je distinguai un spectacle effrayant ; ce que j'avais pris pour de la fumée était de la poussière de plâtras qui couronnait un énorme tas de décombres et de débris occupant les 3/4 de la chaussée. Derrière ce tas, une prodigieuse échancrure interrompait la ligne des hautes façades : l'immeuble du cinéma Rex avait été jeté au sol par les bombes. La destruction qu'au pire je pensais lointaine avait frappé tout près de nous. Je me mis à claquer des dents, en dépit de la température clémente, à l'idée du sort de Yolande : la rue de la Darse est toute proche du cinéma Rex. J'avais les jambes en flanelle et je transpirais et grelottais en même temps. Je repartis en courant, tellement affolé que je ne m'aperçus que plus tard de la blessure qu'un éclat de verre avait faite à mon pied mal protégé par sa pantoufle. J'arrivai à la porte du studio Caméra le cœur battant la chamade. Heureusement Yolande était saine et sauve, bavardant avec animation dans le groupe du personnel du studio. C'était un miracle qu'aucune bombe ne fût tombée là ; ce personnel, croyant se protéger dans un abri, s'était en réalité réfugié sous une verrière !

Yolande, extrêmement excitée, n'avait plus du tout envie de travailler de la journée. Nous partîmes donc sur le champ, moi toujours en pantoufles et la veste de mon pyjama fourrée dans mon pantalon. Après avoir fait un crochet chez nous pour rassurer les parents de Yolande, nous partîmes en direction du logement d'un cousin de la famille, Charles qui habitait près de la gare Saint Charles, sur laquelle, avions-nous entendu dire, des bombes en grand nombre étaient tombées. Nous traversâmes des rues jonchées de gravas et de débris de toutes sortes. Aucune voiture n'y circulait, si ce n'est quelque camionnette de la Défense passive roulant à vive allure, mais zigzagant comme si son chauffeur était ivre, afin d'éviter les amas obstruant la chaussée. Ces

tas se multipliaient à mesure que nous progressions vers notre destination. Encore échelonnés rue du Paradis et sur la Canebière, ils se serraient de plus en plus lorsqu'on approchait de la gare. Il s'agissait le plus souvent de vieilles maisons détruites de plein fouet par une bombe ou jetées à terre par le souffle d'un impact voisin : dans ce dernier cas, de l'amas de poussière et de terre qui tenait la place de ce qui avait été autrefois un immeuble émergeaient de façon dérisoire des poutres qui n'avaient pas été brisées ; tandis qu'aux parois des maisons voisines qui avaient été épargnées restaient suspendus divers vestiges : une chasse de WC demeurée scellée au mur, des fragments de cheminée, des débris de corniches, des lambeaux de tapisserie, le carrelage intact d'un évier, ...

Les entonnoirs creusés par les bombes formaient un réseau de plus en plus dense au moment où nous avions, de la rue Saint Thomas où habitait Charles. (phrase incomplète, NDE) tout un pâté de vieilles bâtisses avaient été écrabouillées rue Villeneuve : des maisons demi-écroulées fumaient encore au-delà des murs de la gare Saint Charles. Quand nous trouvâmes le cousin de Yolande, dans son appartement par chance indemne, il nous la montra la maison qui faisait face de l'autre côté de la rue : raccourcie d'un étage, décapitée ! Le toit, les mansardes, le dernier étage, tout s'était envolé ; mais tout le reste paraissait intact, les volets du dessous n'étant même pas éraflés.

Nous étions tous très effrayés et notre peur ne fit que croître lorsque l'émission de midi, à la radio, nous apprit le nombre des victimes et l'étendue des destructions. C'est ce même jour-là que Charles nous promit, si les choses en venaient encore à s'aggraver, de nous accueillir dans sa petite maison de campagne à La Penne sur Huveaune. Mais la situation demeura calme les mois suivant. Il n'y eut plus de bombardements de Marseille, jusqu'à celui d'août 1944, après lequel nous nous rappelâmes opportunément la promesse fait par Charles.

Ce second bombardement, effectué cette fois de nuit, fut beaucoup moins important et meurtrier que le premier ; il n'en annonçait pas moins une phase décisive de la guerre. Durant l'alerte, Yolande et moi avions passé une partie de la nuit aux abris. Le lendemain, qui était un dimanche, des voisins que nous savions partis pour le week-end dans leur villa de Bandol firent irruption dans leur appartement - presque à portée de mains de nos fenêtres - suants, éreintés, affolés. La radio n'avait pas encore parlé d'un débarquement allié sur la plage de Fréjus (ou, peut-être, n'avions nous pas encore écouté la radio). Eux avaient dû quitter précipitamment leur villa d'où on entendait déjà le bruit du combat. Marchant sur le ballast de la voie ferrée, faisant du stop sur la route, courant sous le vrombissement des avions, ils étaient revenus à pied à Marseille !

Le soir même, Yolande et moi avions pris la décision de rejoindre, dès le lendemain, Charles et sa famille déjà installés à La Penne. A l'époque, cette petite localité était desservie par la ligne de tramways qui relie Aubagne à Marseille. Yolande partie le matin alors que tout était encore calme. Mais les choses se gâtèrent vite et le soir, quand je pris le même tram, après avoir terminé mon service à la poste, le convoi roulait avec prudence, s'arrêtant incessamment - chaque fois que s'entendait le bruit d'un avion.

Je ne sais plus, si en quittant mon travail, j'étais ou non lesté d'un titre de congé bien en règle (août était habituellement "ma période"). Ce qui est sûr c'est que j'étais fermement décidé à ne retourner à Marseille Gare qu'une fois le calme revenu, ce qui logiquement ne devait pas trop tarder : il ne faisait guère de doute que les troupes alliées arriveraient bien vite à Marseille et l'occuperaient sans coup férir : la guerre serait alors finie pour nous.

Nous pensions avoir trouvé le calme et la sûreté dans la vieille maison de Charles à La Penne. Nous nous y retrouvions par une belle soirée d'été : nous écoutions les cigales, respirions la brise de nuit sur la petite colline dont la maison occupait l'un des versants. Vers 11h du soir nous parvint, de loin, le son des sirènes d'alerte. Cela venait d'Aubagne qu'on devinait à de vagues rougeurs teintant l'horizon ; dix bons kilomètres nous en séparaient ; d'ailleurs aucun avion ne se



fit entendre et la nuit retrouva vite sa sérénité. Nous ne redoutions plus aucun danger. Sous les voûtes d'une cuisine rustique nous finîmes la soirée en compagnie de Charles et de sa femme qu'avaient rejoint des amis d'escalade, un jeune couple qui avait gagné La Penne par les crêtes des collines et devait partir le jour suivant pour Sainte Baume.

Las ! L'aube du lendemain était à peine levée que je fus brutalement tiré de mon sommeil : ce sinistre crissement déjà entendu en mai, je savais si bien le reconnaître désormais ce matin-là, je l'identifiais avant même d'être complètement réveillé. D'autres bruits identiques lui succédèrent aussitôt suivis d'autant d'explosions.

Aucun doute n'était permis : on bombardait La Penne, la route d'Aubagne, le village peut-être, ... en tout cas tout près de nous à en juger par le bruit assourdissant. Les autres aussi eurent vite compris, en un instant tout le monde fut groupé dans la salle voûtée à demi taillée dans le roc.

Le calme revenu, on sût assez vite, par les voisins, de quoi il retournait. Durant la nuit, un train blindé allemand s'était arrêté dans la petite gare de La Penne. Des Mosquitos ou des Spitfire l'avaient repéré dès l'aube, attaqué aussitôt, mais n'avaient pu l'atteindre ; aussi était-il parti à toute vapeur se mettre à l'abri dans le tunnel qui se trouve à la sortie d'Aubagne.

Cet incident nous avait montré combien demeurait précaire le calme de notre ermitage. Maintenant les opérations de guerre couvraient plusieurs départements : elles n'épargneraient sans doute aucun des points situés sur la grande voie de communication de l'est de Marseille. Les amis de Charles n'eurent donc guère de peine à nous convaincre de partir avec eux chercher un refuge plus sûr davantage à l'intérieur<sup>16</sup> - ils ne s'embarquaient d'ailleurs pas à l'aveuglette. Ils avaient rendez-vous en un point très précis - l'Hôtellerie de la Sainte Baume - avec un de leurs amis, G. Ce dernier avait organisé en ce lieu un centre d'hébergement primitivement prévu pour un séjour d'enfants durant les vacances, mais finalement inutilisé parce que les événements s'étaient précipités, le rassemblement et le transport des jeunes pensionnaires s'étant révélé impossible. Le massif de la Sainte Baume se trouve un peu à l'écart des grandes voies de communication ; en dehors de l'hôtellerie et des bâtiments occupés à cette époque par des Dominicains, on n'y voyait guère que quelques bergeries disséminées - comme celle précisément, qu'avait réquisitionnée l'organisme dont G. faisait partie.

Mais il fallait s'y rendre à pied, à travers bois et collines, en un moment particulièrement critique où il n'était pas bon de tomber à l'improviste, ni sur les allemands, ni sur des maquisards. C'est après coup, en y réfléchissant, que nous devions réaliser, Yolande et moi, combien notre entreprise avait été risquée. Nos amis étaient vaillants et bon marcheurs ; mais le mari avait l'esprit un peu farfêlé : s'étant mis dans la tête qu'il faudrait là-haut se nourrir de moutons, il avait emporté un browning pour pouvoir abattre une de ces pauvres bêtes. Pourvus de cet engin nous aurions eu bonne mine si une patrouille allemande nous avait fouillés !

Heureusement le dispositif des Allemands était déjà considérablement désorganisé ; les chicanes qu'ils avaient construites pour barrer les routes n'étaient pas gardées et nous ne fîmes pas de fâcheuses rencontres. Une seule fois nous eûmes peur. C'était quand nous traversions, aux environs de minuit, le village de Gémenos. Nus nous arrêtâmes au bord de la fontaine pour nous désaltérer et faire provision d'eau dans nos gourdes. D'un restaurant voisin, deux soldats allemands sortirent en courant, nous criant, sur un ton interrogatif : "Franzosen ?". Sur notre réponse affirmative, ils ne nous en demandèrent pas davantage. Il s'agissait probablement de quelques isolés qui n'étaient pas plus rassurés que nous.

---

<sup>16</sup> Charles, lui, ne pouvait quitter La Penne. Il avait avec lui sa mère, une personne très âgée incapable d'accomplir à pied n'importe quel trajet.

Il fallut cheminer toute la nuit, marcher à travers champs, couper, de lacet à lacet, la route rocailleuse qui serpente de la vallée de Saint Pons jusqu'au plateau de Sainte Baume. Le couple avait la direction de notre petit convoi qui, en plus de Yolande et moi, comptait une jeune femme avec ses deux enfants d'une dizaine d'années. Notre farfrelu de chef, lorsqu'on lui montrait l'état d'extrême fatigue de ce petit garçon et de cette petite fille, ne cessait de répéter qu'il nous fallait absolument parvenir avant l'aube à l'orée du bois épais qui couvre le massif de la Sainte Baume ; seulement là, le jour venu, nous serions en sûreté. Vers 3 heures du matin, comme nous avions enfin rejoint le sommet de cette interminable route tortueuse, il accorda une pause de deux heures. Je n'ai jamais si bien dormi qu'au cours de ce repos, la tête sur mon sac, le dos à même les cailloux du chemin.

Au réveil, il commençait à faire jour, mais nous n'étions qu'à quelques dizaines de mètres des premiers arbres. La suite se passa effectivement sans incident. Vers 9 heures nous étions à l'Hôtellerie. Nous y prîmes le repas de midi et, après une bonne sieste sous de petits chênes, nous procédions à notre installation dans la bergerie - un endroit qu'en dehors des courtes heures de nuit, il fallait disputer à des myriades de mouches.

Si je vais m'étendre quelque peu sur le récit de ce séjour à la Sainte Baume c'est parce qu'en peu de temps et à l'aide d'encore moins d'évènements j'en appris beaucoup sur le visage imprévu de cette "libération" dont, les jours suivants, devait bénéficier toute la France ou presque. Ce fut quelquefois tragi-comique, mais toujours édifiant. La sérénité du jour d'arrivée dura peu. Le surlendemain de notre installation dans la bergerie j'étais en train de préparer notre petit déjeuner - une bouillie de ces farines qu'on vendait en pharmacie pendant la guerre - au dehors, sur un feu de bois, tout contre le mur. C'était le matin très tôt car dès quatre heures les mouches commençaient à bourdonner, à se plaquer sur le visage, rendant tout sommeil impossible. Tandis qu'avec une cuillère je tournais consciencieusement ma bouillie, un contact froid et dur sous les omoplates me fit arquer le dos. Je ne portais qu'une légère chemisette et je sentis comme sur ma peau la pression du canon d'une mitraillette bien tenue en main par un homme hirsute au regard dépourvu de toute aménité. Je fis le geste classique de celui qu'interpelle la police : je me dressais les bras en l'air en montrant du menton le portefeuille qui dépassait de la poche arrière de mon short : prenez-vous même mes papiers, ... Mais cela ne paraissait pas intéresser outre mesure mon interlocuteur ; l'expression d'hostilité de sa physionomie ne disparaissait pas et il me tenait toujours en respect au bout de son arme. Je n'en menais pas large. J'eus la chance que survint à ce moment-là un jeune garçon dont nous avons fait la connaissance la veille. C'était un "réfractaire" qui, pour éviter le service du travail obligatoire en Allemagne, était venu se cacher dans une cabane proche de "notre" bergerie. A plusieurs reprises ce garçon répéta à l'homme à la mitraillette : "Camarades, ce sont des camarades", m'expliquant à moi que j'avais à faire à un maquisard, un Espagnol qui "comprendait très mal le français" ! Mais l'Espagnol n'était aucunement convaincu ; en tout cas rien ne se modifiait dans son attitude menaçante.

Heureusement apparu à ce moment près G. qui revenait de faire quelques emplettes à l'Hôtellerie. Il comprit tout de suite de quoi il retournait. "Où est ton chef ?" demanda-t-il à l'Espagnol. Celui-ci, sans répondre, lui montra une direction et lui colla dans le dos la mitraillette comme il me l'avait fait précédemment.

G. revint sur la fin de la matinée. "Cet imbécile, nous raconta-t-il, m'a fait parcourir un kilomètre les bras en l'air pour me conduire à un officier FFI". A ce dernier G., outre son nom et sa qualité, avait décliné les noms et qualités de ses amis de la Résistance. L'officier s'était excusé de l'incident en expliquant "qu'on" avait dit aux maquisards que des soldats allemands déguisés en civils s'étaient cachés dans la bergerie que nous occupions, G. comprit que cette "dénonciation" avait été le fait du propriétaire de la bergerie, fâché qu'on la lui eut réquisitionnée et qui avait voulu se

venger de cette façon qui aurait pu dangereusement (*deux mots manquants*).

Les autres incidents du séjour à Sainte Baume furent moins périlleux, mais tout autant symptomatiques de l'époque que nous vivions alors. Parmi les pensionnaires de l'hôtellerie où nous prenions nos repas, s'exhibait un jeune garçon d'un physique assez flatteur, fort entouré de jeunes filles et appartenant à ce genre d'homme que vingt ans plus tard on devait appeler *play-boy*. Athlétique, toujours torse nu, on le trouvait le plus souvent juché sur une énorme moto (comment il se procurait l'essence, personne ne le savait). Un matin, il apparut, tout pétaradant et se tailla un petit succès en annonçant l'arrivée proche des "troupes de libération". Peu après, en effet, arriva une jeep avec deux sous-officiers et deux hommes : des Français. Le commandement allié n'avait pas juger nécessaire de déplacer davantage de force pour "libérer" la Sainte Baume ! D'ailleurs, aux quelques filles qui les entouraient en caquetant et en les interrogeant au sujet de la stratégie des opérations l'un des militaires de la jeep se borna à demander : "Où peut-on avoir du vin ?".

Le même jour, Charles arriva à bicyclette. Il nous raconta ce qu'avait été la "libération de La Penne", dont l'épisode le plus atroce s'était déroulé lorsque les religieuses du coin - des sœurs de la charité ? - avaient désigné aux "libérateurs" les filles du village coupables d'avoir "couché avec des Allemands" et qui, sur le champ, furent tondues et promenées dans la rue sous les quolibets, les injures et les menaces. A la fête et au bal du soir, lorsque d'autres filles mieux inspirées s'égayèrent dans la colline en compagnie de sous-officiers indigènes des Tabor<sup>17</sup>, elles n'eurent pas droit à la même sévérité : chauvins mais pas racistes !

Toujours dans la même journée, G. nous apprit que le chanoine P. qui était à l'époque le directeur des frères Dominicains de Saint Maximin-la Sainte Baume invitait les sous-officiers venus en jeep, ainsi que plusieurs de leurs camarades, à une sorte d'apéritif d'honneur. G. nous suggéra de nous mêler à ces derniers : avec nos shorts kaki et nos anoraks de montagnes, on nous confondrait facilement avec les militaires. De toute façon nous n'eûmes aucune difficulté à nous infiltrer dans le glorieux détachement car le chanoine ne songeait nullement à filtrer ses invités. J'ai gardé un souvenir précis de ce que je vis et entendis ce soir-là car j'y appris, en un clin d'œil, énormément de choses.

Pour retrouver la date exacte de cette petite cérémonie, il me faudrait me reporter à la chronologie de la libération de Paris. C'est ce soir-là en effet qu'écoulant la radio pendant le moment qui précéda les libations offertes par le chanoine, j'entendis les toutes premières nouvelles communiquées au sujet de ces événements.

Le lecteur d'aujourd'hui, certainement saturé des évocations officielles de ces "glorieuses journées" et blasé sur la portée des formules dithyrambiques d'usage pour ces évocations s'étonnera à coup sûr quand je dirai, ... l'étonnement, l'écœurement, qui furent les miens lors de cette audition au cours de laquelle j'entendis pour la première fois cette terminologie faussement révolutionnaire qui parvenait à travestir des *faits de guerre* en actes subversifs. C'est qu'à cette époque-là les bardes officiels ou officieux de l'épopée patriotique ne s'étaient pas encore approprié le vocabulaire de la Révolution. Quant à expliquer comment et pourquoi ils purent le faire en ces sanglantes journées d'août 1944, cela exigerait tout un long commentaire.

Le poste radio du père P. relatait donc la "grève insurrectionnelle" des Parisiens. Qu'on put parler de grève dans la capitale où toute activité économique était suspendue, cela n'était même pas discutable. Qu'il y eût insurrection, puisque les FTP avaient occupé la préfecture de police et

---

<sup>17</sup> Troupes marocaines qui faisaient partie du corps d'armée débarqué à Fréjus ; elles s'étaient signalées durant la campagne d'Italie par les actes de viol et de pillage perpétrés sur l'habitant, ... et qui leur étaient **permis** !

ouverts des tirs de harcèlement contre les détachements allemands, cela ne faisait pas davantage de doute. Mais pour nous - pour Charles et pour moi qui, côte à côte, qui écoutions le poste - ces deux termes associés n'avaient jamais trouvé d'autre usage que dans les appels enflammés en faveur de la **révolution sociale**, de l'attaque et de la destruction de l'Etat, de la dissolution des institutions existantes et de l'érection d'organes ouvriers de pouvoir. La grève insurrectionnelle, pour nous ne pouvait éclater que sous les plis du drapeau rouge et non sous ceux du drapeau tricolore !

Au but de quelques instants, les sons nasillards qui sortaient de cette boîte désuète nous étonnèrent moins qu'ils ne nous atterrirent. Charles et moi comprenions le sens total de ce pillage terminologique. Ce qui était arraché sans retour à notre vieux rêve, ce n'était pas seulement la perspective des événements, que nous savions bien détournée pour longtemps, sinon pour toujours, de la seule émancipation qui fût pour nous authentique, mais aussi la symbolique même de cette émancipation. On nous avait volé, non seulement la chance de la Révolution, mais même les mots pour l'invoquer ! Déjà le pétainisme s'en était annexé le terme générique. Déjà la propagande vichyssoise, pour l'usage de sa campagne contre les "terroristes", avait pillé le vocabulaire de l'opposition communiste de gauche : complice de la répression nazie, elle avait eu le front de reprendre à son compte le nom infâmant que les trotskystes utilisaient pour désigner leurs assassins de Moscou. "Alerte au cancer du terrorisme stalinien", voilà ce qu'on avait pu lire sur la tristement célèbre *affiche rouge* qui reproduisait les photos des premiers fusillés pour "attentat contre les militaires allemands" ! Mais l'efficacité de cette "récupération" terminologique plafonnait dans les limites du discutable : seules les couches les plus bigotes de la population avaient cru en la "révolution nationale" de son sénile maréchal ; quant au terme de "stalinien", si grand était alors le prestige de l'URSS auprès des ouvriers, si peu connu l'envers criminel du "paradis soviétique" qu'il demeurait fort improbable qu'il fût pris dans un sens péjoratif.

Autrement significatifs et percutants s'avéraient les "détournements terminologiques" d'août 1944 ; ils étaient le fait de partis politiques qui avaient l'oreille des travailleurs, ils mariaient à la lutte patriotique d'union sacrée une consonance qui n'avait gagné son audience que par son antagonisme : la lutte de classe. A propos de la guerre d'Espagne, j'ai déjà fait remarquer plus haut que, même parmi les non-conformistes d'extrême gauche, rares avaient été ceux qui comprirent que désormais insurrection armée et renversement violent du pouvoir n'étaient plus forcément synonymes de révolution émancipatrice. Au moment de la Libération, cette nouvelle donnée se voyait confirmée brutalement et totalement. Que nous apprenions donc ces nouvelles entendues dans le petit local dominicain de la Sainte Baume, sinon que cette "récupération" était parachevée : la *forme* prise par l'étape finale de la guerre contre l'Allemagne - c'est-à-dire les combats de rue, les bouteilles d'essence enflammées lancées contre les tanks par des *civils* non encadrés militairement - accréditait, auprès des ouvriers et militants de base, la propagande et les événements aidant, l'idée que cette guerre avait pris une tournure révolutionnaire dirigée contre l'ordre existant, tandis que ses véritables objectifs - la défaite du Reich et le retour aux institutions parlementaires - rassuraient le conservatisme latent des autres classes sociales ou du moins de leurs esprits les plus clairvoyants.

Tout cela, je le compris alors d'une façon fulgurante en même temps que je réalisais soudainement combien, en dépit de mes prétentions à la compréhension du fait politique et d'une lucidité relative par rapport à "l'opinion courante", j'avais été extérieur au mouvement qui se tramait durant les mois conspiratifs pendant lesquels les gens écoutaient peureusement et en cachette les mystérieux messages de la BBC. En ce mois d'août 1944, la radio me révélait soudain tout l'envers de ce décor. J'appris à l'improviste la part considérable prise par les postiers de la capitale dans l'insurrection parisienne. Ainsi, c'était dans ma propre corporation, chez ces agents, manutentionnaires ou auxiliaires, qui ne parlaient avec moi des événements politiques ou militaires qu'avec une prudence évidente, qu'avait mûri cette énorme révolte. Je savais bien entendu qu'il

existait parmi eux des "résistants", qu'ils pratiquaient des sabotages, voire même procédaient à des exécutions sommaires de fonctionnaires allemands ou vichyssois. Tout au moins je ne pouvais ignorer que nombre de mes camarades de travail approuvaient de tels actes. Mais je pensais que la participation ou la sympathie affichée n'étaient le fait, en cette matière, que d'un petit nombre d'individus politiquement engagés et agissant en dehors de la grande masse qui semblait bien, elle, indifférente. J'apprenais tout à coup que cette indifférence n'était que simulation, qu'elle cachait une approbation profonde, une adhésion totale, en un mot que la foule était tout entière du côté des "libérateurs" !

A vrai dire, je sais aujourd'hui que les choses n'ont pas été si simples. Dans la réalité, "l'opinion publique" - cette donnée si vague mais dont la manifestation est parfois si brutale - n'a basculé du côté de la Résistance et de la France libre que lorsque la défaite allemande était devenue une certitude. Il n'en demeure pas moins que cette adhésion a été unanime et c'était la révélation de ce phénomène qui me prenait de plein fouet dans la bibliothèque du père P., ..., en ce coin tranquille et oublié de la Sainte Baume.

Quiconque se découvre totalement *extérieur* à une vague de fond de cette importance ressent malgré lui comme un vague sentiment de culpabilité. Dans mon cas, le mobile était exclusivement *objectif* ; je n'avais pas le moindre regret de n'avoir pas partagé cette haine des Allemands que je sentais sourdre de tous les discours et récits dont était faite l'émission entendue qu poste de radio. Bien au contraire j'étais révolté par l'efficacité de cette mystification qui avait rendu *populaire* la guerre atroce grâce à laquelle le système social existant s'était perpétué, ... et se promettait encore de belles décennies de misère et d'horreur. Mais je ne sentais que trop bien qu'une telle conscience des choses était impossible chez tous ces exaltés de la victoire patriotique et qu'à leurs yeux elle ne pouvait signifier qu'une criminelle trahison de leur cause sacrée. Et je réagissais déjà comme si mon opinion intime devenait apparente, me trahissait déjà, me désignant implacablement à la vindicte d'un univers fanatisé. En un mot, j'avais peur de ce que je ressentais et de la transparence à cet égard de mes yeux et de mes gestes.

Cependant, ce soir-là, étant donné le petit nombre de personnes présentes dans le local du père P. rien ne justifiait encore cette peur qui ne frôla donc pas la panique comme cela faillit être le cas les jours suivants quand je fus mis au contact direct de la *foule*. Et ceci me permit de suivre avec calme et lucidité les incidents de la conversation entre le directeur des Dominicains et ses invités militaires. Quant tout le monde fut installé, le chanoine fit circuler verres et liqueurs comme s'il s'agissait tout simplement d'un banal apéritif dégusté entre gens de bonne compagnie. En réalité il s'installa comme un président de séance et développa un véritable exposé en présence duquel les autres en étaient tenus par force à se limiter à de courtes objections. Son aisance frôlait le cynisme et c'est ce qui me frappa dès le début de son discours. Après tout, en France, l'Eglise avait soutenu à fond Pétain. Or pour ces gens qu'on trouvait là dans cet auditoire, et qui avaient en quelque sorte traversé la mer l'arme au poing, le Maréchal ne pouvait être que l'allié ou le complice des Allemands. P. n'en parlait pas moins comme si ses interlocuteurs et lui eussent toujours été *du même côté*, séparés seulement par leurs places respectives sur le terrain de combat et d'autant plus heureux de se rencontrer pour établir le bilan de leur lutte commune. En un mot le chanoine essayait d'illustrer comment, lui aussi, avait harcelé et persécuté "l'occupant". J'ai oublié les détails de son argumentation, mais j'ai très bien retenu la loufoquerie et le mauvais goût qui caractérisaient son premier et probablement unique exemple "d'action" contre les Allemands : il leur avait vendu du saucisson avarié qui, très certainement, avait dû leur occasionner des coliques !

Bien entendu ce trait qui était un peu gros de faire passer pour un "acte de résistance", P. s'efforçait d'en noyer le caractère dérisoire dans le ton général qu'il observait - celui d'une grosse farce rabelaisienne. A ces gens qui venaient de risquer gros dans la première partie de leur périple et qui, dans la seconde, étaient appelés à affronter des situations encore plus meurtrières, le

chanoine racontait sa propre "guerre" comme un chapelet de bonnes blagues jouées par la malice gauloise à la lourdeur teutonique.

Il est probable que le pétainisme ecclésiastique, tel que le représentait P. n'avait guère d'autre carte à jouer pour tenter de prendre le vent et se concilier les "libérateurs" dès ce premier contact avec eux. Sa conclusion n'en apparut que plus impudente : il faut respecter le Maréchal, dit P. parce qu'il a sauvé les meubles et gardé la maison. En me remémorant cette formule, je pense tout d'un coup qu'il est paradoxal que, tout en recouvrant la plus nue des vérités objectives, elle soit apparue ce soir-là totalement déplacée. L'explication c'est que cette valeur d'objectivité, elle ne l'acquiert que dans l'énonciation complète de l'entière mystification - du point de vue de la conservation capitaliste, Pétain a sauvé ce qu'il pouvait des intérêts français face aux Allemands comme De Gaulle, de son côté, s'est efforcé de le faire face aux anglo-américains - et non dans le cadre d'une surenchère au cœur de la mystique idéologique de la Libération.

Comme c'était précisément dans ce cadre-là que P. devait opérer son délicat manège, une gêne évidente plana dans le silence qui succéda à son discours. Et pourtant, peut-être parce que ces militaires - la plupart Français originaires d'Afrique du nord - ne se sentaient pas réellement chez eux sur le sol de la métropole, il n'y en eut qu'un seul parmi eux à relever sur un ton vraiment critique les arguments du chanoine. Il fut assez bref puisqu'il rejeta la version d'un Pétain "résistant caché", mais s'étendit plus longuement sur son expérience propre qu'il espérait bien, déclara-t-il, ne pas voir se répéter en plus grand en France. A Casablanca, où il avait toujours vécu, il était connu pour ses opinions "de gauche". Pour cette raison, les administrateurs français le persécutèrent incessamment durant toute l'époque du gouvernement de Vichy : ils le jetèrent même en prison. Ce qui ne les empêcha pas, au moment du débarquement allié au Maroc de rallier sans histoire le point de vue des nouveaux maîtres ; ils ne furent aucunement inquiétés pour les actes de répression qu'ils avaient commis et sont celui qui parlait n'évita les séquelles qu'en s'engageant dans le contingent militaire gaulliste.

Bien que cette intervention eut l'approbation tacite des autres sous-officiers présents, qui hochèrent la tête à plusieurs reprises à l'évocation des misères qu'ils semblaient avoir eux-mêmes bien connues, sinon partagées, aucun d'entre eux ne prit la parole à son tour pour appuyer ce qui venait d'être dit. Je crois me souvenir que P. s'en tira par une diversion : il proposa à ses invités d'écouter un petit récital de piano que leur offrait le père du jeune play-boy à la moto dont j'ai parlé plus haut. Autant que je pus en juger, cet homme élégant et distingué n'était pas un mateur. Peut-être s'agissait-il d'un virtuose - un étranger comme le laissait supposer son accent - "replié" dans l'ex-zone libre. La fin du morceau fut accueillie par des applaudissements polis mais nullement enthousiastes, soit que les mélomanes ne fussent pas représentés chez les "libérateurs", soit qu'ils n'eussent guère l'esprit à la musique et que le discours de P. ne leur eut pas remonté le moral. Le chanoine pour lever la séance s'enquit du moment du départ des militaires. Il lui fut répondu que ce serait dès le lendemain matin de très bonne heure. A ce moment-là un jeune sous-officier qui n'avait pas dit un mot jusque-là demanda à brûle-pourpoint au pianiste : "viendrez-vous avec nous Monsieur ?". Son interlocuteur, nullement gêné, lui répondit avec son sourire le plus suave : "Ce n'est héla plus de mon âge, mon cher ami". Et sur ces mots courtois mais fermes finit la soirée du père P. (j'appris plus tard que les astuces de sa diplomatie politique ne lui avaient pas épargné d'être mis à l'écart de la fonction municipale qu'il détenait sous Vichy).

Les jours suivants furent ceux du vrai plongeon dans le climat hypertendu et ultra patriotique qui était celui de la Libération. Ce que j'avais senti et compris dans le local du chanoine P. s'amplifiait à un tel point qu'il me semblait vivre dans un pays étranger. Dès que cela fut possible, laissant Yolande à la Sainte Baume, je me rendis à Marseille pour rassurer ses parents. J'empruntais un camion militaire jusqu'à La Penne où je fis escale une nuit en repartant le lendemain par le tramway qui avait repris ses services normaux. A Marseille Gare, on me confirma que j'étais en

congé régulier et que j'avais le droit d'en bénéficier jusqu'à son terme, le trafic postal étant à peine rétabli : les diverses sections du Centre étaient toujours installées dans l'école de la rue de la Loubière en attendant que le local situé près de la gare fut remis en état. Je retournais à La Penne en tram et de là, empruntant la bicyclette de Charles, poursuivais jusqu'à la Sainte Baume rejoindre Yolande avec qui je coulais encore quelques jours tranquilles.

De retour à Marseille, les premiers moments furent peu agréables. Nous habitions le même immeuble que les parents de Yolande et si, avec ces derniers j'étais en excellents termes, il n'en était pas de même avec leurs amis et voisins, gaullistes fervents dont le nationalisme borné se conciliait fort bien avec le chauvinisme stalinien de mon beau-père. Ces gens-là nous accueillirent avec des moqueries, traitant d'une façon paternaliste et difficilement supportable la peur qui nous avait fait fuir les moments grandioses de la Libération. Cette attitude était très ulcérante, mais il faut avouer que nous étions bine aise de voir épingler notre seule couardise et ignorer notre répulsion pour le fait d'arme - répulsion qui, dans le climat régnant d'alors, serait apparue plus que suspecte. C'est à cette époque qu'a mûrie en moi cette curieuse sensation que, faute de terme mieux approprié, j'identifierai à une sorte de *complexe de culpabilité* à l'égard de ce qui était à l'époque l'opinion commune. Je haïssais cette sinistre mascarade patriotique qu'il fallait alors vivre et partager. Je savais très bien qu'elle n'avait qu'un seul but : procurer à la vieille société de misère et de sang, un travestissement idéologique renouvelé au prix d'un bain de souffrance. Cette mystification m'était insupportable et, pourtant, il me fallait m'y plier. Mais je savais que je le faisais mal. Mon dégoût pour mon propre comportement était si profond qu'il me semblait impossible que mon visage n'en portât pas quelque reflet. Bien que je me tins dans une réserve de langage extrêmement prudente, j'avais peine à croire que les autres ne puissent lire en moi. Et ma crainte à cet égard se mêlait d'une façon inextricable à mon mépris pour l'aveuglement général que je voyais régner autour de moi.

Il n'y avait guère qu'une personne, en dehors de Yolande, de Charles et de François Cr. Avec qui je pouvais m'exprimer librement : mon beau-frère sur qui je soulageais ma bile au spectacle de l'immonde comédie politique à laquelle se livrait, plus particulièrement à cette époque-là, le parti dit "communiste". J'ai quelque remord aujourd'hui, lorsque je me rappelle la violence avec laquelle je lui reprochai chacun des actes par lesquels le parti de Thorez s'affichait patriote obscène et chauvin haineux. Mon beau-père ne me tenait aucune rigueur de cet emportement ; jamais il ne me témoigna la plus légère colère, la moindre ombre de rancune. Sans doute pensait-il que ma violence était un trait de jeunesse. Mais je crois surtout qu'il avait pour moi une affection qui le faisait passer sur tout. Il m'a fallu avoir un fils, le voir grandir, me trouver potentiellement en conflit avec lui, pour comprendre qu'on puisse donner à ce type d'affection une telle puissance que tout le reste, désaccords, éclats, n'occupe plus qu'un rôle tout à fait secondaire. Je me suis souvent demandé si, pour mon beau-père, je n'ai pas été un fils, aussi authentique sinon davantage que le sien.

### **Premières notes sur le climat politique après 1945**

A Marseille Gare, par contre, la discussion politique n'allait pas sans contreparties plus redoutables. Je ne m'y hasardais guère durant les 3 premiers mois qui suivirent la Libération : mais mon désaccord avec les staliniens, même s'il n'était pas formulé, n'en était pas moins discernable. D'ailleurs les gens de la cellule locale avaient un flair spécial pour déceler les non orthodoxes. Aussi me considéraient-ils d'un air soupçonneux qui frisait souvent la provocation. Dès après la "libération" de Marseille, ils avaient acquis dans les structures d'autorité de l'établissement une place qui, pour n'avoir eu qu'une durée éphémère, n'en fut pas moins de première importance. Au premier degré, le centre de tri était sous l'autorité directe du Chef de Centre ; au second degré sous celle du Directeur de la Ligne des Ambulants de la Méditerranée. Pour diverses raisons, parmi lesquelles la promiscuité des locaux respectifs, l'habitude avait été prise, à Marseille Gare,

d'avoir les visites journalières du Directeur de la Ligne et de ses Inspecteurs, d'en recevoir ordres et directives, de leur obéir par-dessus la tête pour ainsi dire du Chef de Centre. Cet usagé consacré par le temps fut sérieusement bousculé par les incidences de la Libération. D'abord, il y eut l'arrestation par les Milices Patriotiques, du Chef de Centre en place en 1944. C'était un homme borné, autoritaire, passablement hautain. A ce titre sa mésaventure n'inspira guère de commisération. Il n'en demeure pas moins que l'intimidation et les menaces dont il fut l'objet n'avaient aucun fondement ; leur véritable mobile était la vengeance personnelle d'un agent du centre que la fanfaronnade conduisit à des actes qui auraient pu devenir très graves (à la tête de ses compères des Milices Patriotiques du quartier, il interpella sa victime, feignis de la faire exécuter pour, finalement, la consigner à la prison des Baumettes). Gardé là quelques jours, l'ex-Chef de Centre fut relâché, blanchi de toute inculpation et réintégré dans ses fonctions. Il refusa de revenir à Marseille Gare et termina sa carrière à Paris. Il y eut ensuite le cas du Directeur de la Ligne que sa situation précaire tint longtemps effacé : menacé par la Commission locale d'épuration - bien que sans plus de preuves que dans le cas précédents - il bénéficia des dépositions en sa faveur de 2 membres influents des Milices Patriotiques - précisément ceux qui avaient procédé à l'arrestation du Chef de Centre. Ce dernier étant remplacé par un chef de brigade ambulante à la retraite, que sa qualité de "résistant" avait seule désignée pour cet intérim, la seule autorité effective fut à un moment, littéralement partagée entre lui et la cellule stalinienne de l'endroit. Il s'agissait d'ailleurs d'une remise en marche de routine ; le service reprenait cahin-caha conservant toutes les mauvaises habitudes acquises pendant la guerre. Devant le verre de pastis quotidien, une sorte de petit comité dans lequel figurait autour du Chef de Centre par intérim, les plus grandes gueules de la cellule, décidait des décisions à prendre pour parer au plus pressé.

J'ai dit combien j'avais été surpris par l'unanimité de l'enthousiasme de la Libération lorsqu'il était le fait des gens de la rue. Au cœur de Marseille Gare, l'état d'esprit, apparemment était le même. Mais, je m'aperçus bien vite que la grande part qu'y prenaient la crainte et l'intimidation. Soit que l'engouement du début ait été, au moins en partie forcé, soit que, sincère, il se trouva rapidement érodé par les mauvaises conditions de vie et de travail, il devint évident que le retour à la discipline du travail et l'accueil réservé aux raisons idéologiques exaltant ce retour restaient purement et simplement *subis*.

Sur le plan matériel, en effet, rien n'avait changé depuis l'évacuation de la France par les Allemands. Les rations alimentaires demeuraient outrageusement insuffisantes (la carte de pain demeura en vigueur deux ans après la signature de la paix). Seul le marché noir offrait une variété plus grande de produits, puisque désormais alimenté par les conserves US dont les militaires américains faisaient le trafic. J'avais beau jeu, sur ce point, de me moquer des illusions toutes fraîches de mon beau-père : lors de l'arrivée des alliés, celui-ci n'avait-il pas eût la naïveté d'affirmer qu'immédiatement après le débarquement des homes et du matériel arriveraient "des bateaux entiers de farine" ? En fait, on était toujours réduits, dans le meilleur des cas, à se contenter de ces exécrables boîtes de "beans and vegetables" achetées à un prix exorbitant.

De plus, à Marseille, les conditions de travail étaient rendues intenable en raison du froid. L'hiver 1944-45 fut très rigoureux. Nous avions réintégré le local ébranlé par les bombardements du 28 mai et où n'avaient été effectuées que des réparations sommaires. Par exemple, la plupart des vitres, brisées par les déflagrations, avaient été remplacées par des feuilles de papier translucides que le mistral eut tôt-fait de mettre ne lambeaux. Il entra donc un air glacial par toutes les fenêtres tandis que, faute de charbon, les radiateurs demeuraient tout autant glacés qu'aux jours les plus sombres de l'occupation. Pour essayer de trouver un peu de chaleur, surtout la nuit<sup>18</sup>, nous en étions réduits à brûler dans des braseros improvisés des boules d'une ficelle en papier qui, depuis

---

<sup>18</sup> Le service de nuit, supprimé lorsque Marseille Gare s'était installée à l'école de la rue de la Loubière, avait été rétabli dès le retour rue Honorat. Tous les agents masculins y étaient affectés. Seules les auxiliaires femmes travaillaient en service de jour.



1942, avait remplacé la ficelle de chanvre. Enduite de colle, cette ficelle se consumait en dégageant une odeur pestilentielle et une non moins insupportable fumée.

Contre ce régime et ces conditions, les protestations commençaient à sourdre et ce avec d'autant plus d'aigreur que la section syndicale reconstituée après la Libération se nourrissait bien plus de discours patriotiques que des échos du mécontentement du personnel. Elle alla même jusqu'à dénoncer une grève ayant éclaté à Lyon Gare comme un acte de "saboteurs qui poignardent dans le dos nos vaillants FFI". Cette formule indignée rencontrée sur un tract de la section de Marseille Gare fut pour beaucoup le premier contact avec le *vrai visage* de la CGT ressuscitée. Ce visage ne me surprenait pas : je savais que les antifascistes et patriotes forcenés qu'étaient devenus les membres du PC et leurs acolytes de la Confédération ne pouvaient matériellement pas suivre d'autre ligne que celle d'un jusqu'aboutisme et de la répression. Si j'en avais d'ailleurs douté, j'aurais été clairement édifié par une déclaration que m'avait cyniquement faite, peu de mois avant le débarquement allié en Provence, le futur responsable de la section syndicale de Marseille Gare : "nous allons nous rendre impopulaires, m'avait-il dit, parce que qu'aux revendications les plus légitimes, il nous faudra opposer une politique de sacrifice". Les faits allèrent tout de suite au-delà de cette prévision.

Mais pour les naïfs qui avaient cru que la Libération leur apporterait "bien-être et liberté", la désillusion fut rude. Ils commencèrent assez vite à s'étonner, interroger et maugréer. C'est à partir de ce moment-là qu'il me devint possible de dire et d'expliquer autour de moi ce qui était pour moi le pourquoi des choses et événements. Nous nous trouvâmes quelques-uns à nous poser, d'une façon très vague sans doute, en posture de contestation vis-à-vis des responsables politiques et syndicaux staliniens. Le ciment de ce pseudo groupe c'était essentiellement l'ingrate situation commune de ses membres : nous étions tous affectés au service de nuit dont j'ai déjà dit la dureté et, surtout, nous ressentions tous, avec la même conscience précise, l'indifférence que témoignaient à notre égard ceux qui étaient censés nous défendre et qui passaient leur temps à pérorer au siège de la cellule ou à faire les beaux parmi les femmes du service de jour. Quelque chose, dans notre groupe trahissait un esprit marginal avant la lettre. Notre psychologie était beaucoup plus près de celle du truffion qui essaie, sans le moindre scrupule de tirer profit de tout que celle des suiveurs hypocrites qui affectaient d'accepter de tout cœur la formule à l'ordre du jour : "produire avant de revendiquer". Nous manifestions donc un souverain mépris pour tous les échos d'une telle propagande et notre rancœur nous dispensait de tout remords à l'égard des procédés discutables auxquels nous avions recours pour adoucir nos conditions de travail. Ainsi, certains soirs de décembre 1944, comme la lutte contre le froid était notre préoccupation primordiale et qu'il fallait donc, dès la prise de service, en vue de la pause de minuit, découvrir quelque chose à brûler dans notre brasero improvisé, le plus farfêlu de notre petite bande - un manutentionnaire qui alliait à sa simplicité d'arrière un rude bon sens pratique - s'empara d'un buffet en bois destiné au receveur de Tarascon et que nous eûmes toutes les peines du monde à l'empêcher de le mettre en pièces !

Autour du brasero, pendant la pause, c'était d'ailleurs là que se tenaient les conversations les plus animées et que convergeaient les protestations de ceux que les lendemains de "victoire démocratique" décevaient de plus en plus. C'est aussi là que le hasard me fit assister à la première grande "question théorique" que soulevait le passage du PCF du côté du conformisme social et du « légalitarisme » politique. Il y avait en présence ce soir-là, démocratiquement réunis autour des braises de la ficelle de papier, le chef de section qui dirigeait l'entière brigade de nuit et un chargeur bien connu pour un militantisme intempestif qui se doublait d'une ignorance d'autant plus agressive. Caplat, le vieux chef de section, avait sans doute milité dans les rangs du syndicalisme réformiste d'avant-guerre - tout au moins en avait-il attentivement suivi les péripéties. Aussi est-ce avec une clarté dans les termes dont le souvenir me surprend encore aujourd'hui qu'il posa la question de fond concernant l'orientation nouvelle affichée par les

communistes depuis l'entrée en guerre de l'URSS. Je revois encore ses petits yeux qui pétillaient de malice lorsqu'il interrogea son interlocuteur à brûle pourpoint de la façon suivante : "Avant la guerre, vous nous répétiez continuellement que c'était trahir les intérêts des ouvriers que de leur laisser croire que l'amélioration de leur sort était possible et garantie par le jeu des mécanismes parlementaires, qu'une telle amélioration ne pouvait être définitive et sûre qu'avec la destruction violente de l'Etat démocratique. Aujourd'hui, au contraire, vous demandez aux travailleurs des tas de sacrifices pour défendre ce même Etat, vous dites que la démocratie est une conquête qu'il faut sauvegarder; qu'elle est indispensable pour aller au socialisme, etc. vous abandonnez donc l'idée de Révolution ?".

Je connaissais à l'avance ce que l'interlocuteur de Caplat devait répondre à cette question ; je savais déjà par cœur l'argumentation en faveur des "voies nouvelles" du socialisme, des "possibilités" inédites qu'ouvrait la victoire remportée sur le fascisme. Aussi n'était-ce guère le discours du chargeur qui m'intéressait, mais bien plutôt la lueur ironique qui luisait au fond des yeux de Caplat, tandis qu'avec une politesse un tantinet méprisante il semblait accepter comme argent comptant les gros mensonges qui revenaient avec une monotonie à la une quotidienne de "L'Humanité" ou de "La Marseillaise". Je n'aurais jamais pensé que sous le conformisme professionnel et le corporatisme étriqué que Caplat portait comme un uniforme, subsistait si précise la notion de la grande alternative du siècle.

Cependant, autour du brasero ou pas, la controverse naissante avec les staliniens ne restait toujours pas confinée dans des limites aussi polies. A nous qui travaillions exclusivement la nuit, il devenait de plus en plus difficile de mettre la main sur le délégué syndical et surtout de le voir s'engager au sujet de nos revendications. Nous décidâmes donc de nous rendre "en masse" aux assemblées syndicales que, jusque-là nous boudions, surtout parce que nous gobergeant principalement de discours et d'admonestations, elles nous faisaient perdre une partie précieuse de notre maigre temps de repos que nous laissait notre service de nuit<sup>19</sup>. "En masse", c'est-à-dire le petit groupe de contestataires dont je parlais plus haut dans sa totalité. Tous n'étaient pas des "grandes gueules" comme celui que nous appelions "Calcélito", dont les origines camarguaises charriaient sans doute quelque relent de gitannerie qui s'accordait mal avec la morale austère proposée alors par les syndicats. Tous n'étaient pas avertis comme moi de ce que représentait le stalinisme. Mais il y avait par exemple Les..., un garçon intelligent, ancien "socialiste de gauche" auquel l'expérience des désillusions du Front Populaire avait appris à ne pas prendre pour argent comptant une démagogie du type de celle des "lendemains qui chantent". Il y avait aussi celui que nous dénommions "tintin", venu de ces milieux sociaux qu'a produit l'expansion industrielle autour de l'étang de Berre et à qui on ne pouvait faire prendre ni les canons pour du beurre, ni les heures supplémentaires pour des moments de loisir. D'autres encore, à défaut d'un appoint plus bruyant, nous apportaient l'encouragement de leur présence.

La première des assemblées syndicales au cours de laquelle nous avons décidé d'intervenir fut particulièrement explosive en raison du motif qui l'avait provoqué - et c'est peut-être parce que nous connaissions ce motif, ainsi que la conclusion révoltante que comptait lui donner le bureau syndical, que nous parvînmes à surmonter paresse et réticence, et à nous y rendre tous. L'avant-veille, au cours de notre vacation de nuit, "Calcélito" et moins avons été témoins, par le simple

---

<sup>19</sup> Notre roulement de travail était le suivant : 2 nuits de service (de vingt heures à six heures le lendemain), une nuit de repos. Il ne permet pas de véritable récupération car la journée qui suit la nuit "réparatrice" est déjà oblitérée par la prise de travail à 20 heures (il est en effet nécessaire, si on veut tenir le coup durant la nouvelle nuit de travail, de prendre quelques heures de repos l'après-midi). Ce service de "2 nuits sur 3" existait déjà avant guerre ; s'il était à cette époque considéré comme privilégié, c'est parce qu'il comportait certains avantages que la guerre avait complètement érodés : une indemnité pécuniaire, encore appréciable en 1939, mais qui, 5 ans après n'avait pas suivi le cours du prix de la vie ; tâche limitée à l'écoulement du trafic provenant des trains, à l'exclusion de l'énorme trafic **voie maritime** (distinction supprimée dès fin 1944) ; départ d'une partie des effectifs à 5 heures du matin (avantage également supprimé en 1944). Notre revendication à cette époque était la suppression des "2 nuits sur 3", leur remplacement par "2 nuits sur 4", service qui existait déjà dans les gares de Paris.

hasard de la disposition des places sur les lieux de travail, d'une conservation que tinrent l'inspecteur de la Centrale, Lachaise, le directeur de la Ligne, Bouvier et Malacamp, le secrétaire de la section syndicale. Ce trio, qui parcourait le centre de tri s'arrêta tout près de "Calcélito" et de moi. Nous pûmes très bien comprendre quel était le sujet de la discussion. Malacamp parlait des mauvaises conditions de travail et suggérait d'y apporter quelque amélioration, un aménagement du service de nuit. Lachaise répondit qu'il voulait bien examiner le projet de cet aménagement, mais qu'il faudrait auparavant ramener l'absentéisme à des dimensions plus modestes. Se tournant vers Bouvier, il lui demande s'il avait une idée pour y parvenir le plus vite. C'est là un type de riposte classique : on élude une revendication en lui opposant une défaillance du personnel qui met en cause le chef d'établissement. Mais Bouvier sut habilement détourner le trait : il indiqua qu'en raison de la position coopérante prise par les syndicats, c'était au responsable de la section à prendre une initiative qui, de toute façon, serait alors mieux reçue qu'une admonestation administrative.

Et voilà ce qui nous amenait dans l'ambiance surchauffée de l'assemblée syndicale : notre Malacamp n'avait rien imaginé de mieux que de nous faire voter - à l'unanimité, il y comptait bien - une motion condamnant les "mauvais travailleurs" qui feignent d'être malades au moment où il s'agit de reconstruire la France, de restaurer les bases économiques de la démocratie, etc. Comme il craignait toutefois que sa formule ne soit pas très bien accueillie par des gens qui ne mangeaient toujours pas à leur faim et se gelaient durant leurs dix heures de travail, il avait ajouté à sa condamnation des "feignants" celle des voleurs (car le taux des disparitions, dans la masse des paquets confiés à la Poste, demeurait élevé)<sup>20</sup>.

Cette attitude surprenante de la part d'un organisme fondé pour défendre la *force de travail* et non l'intégralité du produit de son application aux conditions modernes, nous apparaissait d'autant plus scandaleuse qu'à la fin de la guerre, à côté des dérisoires "prélèvements" opérés par quelques ventres vides, il existait un trafic à des fins lucratives qui alimentait les réserves des commerçants du marché noir. Plus d'un an après la guerre, il arrivait d'Abidjan, par chaque bateau desservant la côte d'Afrique des centaines de sacs dont chacun était rempli de paquets-poste de 3 kilos contenant tous du café et tous adressés *aux mêmes destinataires* (2 ou 3 noms se partageaient chaque expédition). Ceux de ces paquets qui se crevaient en cours de manipulation étaient si nombreux qu'on racontait que le café qu'ils contenaient, torréfié par les soins de la cantine-coopérative du bureau, servait à confectionner toutes les consommations de ce type. On tolérait cet "abus" tout comme, à "l'extérieur" on fermait les yeux sur le trafic que je viens d'indiquer. Mais par contre, on était sans pitié pour le lampiste. La police avait déjà cueilli, à la sortie du travail, quelques pauvres diables qui s'étaient rendus coupables de menus larcins - l'un avait chipé un paquet de gauloises, l'autre détenait dans ses poches une poignée de riz, glanée grain par grain toujours sur les tables d'ouverture - et ils avaient été immédiatement mis à la porte, ...

Connaissant bien toutes ces choses, notre petit groupe "contestataire" fut unanime à protester contre la motion qui nous était soumise par le bureau syndical - ce qui provoqua une tempête d'injures sur les bancs des staliniens. Comme je fus le plus virulent et le plus précis dans mon intervention contre la motion, j'eus droit à la réaction la plus violente et la plus haineuse. J'avais exposé brièvement que le rôle du syndicat était de défendre le salaire et l'amélioration des conditions de travail, et non de faire la police contre les charpardeurs : si on désirait parler de **vol** dans une motion syndicale, le premier voleur à dénoncer était l'Etat-employeur qui exigeait toujours plus d'effort dans des conditions toujours plus mauvaises contre un salaire défavorisé,

---

<sup>20</sup> Le développement du vol dans les services postaux mérite un petit historique. Après la guerre, il n'existait pratiquement pas. La période des restrictions, avec la faim endémique qui tenaillait les agents alors qu'ils avaient sous leurs yeux de nombreux paquets laissant échapper de la victuaille, modifia cet état de chose ; on commença par grignoter les débris de biscottes, les dattes, les figues sèches qui traînaient sur les tables d'ouverture ; les plus malins repèrent ensuite les paquets contenant œufs, beurre, lard, châtaignes et provoquèrent leur détérioration "accidentelle" en prélevant une petite dîme sur leur contenu. Enfin, avec le transit par voie postale des cartes d'alimentation, des bons d'essence ou de pneus, certains se spécialisèrent dans ce qui était devenu un véritable vol.

bloqué depuis 4 ans. J'avais à peine terminé cette pétition de principe qu'un stalinien "de la base" m'apostropha : "toi, me dit-il, tu ne dois pas aimer la propreté puisque tu acceptes de frayer avec des voleurs". La colère me souffla une réponse empoisonnée : on venait d'arrêter à leur domicile, pour vol et trafic de bons d'essence, trois agents appartenant aux "milices patriotiques" de Marseille Gare, truffées de staliniens. Je répondis : "si je n'aime pas la propreté, ce que je déteste c'est l'hypocrisie - surtout lorsque je la rencontre chez ceux qui se prétendent champions de la classe ouvrière et du socialisme. Vous, vous aimez la propreté ? Commencez donc par nettoyer devant votre porte ! Si vous voulez vous en prendre aux voleurs, c'est dans vos rangs qu'il faut les chercher ! Je ne les dénonce pas puisqu'ils sont déjà arrêtés, mais ce sont des membres bien connus de vos milices patriotiques !".

Je ne décrirai pas les rumeurs qui suivirent cette déclaration, les cris d'approbation de mes collègues du service de nuit, les injures provenant des rangs staliniens. Mais c'est probablement de cette assemblée générale que date mon identification par ces derniers comme ennemis à combattre sans scrupules des moyens. Ainsi, malgré mon absence totale de courage physique, la colère longtemps rentrée que je nourrissais depuis des années s'était exprimée presque en dépit de moi, et avait démasqué cette hostilité que j'avais jusque-là réussi à dissimuler.

Sur cette voie, de nombreuses péripéties m'attendaient : mais avant d'en égrainer le chapelet, j'éprouve le besoin de m'arrêter un instant sur la première de ces réactions en chaîne. Quand je repense à cette période de ma vie où, sans encore poursuivre un but précis, comme ce fut le cas dans les années suivantes. Je me mis tout à propos à donner libre cours à mon indignation contre ceux que je tenais responsables de mes peines et ennuis, à saisir toute occasion de protester contre le sort fait à notre génération, j'ai quelquefois l'impression d'un bavardage stérile et agaçant parce que, finalement, sans danger. J'allais à contre-courant il est vrai, en une époque où toute vérité était muselée, déformée, invertie, mais personne, au fond, ne me comprenait et c'est cela qui préservait mon intervention de tout risque grave. Je faisais scandale dans la sacristie stalinienne locale, où j'invectivais cette armée de faussaires et de menteurs qu'étaient les partisans de Thorez et Cie ; mais j'étais trop peu menaçant et trop peu suivi pour que les adversaires me fissent les menaces propres à donner à mon discours cette petite teinte d'héroïsme qui l'aurait, dans mon souvenir, sauvé de son allure d'aboiement impuissant. Bref, il me semble, avec le recul, qu'à cette époque, j'ai surtout été vain, prétentieux inintelligible.

Et pourtant, lorsque je me prononce ainsi, je sais commettre une véritable injustice, plus encore à l'égard du médiocre personnage que j'incarnais, à l'égard de l'ultime protestation - sourde, anonyme, silencieuse - que le dernier souffle du monde qui venait de s'éteindre élevait encore contre le monde qui naissait. Crier à la trahison à propos du stalinisme, c'était témoigner encore de l'existence défunte d'un mouvement qui avait porté les espoirs du siècle. Rétablir la réalité des faits en s'efforçant de déchirer le voile opaque des mensonges tirés sur elle par les hommes de Moscou, c'était faire pétition pour les vertus salvatrices de cette vérité. Sous la maladroite et peureuse protestation qu'élevait un garçon dont la caractéristique la moins discutable tenait à ce qu'il était dépourvu des moyens nécessaires à un tel acte, il y avait donc *plus* que la fronde d'esprit du personnage dont j'ai depuis le début montré la genèse à travers des épreuves parfaitement supportables, mais malgré tout fort édifiantes. Il y avait cette *non-résignation* à l'irréremédiable, cet espoir insensé en la victoire du meilleur sur l'inéluctable que les conditions du moment, en dépit de tout, laissaient encore apparaître *plausibles*.

Dans le sort de ma génération, le mien était loin de compter parmi les plus défavorisés : de bien des épreuves j'étais sorti indemne ; mais j'avais *tout vu* sous l'angle d'une authenticité dont la plupart de mes semblables étaient privés. Plus encore, avec les informations toujours plus nombreuses qui venaient compléter le tableau des horreurs de la guerre qui s'achevait, l'incroyable falsification dont j'avais compris le principe encore ignoré l'ampleur des effets prenait une

dimension hallucinante et terrorisante. Le journal "Carrefour" publiait le récit de la veuve du communiste allemand Neumann, rescapée des camps soviétiques. Elle révélait quel avait été le sort de ces communistes réfugiés en Russie et dont Staline avait fait cadeau à Hitler lors de la signature du pacte germano-soviétique de 1939. d'autres détails, au même moment, venaient préciser l'odieux système employé par Moscou pour ne laisser aucun soldat russe d'autre choix que l'offensive ou la mort. Les prisonniers français qui rentraient d'Allemagne racontaient la peur qui habitait les prisonniers russes à la seule idée de leur proche retour en URSS. Toutes les horreurs dont Soljenitsyne devait bien plus tard dresser le tableau méticuleux commençait à cette date à filtrer à travers l'euphorie de la victoire antifasciste et grâce aux rivalités qui se dessinaient déjà entre les vainqueurs, offrant diverses fissures de l'idéologie commune qui permettaient à tout esprit curieux (mais il y en avait si peu) d'approcher davantage de la vérité. A mon échelle extrêmement modeste, je visais, presque indépendamment de ma volonté, l'entière tromperie.

Tout de même. 35 ans se sont écoulés depuis l'époque dont je viens d'ébaucher le tableau et j'ai le devoir d'appliquer à l'examen de ma psychologie de 1945 des critères un peu plus sévères. La "table rase" faite à propos des vieilles "attitudes théoriques" et la méthode qui consiste à analyser le militantisme d'abord en fonction de la dimension de ses motivations me dicte de réduire de la façon suivante la définition de la personne que j'étais à l'âge de 25 ans : un mécontent et un traumatisé que de petites injustices quotidiennes sensibilisaient à une condamnation abstraite de l'ère des cataclysmes historiques réouverte par la guerre. C'est bien vers la fin de la guerre en effet que j'ai compris l'impuissance avérée contre l'irrésistible déchaînement, de toute idéologie, qu'elle fût humanitaire, pacifiste, révolutionnaire. La forme systématique et monstrueusement organisée de l'extermination nazie avait rendu dérisoire tout souhait d'un peu d'humanité, même et surtout du côté militaire qui s'en prétendait abusivement le dépositaire historique : en effet cette prétention hypocrite prenait une relative réalité par la réalité toujours plus exorbitante de son contraire chez "l'ennemi". Le refus de l'engagement armé, classique retranchement de l'antimilitarisme chevronné, avait perdu tout son sens quand la folie destructive s'était emparée de la moitié d'un continent. Quant à la reconduction de la classique perspective léniniste - démasquer le vrai visage d'une unité des appareils belligérants en leur opposant l'unité internationale de leurs victimes en révolte - elle était historiquement biffée avant même le début des hostilités puisque ce qui existait antérieurement comme base idéologique, politique, organique, d'une telle unité, oeuvrait déjà, de façon irrésistible et incontestée, en faveur du conflit fratricide, se préparant à basculer successivement *dans l'un puis dans l'autre des deux camps*.

Amputée de toute positivité, et même de toute vraisemblance, une protestation essentiellement morale comme était alors la mienne, resterait donc comme un mouvement d'amour-propre personnel que dépouillerait de toute prétention à l'exemplarité le fait même d'avoir été concrètement *permis* par le hasard des circonstances. De ce point de vue, je devrais donc aujourd'hui ranger ce baroud de jeunesse dans l'armoire aux souvenirs desséchés, parmi les photos qui ont perdu toute fraîcheur, aux côtés des diplômes désormais inutiles et des appréciations professionnelles sans plus de sens. Et pourtant je ne m'y résigne pas. La pratique de *table rase* aujourd'hui à la mode a apporté, en contrepartie de son agressivité, la nostalgie des "identités", la quête des éléments de preuves d'autonomie personnelle, le rêve d'une sorte de *continuité* justificative d'un sens de l'existence. De ce point de vue, si je reniais ou oubliais mes premières armes de *contestataire* (au sens le plus général du terme) je me dépouillerais du seul élément de mon tempérament qui ne se soit pas intégralement résorbé dans le banal et le médiocre. Il faut souvent une avalanche de discours et d'imprécations pour qu'il en subsiste quelque radicalisme de comportement. Dès mon adolescence, j'ai protesté et contesté bien plus que je n'ai agi : mais je n'ai jamais cessé de mépriser et de haïr tout ce qui symbolisait l'horreur, l'asservissement, la misère. Ce faisant les risques que j'ai pris sont d'une modicité qui, aujourd'hui peut prêter à sourire eu égard au monceau d'injustices, de violence et de répression que l'actualité présente nous sert chaque jour. Mais aussi modiques étaient-ils, ces risques se situaient à la limite de mes possibilités,

et quelques fois au-delà. Médiocre, mon niveau de vie n'en était pas moins stable et sûr : aucun déséquilibre sentimental ou familial ne m'imposait cette disponibilité pour l'aventure qui motive si souvent la turbulence et la bougeotte de la jeunesse actuelle. Si je me rebiffais cependant, à la mesure de mes moyens, contre le triomphe du plus odieux des conformismes, c'est que quelque chose en moi compte tenu de ma pusillanimité instinctive, m'y poussait irrésistiblement - peut-être l'empreinte laissée sur mes années d'enfance par les conditions que j'ai décrites au début. En tout cas cette révolte était absolument spontanée et c'est à ce titre que je la considère comme plus significative que mon engagement politique ultérieur : au cours de celui-ci en effet, je ne cessais d'être encadré, convaincu, stimulé par le dynamisme d'une organisation que, malgré toutes les vicissitudes que je raconterai, reste à mes yeux comme l'une des rares, sinon la seule, survivantes d'une grande époque durant laquelle les mots solennels, dont nous avons tant usés **à vide**, n'avaient pas encore perdu leur vraisemblance.